

Histoire des Communautés Juives

Du Nord et de Picardie

Frédéric Viey
en collaboration
avec Franck D'Almeyda



David Zolty devant son magasin à St Quentin

LES JUIFS DU NORD

LA COMMUNAUTE JUIVE DE LILLE

Les aînés de la Communauté Juive de Lille, forgés sous la férule des Grands Rabbins Lippmann, Cahen, Poliakoff et Berman, peuvent être fiers de ce qu'est devenue cette communauté à l'aube du XXIème siècle et peuvent s'enorgueillir de l'exemple qu'ils ont laissé. S'il est un homme qui a su raconter l'histoire de cette communauté, c'est bien le Commandant Armand Lippman qui disait en préambule: *"On reconnaît généralement l'immigration dans la région parisienne des israélites de l'Est et les efforts accomplis par nos oeuvres religieuses ou sociales pour aider les malheureuses victimes de l'antisémitisme à retrouver des foyers sur la généreuse terre de France. Mais on reconnaît beaucoup moins bien ce qui a été réalisé en province, dans le même esprit de fraternelle assistance"*.

Parmi les régions provinciales, celle du Nord, est à coup sûr la plus intéressante. Elle a grandi vite et sans bruit; le développement industriel et commercial de la région, ses mines de houille - et aussi les belles qualités d'hospitalité de ses laborieuses populations - constituaient un terrain particulièrement favorable à l'immigration juive. En 1921, le Consistoire de Lille se dota du chef spirituel le plus apte à diriger et à organiser le mouvement d'immigration qui déferla sur le Nord par vagues successives et disparates: le Grand Rabbin Salomon Poliakoff. Ce Grand Rabbin, dont l'origine polonaise mettait les nouveaux venus orientaux en confiance, au plan religieux, pendant que ses brillants services d'aumônier aux armées assuraient le prestige du jeune rabbin légionnaire sur les israélites français et auprès des autorités civiles et militaires. Le fils du Grand Rabbin de Metz Benjamin Lipmann (Zékher Tsadik Libhrakhâh) qui fonda la circonscription consistoriale de Lille au lendemain de 1871, et ami du Grand Rabbin Salomon Poliakof (Nero Yaïr) deuxième fondateur de cette circonscription après le bouleversement de 1914-1918 a très bien décrit l'essor pris par les Communautés Juives du Nord mais avant essayons de faire l'historique de la présence juive dans cette région.

AU MOYEN-ÂGE

Dans le Nord :

LILLE

Les historiens Brun et Lavainne parlent dans leur *"Atlas topographique et histoire de la ville de Lille"* paru en 1830 d'une "rue de la Juiferie", ou "la Juerie" au Moyen-Âge. Dans le cartulaire de l'Eglise Collégiale St-Pierre de Lille, il est fait mention d'une communauté juive à cette époque. Selon Henri Gross dans son *"Gallia Judaïca"*, le *"Shemkhot"* de Maharil mentionne les usages religieux de la Province des *"Flandres"* et parle d'un jeune homme de cette province qui aurait fréquenté l'école de Maharil ou de Jacob Möln Hallévi, de Mayence, celui-ci serait décédé vers 1427. A

Bavai, à Maroilles et à Sains, dans le département du Nord, ainsi que dans d'autres localités flamandes appartenant aujourd'hui à la Belgique, on trouve encore aujourd'hui des rues qui ont conservé leur ancienne dénomination de "*Rue des Juifs*". C'est en 1023 qu'il est fait mention pour la première fois du séjour des Juifs en Flandre. En cette année, environ trente juifs de Lorraine furent autorisés par le Comte de Baudouin à s'établir dans cette province (Hautmont, Bavai et Cambrai). D'après le "*Diorei Hayyamim*", il y aurait eu des Juifs à Landresy, ville fortifiée sur les bords de la Sambre. Comme toutes les Communautés Juives du Nord de la France, les Juifs de la région lilloise furent expulsés définitivement du Royaume en 1394.

BAVAY

"*Une Rue des Juifs*" signalée par Michaux aîné dans "*Bavai, notice historique*", Avesnes, 1859. Bavai fut un nœud de routes importantes à l'époque gallo-romaine ; des ruines romaines y subsistent.

CAMBRAI

De nombreux documents parlent d'une présence juive à Cambrai. En effet, par exemple, les Archives départementales du Nord relèvent une "*Rue des (aux) Juifs (Juys)*". Selon les Archives communales de cette ville, cette rue devient en 1793 la "*rue de la Philosophie*".

DOUAI

L'historien V. Bufquin dans son "*Histoire de la ville de Douai*" recense les différentes rues ou ruelles de Douai à travers les siècles. Au Moyen-Âge, il note spécialement la "*Ruelle des Juifs*". Dans d'autres documents, il est fait état d'une "*Impasse dite des Juifs*". Dans les plans de la ville de Douai, on trouve encore la "*Ruelle des Juifs*" (impasse). Cette ruelle est devenue une impasse au XVIème siècle. Elle se prolongeait autrefois jusqu'à la "*rue des Ferronniers*".

HAUTMONT

En 1966, le Conservateur du Musée Fercot-Delmotte de Maubeuge communique la présence d'une "*Rue des Juifs*" à Hautmont. La "*Nomenclature des écarts et lieux-dits du département du Nord*" note parmi les lieux-dits ; celui de "*les Juifs*" près d'Hautmont.

LE QUESNOY

Dans cette petite ville du Nord, il y avait un quartier "*l'Arbre aux Juifs*". Il est cité dans le "*Cartulaire des Comtes de Hainaut*".

LA PERIODE CONTEMPORAINE

Avant la Révolution française, il y eut des Juifs qui commercèrent à Lille. A l'époque de l'inscription des Juifs et la fixation de leur nom de famille en mairie faisant suite au Décret de Bayonne du 20 Juillet 1808, les registres révèlent la présence de Juifs dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme. Dès 1809, les Juifs du département du Nord demandèrent à être exceptés au Décret du 17 mars 1808 dit "*Décret Infâme*". Robert Anshel précise: "*Les Juifs du Nord qui vivaient à Lille, à Dunkerque, à Valenciennes, au nombre d'environ deux cents appuyèrent la pétition qu'ils adressèrent à l'Empereur en 1808 accompagnée de certificats donnés par la Chambre de Commerce et le Maire de Lille, par le Tribunal de Commerce et le sous-préfet de Dunkerque et par le Maire de Valenciennes. Le Préfet émit également un avis favorable, mais ne procura au Ministre que d'assez vagues renseignements. Ils suffirent pour montrer que les Juifs de ce département n'exerçaient pas des métiers bien définis et on ajourna leur demande en jugeant que, dans leur médiocrité, ils n'étaient pas 'au point de civilisation où le gouvernement les désirait'*". Lorsque les consistoires furent créés, le Nord entra dans le giron du consistoire de Paris. Le consistoire de Paris fit faire un recensement de la population de son ressort et plus particulièrement dans le nord de la France. En 1809, les Préfets du Nord et du Pas de Calais, sur ordre du Ministère de L'Intérieur et des Cultes, s'adressèrent à tous les maires afin de pouvoir dénombrer les Juifs dans leurs départements respectifs. Pour le département du Nord, le Préfet arrive à un décompte de cent soixante six personnes alors que dans le Pas-de-Calais, il n'y en a que soixante trois. Cette même année, compte tenu des fortes taxes qui leur avaient été imposées, les Juifs du Nord envoyèrent une réclamation au consistoire de Paris contre les taxes dévolues aux dépenses et à l'entretien de la synagogue de Paris.

A partir de 1843, l'Etat prit en charge les frais de culte israélite et les Juifs de Lille ne pouvant subvenir à leurs besoins dans le domaine religieux, les conseils municipaux ou généraux du Département du Nord votèrent des secours aux communautés Juives : en 1851= 300 frs, en 1852 = 300 frs, en 1854 = 300 frs, en 1855= 500 frs et en 1856 = 500 frs. Dans les années qui suivirent les subventions furent de plus en plus fortes. C'est en 1845, que le consistoire de Paris envoie à Lille M. Lang. Cet ancien élève de l'Ecole Centrale Rabinique entre en fonction dans la communauté lilloise en qualité de prédicateur et de professeur de la nouvelle école primaire israélite. Les excellents sermons que ce jeune rabbin prononce à l'oratoire du collège rabbinique ne laissent pas de doute sur ses succès et les effets salutaires qu'il produit dans le temple de Lille et ses solides études religieuses et profanes profitent largement à la jeunesse israélite de cette ville. La communauté de Lille est la première en France qui a eu un prédicateur à proprement dit. Malheureusement, compte tenu d'un différent avec M. Sribber, Président de la Commission Administrative de la Synagogue, M. Lang donne sa démission quelques mois plus tard pour les motifs suivants : "*Dans toute commission administratif du temple, il n'y a qu'un seul homme dont les opinions triomphent continuellement, et cet homme n'a pas de religion et veut même que les autres abandonnent le peu qu'ils en ont encore. Ma position devenait tous les jours plus difficile, et j'ai préféré résigner les fonctions, plutôt que de me prêter à des tentatives que ma conscience réprouvait'*". A cette époque, il y avait également

un problème avec l'orgue qui avait été placé dans la synagogue. Pouvait-on en jouer le Samedi ?

Recensement des Juifs dans le Nord, le Pas-de-Calais et dans la Somme

	1808	1841	1853	1861
Nord	166	217	315	584
Pas-de-Calais	63	76	92	140
Somme	14	17	30	81

En 1897, la population juive dans le département du Nord était de 663 personnes.

Création d'un Consistoire à Lille

Après l'annexion de l'Alsace et de Metz en 1871, faisant suite à la défaite de Sedan, le consistoire central offrit au Grand Rabbin de Metz, Benjamin Lipmann, de transférer son siège rabbinique dans une autre ville de France. Le Gouvernement français accepta la proposition du consistoire central de remplacer les rabbins de Metz et de Colmar par Lille et Vesoul. En 1872 parut le Décret créant ces deux nouveaux consistoires; le Grand Rabbin Lipmann rejoignit donc Lille le 28 août 1872, siège de sa nouvelle circonscription. Or, les choses n'avaient pas été simples. La population israélite, dans la région du Nord était si clairsemée qu'il fallut grouper sept départements: Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Oise, Marne, Ardennes pour réunir un chiffre de 2000 âmes israélites, exigé pour la formation d'une circonscription consistoriale par le décret d'organisation de 1844. Lille comptait alors quatre vingt familles, des Alsaciens et des Lorrains en majorité ainsi que quelques familles hollandaises et polonaises.

Le 6 janvier 1873 se tient à Lille une réunion des délégués de la nouvelle circonscription consistoriale. *"Les Archives Israélites"* publient en janvier 1873 le compte rendu de cette réunion :

"Comme nous l'avons annoncé, le 6 de ce mois a eu lieu à Lille, la réunion des délégués des divers communautés formant la nouvelle circonscription consistoriale qui a cette ville pour chef lieu.

Cette circonscription comprend les départements du Nord, de la Somme, du Pas-de-Calais, de l'Oise, de l'Aisne, de la Marne et des Ardennes, et toutes les communautés (sauf une, Châlons), avaient tenu à se faire représenter à cette réunion, en vue d'arrêter une liste aussi judicieusement débattue que possible de candidats pour les fonctions de membres du nouveau consistoire.

Les communautés ainsi représentées à cette assemblée, dont les membres honorent presque tous les Archives de leurs sympathies, étaient :

Pour le Pas-de-Calais : Boulogne-sur-Mer, M. Ber, négociant, Président de la Communauté

Pour le Nord: Valenciennes, M. Dreyfus, huissier, Roubaix: M. Isidore Weill, négociant, président de la Communauté et enfin pour Lille: MM. Bernard, négociant, Président, Klein, négociant, Troller, négociant, Kaufmann, rentier et naturellement le Grand Rabbin Lipmann.

Pour l'Aisne: Saint-Quentin: Ad. May, négociant.

Pour la Marne: Châlons n'a pas été représenté. Reims: M. Weimann, négociant, Président de la Communauté ; Vitry-le-François, M. G. May, négociant, Président de la Communauté. Epernay: M. Mommenheim, négociant, Président de la Communauté.

Pour les Ardennes: Sedan, M. Pintus, fabricant, Président de la Communauté.

On remarque que ni la Somme, ni l'Oise n'étaient représentées ; pour ce dernier département, nous savons qu'il n'a jamais eu de Communauté israélite ; mais le chef-lieu de la Somme : Amiens, a eu jadis, si nous ne nous trompons pas, une petite Kéhila.

M. le Grand Rabbin qui présidait la séance, a fait connaître l'objet de la réunion et a remercié les délégués de l'empressement désintéressés avec lequel ils s'étaient rendus à son appel. Il y avait à désigner au moins quatre membres résidant à Lille : les noms proposés ont été ceux de :

MM. Oury Cahen, négociant ; Kaufmann, rentier ; Wahl-Sée, banquier ; originaire de Mulhouse, Salomon Sée, fabricant ; également d'Alsace.

Aucune discussion ne s'est élevée au sujet de ces noms qui ont été adoptés à l'unanimité. Il s'agissait ensuite de déterminer les deux candidats du dehors ; les noms de MM. Momenheim d'Epernay, et Isid. Weil, de Roubaix, ont été mis en avant et accueillis avec une faveur unanime.

On a ensuite procédé à la désignation du représentant de la nouvelle circonscription au Consistoire Central. L'Assemblée s'est décidée, à l'unanimité, pour M. Masse, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Strasbourg.

Cette réunion, sans précédent, puisqu'elle se composait de coreligionnaires venus la plupart de loin et quittant le siège de leurs affaires dans un intérêt purement moral, a été marquée par la plus grande courtoisie et a donné lieu à un échange des plus louables sentiments d'union.

Les élections auront lieu, dans les diverses circonscriptions du ressort, le 26 de ce mois, et nous avons tout lieu de croire qu'elles seront la ratification de ces désignations préliminaires''.

Lors du recensement du 28 décembre 1932, on comptait plus de cinq cents familles dont plus de la moitié étaient des familles étrangères immigrées. La circonscription de Lille ne comprend plus de nos jours que les trois départements du

Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme, les quatre autres départements désignés plus haut constituent désormais des formations culturelles différentes. La population juive de cette circonscription était composée en 1932 de:

Communautés Israélites	Nombre de famille
Lille	500
Environs de Lille	90
Valenciennes et ses environs	116
Lens et ses environs miniers	300
Douai (en voie d'organisation)	45
Roubaix-Tourcoing	44
Dunkerque	33
Boulogne-sur-Mer	30
Calais (rattachés à Boulogne)	16
Amiens	40

La communauté juive de Lens est entièrement composée d'étrangers. Elle est née après la Première Guerre Mondiale et est la fille des mines célèbres de Lens, Bruay et Liévin.

Partout est organisée l'instruction religieuse des enfants (Talmud-Torah), d'où dépend l'avenir des Communautés et qui, pour le présent lui-même, est le plus puissant levier d'action religieuse: *"Vous les enseignerez à vos enfants (les grands préceptes de la Torah), en en parlant à ton foyer et en voyage, à ton coucher et à ton lever"* (Deutéronome XI, 19).

Le Grand Rabbin Poliakof, pénétré de cette vérité, ne craint pas de se déplacer pour faire un cours d'instruction religieuse à Valenciennes et à Amiens, communautés débutantes et encore mal outillées.

L'Association Culturelle Israélite de Lille

En fin d'année 1906, les membres de la Communauté Juive de Lille déposent les statuts de leur nouvelle association. Celle-ci fait suite à la loi de Séparation des biens de l'Eglise et de l'Etat promulguée en 1905. Le Préfet de Police fait part alors au Ministre des Cultes du dépôt de ces statuts en Préfecture :

*"Association Culturelle Israélite
de Lille*

Statuts

Chapitre Premier

Constitution, But, Durée, Siège social

Article 1

Conformément aux dispositions de la Loi du 9 décembre 1905, il est formé entre les Israélites qui ont adhéré aux présents statuts, une association ayant pour objet l'exercice et l'entretien du Culte israélite dans la ville de Lille.

Elle aura pour titre "Association Cultuelle Israélite de Lille"

Le siège social de l'Association se trouvera au Temple Israélite rue Gauthier-de-Châtillon, et pourra être transféré, par décision de l'Assemblée générale de ses membres, en tout autre endroit de la ville de Lille.

La durée de l'Association est illimitée.

Chapitre II

Article 2

Pour être inscrit comme membre de l'Association il faut :

1° Etre Israélite et majeur :

2° S'engager à louer une place au Temple ou à contribuer aux frais du culte par une cotisation annuelle fixée par le Conseil d'administration....."

Vers une fusion des communautés dans le Nord

En 1934, après le départ du Grand Rabbin Poliakoff, les Juifs immigrés privés de direction pendant plusieurs mois avaient formé un groupement indépendant. Ils avaient fondé un oratoire et organisé, ou tenté d'organiser, des cours religieux. Dès son arrivée à Lille, le Grand Rabbin Léon Berman s'était appliqué à travailler au rapprochement des Juifs immigrés avec la Communauté française. Se dépensant sans compter, ne perdant aucune occasion d'affirmer son autorité, le Grand Rabbin de Lille réussit à gagner la confiance de tous les éléments de la population juive de Lille. Soucieux d'éviter toutes causes de frictions, Léon Berman adopta, pour faciliter le rapprochement des deux communautés, un plan d'action souple et hardi. Ce plan était basé sur une collaboration cordiale, mais qui n'enlevait à aucun élément son indépendance. Son programme se résumait comme suit: *"Une seule Kéhila, une seule autorité rabbinique, un seul cours religieux, mais deux lieux de prières, un pour le rite français et un autre pour le rite polonais."*

Les Rabbins à Lille

En 1845, le consistoire de Paris envoya à Lille M. Lang, ex-élève de l'école rabbinique. Malheureusement, comme dans de nombreux cas, M. Lang donna sa démission quelques mois plus tard.

Les Grands Rabbins et Rabbins de Lille furent successivement: Benjamin Lippman, Emile Cahen, né à Toul en 1839, école rabbinique de 1857 à 1864, d'abord rabbin à Reims puis Grand Rabbin de Lille puis Edgar Seches, né à Bordeaux en 1864, élève à l'école rabbinique de 1882 à 1888, rabbin à Médéa, St-Etienne, Grand Rabbin de Lille et de Lyon, il sera suivi par Samuel Poliakoff, né à Myr (Russie), école rabbinique de 1908 à 1919, rabbin de Lunéville puis Grand Rabbin de Lille et de

Lyon. Le rabbin Léon Berman prendra ensuite sa place, né à Paris en 1892, fils du fameux Rabbin Hassid Reb Hayim, école rabbinique de 1909 à 1919, Rabbin de Lille, mort en déportation. Juste avant le début de la Seconde Guerre Mondiale, il y a eu Branriss, né en Pologne en 1910, élève à l'école rabbinique de 1933 à 1939, rabbin de Lille puis à Silver Spring (USA) et après Edouard Gourévitch, né à Aubervilliers en 1921, école rabbinique de 1941 à 1948, rabbin de Lille puis à Paris. Avant les années 60 Emmanuel Chouchena est en charge du poste de rabbin à Lille, né à Constantine en 1928, école rabbinique de 1947 à 1951, rabbin de Lille, de Bône, de Paris, termina sa carrière comme directeur du Séminaire Israélite de France. Il est remplacé par Moïse Dayan, né au Caire en 1931, élève à l'école rabbinique de 1952 à 1956, rabbin de Lille, Jérusalem et de Sao-Paulo puis ensuite par Jean Lévy, né à Ingwiller en 1947, école rabbinique de 1965 à 1969, rabbin de Lille et directeur de l'école Aquiba. Le dernier en date et encore en place est Elie Dahan, rabbin de Lille, membre du mouvement Loubavitch.

Armand Lipmann

Alors qu'il était Grand Rabbin de Lille, Léon Berman écrivit une très complète : *"Histoire des Juifs de France"*. L'année de son intronisation au poste de Grand Rabbin de Lille, la communauté voyait disparaître une de ses grandes figures : le Commandant Armand Lipmann. Né à Phalsbourg en 1857, Armand Lipman était le fils de celui qui devait devenir le Grand Rabbin du consistoire de Lille : Benjamin Lipmann. Sorti de Polytechnique comme sous-lieutenant d'artillerie, il tint garnison à Douai puis à Orléans – long séjour coupé par un passage à l'école de guerre – comme chef d'escadron. Officier juif et pratiquant pendant le Boulangisme et l'Affaire Dreyfus, il démissionna pour des raisons d'affectation de poste et se retira à Versailles. Durant la Grande Guerre, il reprit du service et ses trois fils furent mobilisés. Il eut la joie de les revoir à la fin du conflit, mais Daniel, le plus jeune, fut emporté par la grippe espagnole en 1918. C'est surtout comme journaliste que le Commandant Lipmann a donné toute la mesure de son talent : il a collaboré à la revue *"Foi et Réveil"*, à *"L'Univers Israélite"*, aux *"Archives Israélites"* et à la *"Revue Juive de Lorraine"*. Il a fondé également la *"Ligue des Observateurs du Sabbat"*.

Les Présidents de la communauté de Lille.

Parmi la liste des Présidents de la communauté de Lille, il faut citer

1872	M. Bernard, négociant,
1875	M. Heymann
1880	Le Dr Wertheimer
1888	Moïse Gros
1891	Frédéric Bère
1897	M. Michel
19...	Alfred Bernheim
1930	Alex Heymann

Après 1945 Jacques Malamet-Beer
Jean Pierre Gerschel
Dr Charles Sulman
Dr Jean Claude Komar.

Le Dr Wertheimer

En 1905, dans sa dernière séance, l'Académie de Médecine, au premier tour de scrutin et à la presque unanimité des suffrages, élit le Dr Wertheimer, correspondant de l'Académie pour la section d'anatomie et de physiologie. *"Le Temps"* résume comme suit les titres scientifiques de brillant médecin. *"Né à Rosheim (Alsace) M. Wertheimer est l'un des plus jeunes et des plus distingués parmi les professeurs de faculté de province. Il est titulaire actuellement de la chaire de physiologie de la faculté de Lille. Ses travaux, qui sont très nombreux et très goûtés dans le monde scientifique en raison de leur rigueur scientifique impeccable, ont porté sur la plupart des problèmes les plus ardues de la physiologie, de l'histologie et de la biologie. Il n'est pas sans intérêt de rappeler que le Dr Wertheimer a été pendant plusieurs années Président du Consistoire de Lille"*. Le 14 novembre 1924, *"L'Univers Israélite"* annonce le décès du Dr Wertheimer.

Lors des élections consistoriales à Lille en 1888, il y eut trois sortants : M. le Dr Wertheimer, Président, et Messieurs Lang et Louis Dreyfus. Seul Louis Dreyfus, Vice-Président du Consistoire se représente. Les voix se portent sur MM. Gros, de Lille, Président de la Communauté, Auguste Lévy, de Lille, et Louis Dreyfus qui eut une forte majorité. Les délégués rabbiniques qui sont désignés sont : MM. Louis Dreyfus et Bère (Ingénieur), membre du consistoire.

Frédéric Bère

En automne 1891, les événements autour du judaïsme lillois s'associèrent : en même temps les Juifs de Lille manifestaient leur présence en commémorant le centenaire de leur émancipation en inaugurant leur nouvelle synagogue et en se préparant à envoyer l'un d'entre eux à l'Assemblée Nationale. En effet, Frédéric Bère, ingénieur à la Manufacture des Tabacs et Président du consistoire de Lille, se présente à la mandature contre les socialistes antisémites sous l'étiquette républicaine *"Opportuniste"*. L'antisémitisme dans la région, dirigé principalement contre le Préfet Vel-Durand et le Sous-Préfet Isaac, fut dangereusement alimenté par cette candidature. Rappelons pour mémoire que le Sous-Préfet Isaac est l'un des acteurs malheureux de la tragédie de Fourmi. Frédéric Bère fut battu au second tour et disparut de la liste des instances communautaires. Notamment en 1897, lorsque Philippe Sapin publie les noms des Juifs du Nord dans son *"Indicateur Israélite"*, Frédéric Bère n'apparaît pas.

Pour ce qui est de Lille, *"Les Archives Israélites"* de 1894" publient l'article suivant : *"Lille : Les obsèques du regretté Président du Consistoire de Lille, M. Frédéric Bère, dont l'Univers Israélite a annoncé dernièrement le décès, ont eu lieu à Paris le lundi 30 août au domicile de ses parents. Une foule nombreuse et recueillie a accompagné le convoi funèbre de*

la maison mortuaire au Cimetière du Montparnasse. On remarquait dans l'assistance une délégation du Consistoire Central."

En 1937, les membres des deux Consistoires sur la région lilloise étaient:

M. Louria à Amiens
M. Gerschel à Dunkerque
M. Joseph Jules à Roubaix
M. Meyer à Valenciennes.

En 1964, six villes du Nord avaient décidé de s'associer en vue de créer un secteur communautaire régional. Cette association regroupait Lille, Amiens, Valenciennes, Sedan, Dunkerque et Douai comportant un millier de familles Juives dont les représentants se sont rencontrés à l'instigation des grandes centrales de Paris. Les rapatriés d'Afrique du Nord formaient 1/3 de cette population, c'était leur arrivée qui était à l'origine du renouveau du Judaïsme dans le Nord.

Les Œuvres

Il semble que l'œuvre la plus étonnante et la plus méritoire est celle de "*L'œuvre Générale de Bienfaisance Israélite du Nord*". Il est trop long de donner par exemple le bilan de 1931 de cette œuvre, contentons-nous d'indiquer ici quatre nombres ronds qui montrent l'étendue des services rendus, en même temps que la saine gestion des fonds de la Bienfaisance :

Recette	70.000 frs
(dont 6000 déjà en caisse)	
Dépenses en secours de toutes sortes	
(en deniers et en nature) de la naissance à la mort du pauvre	66.000 frs
Frais de gestion	1.000 frs
Réserve en caisse	3.000 frs

C'est M. Oscar Hirsch qui dirige cette belle œuvre avec sa haute intelligence et son remarquable esprit d'organisation ; dans sa tâche, il est secondé par Mme Salomon Poliakoff, Lucien Hirsch, fille de M. Alfred Bernheim, membre du Consistoire Central et Mme Henri Lajeunesse, présidente du "*Vestiaire*".

Un ouvrage d'une centaine de dames travaille pour les indigents israélites ; le 20 février 1932, a rapporté, tous frais pays, dix mille francs à l'œuvre.

Il faut remarquer cependant que le fonds de réserve est passé de 9000 francs en fin d'exercice 1929, à 6000 frs à la fin de 1930 et à 3000 frs seulement à la fin de 1931. C'est là une invitation aux fidèles à intensifier encore leurs cotisations et leurs dons. Les dons accusent un fléchissement de 1000 frs au bilan 1930 et au bilan 1931. Quant aux cotisations, elles peuvent et doivent encore augmenter : à Lille, par exemple, il y a 330 adhérents sur 500 familles ; or il n'y a sûrement pas 170 familles indigentes = (500-300).

Dans le peuple juif, la règle en matière de bienfaisance est toujours celle-ci ;
"Qui ne reçoit pas l'aumône fait l'aumône".

Or comme on peut le voir les réfugiés étrangers à Lille n'ont jamais été un problème. En 1932, M. Paul Beguier dans le "Grand Echo du Nord de la France" écrivait ;

"Le Juif ? Un nez crochu, une barbe sale et un œil auprès de qui celui du normand parait terne. La légende est telle. La vérité est autre ! Celui qui a peuplé les almanachs d'histoires d'usurier - des Juifs - quoi ! est un type moins caricatural. Quelquefois, il n'est pas drôle du tout.

Depuis quelques jours, Lille reçoit des Juifs allemands. Ils passent, meurtris et dépouillés. Ils se sont évadés de leur prison : l'Allemagne ! Eux, Allemands éclairés, ils sont traqués par un Autrichien...."

L'indicateur Israélite en 1897

Philippe Sapin publie en 1897 son second "Indicateur Israélite", il recense ainsi tous les Juifs du Nord de la France et des départements qui le peuple :

A Lille :

Consistoire Israélite

Grand Rabbin	Cahen Emile
Président	Cahen Eugène
Vice-Président	Dreyfus Louis
Membres	Dreyfus Léopold
	Gros Moïse
	Lévy Auguste
	Klein Nephtali

Administration du Temple

Président	Michel
Vice-Président	Willard Jacques
Secrétaire	Weil Félix
Ministre-Officiant	Lévy Anselme

Œuvre de Bienfaisance et de Patronage

Président	Cahen Emile
Trésorier	Wahl Oscar
Membre	Lion Eugène

Société des Dames

Président d'honneur	Cahen (Mme) Emile
	Gros (Mme) Moïse

Cours d'enseignement religieux

Professeur Lévy Anselme
Cahen Emile, aumônier du Lycée

Dignitaires et fonctionnaires

Vel-Durand Préfet du Nord
Vallabrègue Chef d'Escadron
Aron Colonel-directeur d'artillerie
Hecht Gardien d'artillerie
Klein
Fribourg Médecin-Major
Weil Contrôleur de l'Enregistrement
Gros Moïse Contrôleur au Chemin du Nord
Dreyfus J.M. Commissaire de Police
Feder Doyen de la Faculté de Droit
Wahl Professeur
Braun Professeur d'allemand à l' *"Union Française de la Jeunesse"*

A Valenciennes

Synagogue

Rabbin Meyer Félix
Ministre-Officiant Weil M.
Administrateur L. Dreyfus

Sous-Préfet Mossé Georges
Huissier L. Dreyfus
Armée Roshem, Chef de Bataillon

Roubaix

Culte hébraïque Temple 51 rue des Champs

Ministre-Officiant Marx Jacques
Administrateur Weil
Huissier Grumbach
Contributions directes Manuel, Contrôleur

A Dunkerque

Synagogue

Ministre-Officiant Picard
Administrateur Lazare L.
Consul d'Allemagne Eckmann

A Tourcoing

Consul de Belgique Dupont Israël

Philippe Sapin conclut sa liste des Juifs du Nord par : *“Les protestations n’ont pas été nombreuses à Lille. Il y a bien un général ou un colonel qui a tempêté un peu ; Vallabrègue doit être son nom, de même que le dentiste Bernard aussi, mais ma foi comme tous ces braves gens n’ont pu nous donner aucune preuve établissant qu’ils n’étaient pas juifs nous les avons gardés”*.

Carnet de la Communauté

L’histoire des Communautés Juives du Nord de la France est souvent illustrée dans les pages des *“Archives Israélites”* et celles de *“L’Univers Israélite”*. C’est souvent à travers les carnets des Communautés, qu’il est plus facile de comprendre le quotidien des Juifs à chaque époque. *“L’Univers Israélite”* de 1930 est très parlant sur la vie communautaire :

- Naissance : *“Nous avons le plaisir d’annoncer la naissance de Pierre-Etienne Heymann, fils de M et Mme Jean Heymann, petit-fils de M et Mme Alex Heymann, Président de la Communauté de Lille et de Mme et M. Gaston Cahen, administrateur des Temples de la Communauté de Bruxelles, arrière-petit-fils de M et Mme Rueff de Strasbourg. Nos félicitations sincères aux heureux parents, grands parents et arrières grands parents. Dans notre communauté, on se souvient qu’en 1875, le père de notre président actuel exerçait lui aussi les fonctions de chef de la Communauté”*.

- Distinction : *“Mme Israël, née Wahl, professeur honoraire au Lycée Victor Hugo à Paris, vient d’être nommée Chevalier de la Légion d’Honneur. Mme Israël, tante de M. Huisman, directeur des Beaux-Arts, auteur de nombreux ouvrages pédagogiques, est très connu dans les milieux féministes où elle déploie une activité très intelligente et de bon aloi. Nos sincères félicitations”*.

- Distinction: *“Mme Gaston Lévy, née Laure Weil, la mère du jeune et distingué adjoint au maire, Me Jean Lévy, vient de recevoir des mains du Ministre de la Santé publique, la médaille de la Mutualité, à l’occasion du XV^e Congrès de la Mutualité française qui vient de se tenir actuellement à Lille. Nos sincères félicitations”*.

- Fiançailles : *“Nous apprenons avec plaisir les fiançailles de Melle Marcelle Hirsch, petite-fille de Alfred Bernheim, ancien Président de la Communauté de Lille, délégué du Nord au Consistoire Central, et de Mme, fille de Lucien Hirsch, secrétaire de la Communauté israélite de Lille, et de Mme, avec M. Edmond Aaron, avocat à la cour de Paris, fils de M. et Mme Aaron. Les fiançailles ont eu lieu à Paris, rue de Tocqueville au domicile des heureux grands-parents de la jeune fiancée. M. Poliakof, Grand Rabbin de Lille avait tenu à se déplacer pour présider la cérémonie”*.

- Mariage : *“Dimanche 5 mars, en présence de tous les Israélites de la Communauté, a été béni à la synagogue de Lille, le mariage de Melle Odette Heymann, fille de M. Alex Heymann, Président de la Communauté Israélite de Lille, membre de la Chambre de Commerce et de Mme, avec le Dr Robert Waitz, ancien interne des hôpitaux de Paris, fils du Dr Waitz, de Bagnolet, et de Mme. Le mariage civil avait été célébré par M. Jean Lévy, adjoint*

au Maire, ami de la famille. Les témoins pour la mariée : Jean Heymann, son frère, et le général Lucien Lévy, son cousin. Pour le marié : le Professeur Merklen, doyen de la faculté de Médecine de Strasbourg, et le Prof Rathery, de la faculté de Médecine de Paris. La bénédiction a été donnée par M. le Grand Rabbin Poliakof, qui a prononcé une allocution de haute portée philosophique''.

Les Juifs allemands à Lille

Le Grand Rabbin Poliakof a laissé un long article dans les pages du *''Grand Echo du Nord de la France''*. Son principal souci était la défense des Juifs allemands chassés par le Nazisme. Paul Beguier écrit : *''Dans un petit salon, rempli de bibelots fanatiquement travaillés, le Grand Rabbin se promène, le regard songeur, la main perdue dans sa barbe noire. ''Les Juifs allemands ?... Leur situation est comparable à celle des premiers chrétiens. Depuis le XIIème siècle, ils travaillent en Allemagne. Ils l'ont honorée. Erlich Wassermann, Salomon Stricker, Markowsky, Ludwig Traube, Oscar Liebreich, Reuter, Maximilien Harden, Kurt Harzen, Rathenau, Emile Ludwig, Herman Cohen, Mendelssohn, Meyerbeer, Offenbach, qui sais-je encore?.....*

Pacifistes, les Juifs ont obtenu huit fois le Prix Nobel

M. Poliakof s'arrête, il observe les yeux brillants et douloureux, la cigarette qui se consume entre ses doigts. Il penche un peu la tête pour lire la marque sur le papier gonflé du tabac....

''La Musique de tous les poèmes est plus puissante que les cris de certains politiciens qui s'éteignent....''

M. le Grand Rabbin est sorti de son rêve, il reprend soudain pressé : ''Vous savez que le nom d'Hitler est d'origine juive ? Cela signifie ''casquettier'' en hébreu (sic). On a d'ailleurs retrouvé une famille juive en Tchécoslovaquie qui s'appelait ainsi....''

- Hitler serait-il descendant de Juifs ?

- Oh non ! ce serait trop affreux !

- Nouveau silence ... Puis la voix sobre et musicale se fait entendre, à peine arrêtée, presque plaintive : les massacres continuent là bas.... C'est l'agonie lente et misérable !

Les Juifs sont jetés sur le pavé. Ceux qui le peuvent se sauvent.... Je ne vous dirai pas comment, car bien souvent leur famille reste dans les griffes des nazis, et une révélation de leur part serait punie, vous devinez de quelle façon ?''

M. Poliakof écrase méticuleusement sa cigarette dans un cendrier : ''Je pourrais vous raconter des anecdotes effroyables.... Je pourrais vous en raconter jusqu'à demain ! Les Juifs allemands qui arrivent à Lille m'ont parlé.... Et c'est triste, je vous assure, très triste !''

L'HICEM à Lille

Après la Première Guerre Mondiale, le problème des migrations juives se présenta en France sous un double aspect: politique et économique. La majorité des émigrés juifs se composait d'artisans, de façonniers, d'entrepreneurs, de marchands forains et aussi d'un certain nombre de travailleurs industriels et agricoles. L'immigration de tous ces éléments se produisit d'une manière un peu différente de l'introduction des travailleurs industriels et agricoles des mêmes pays d'Europe Orientale. C'est ainsi que les commissions de recrutement de Pologne ont toujours évité de présenter des candidatures de travailleurs juifs malgré les protestations élevées par le Comité de l'HICEM; ils ne leur restaient que la possibilité d'entrer en

France qu'individuellement. Ce caractère particulier de l'immigration juive en France a déterminé l'activité du Comité Central d'Assistance aux Emigrants Juifs qui a été créé en même temps que l'HICEM (avril 1927) et qui se donna pour but d'assister les immigrants, les transmigrants et les émigrants juifs. Le Comité Central de ce Comité resta fidèle à sa double tâche: d'une part, assister les nouveaux venus dans leurs efforts pour se fixer et s'établir en France, et, d'autre part, aider au rapatriement ou à l'émigration de ceux qui, pour une raison ou une autre, ne pouvaient s'établir dans le pays. Telle fut, en résumé, l'activité du Comité Central à Paris. Il faut ajouter celle déployée par les Comités de Province, et notamment ceux de Strasbourg, Lille, Marseille, Bordeaux, Le Havre et Cherbourg.

Le Comité de Lille eut à subir le contrecoup du va-et-vient des réfugiés et expulsés de France ou de Belgique. De 1925 à 1935, des mesures de rigueur avaient été prises spécialement contre les marchands forains ambulants de la région du Nord. L'activité du Comité local eut comme résultat l'atténuation ou le retrait des mesures prises, ainsi que l'octroi de certaines facilités pour l'établissement des réfugiés dans d'autres régions de la France, leur rapatriement ou leur émigration.

Tout en étant une organisation indépendante, le Comité Central d'Assistance aux Emigrants Juifs était affilié à l'Association pour l'Emigration: "*HIAS-JCA (HICEM)*" et a rempli les fonctions de Comité français pour l'émigration. 70% à 80% du budget de cette association sont couverts par l'HICEM mais l'Alliance Israélite Universelle, le Comité de Bienfaisance et le Consistoire contribuent moralement et matériellement au développement de cette œuvre. De même la Fédération des Sociétés Juives de France a contribué au budget du Comité, celui-ci a bénéficié du "*Fonds pour les chômeurs*" dirigé par le Grand Rabbin Israël Levi. Ce Comité français a également collaboré en plein accord avec le Comité National aux Réfugiés Allemands Victimes de l'Antisémitisme et avec l'Office Palestinien en France pour l'acheminement des émigrants vers la Palestine. Le Comité Central d'Assistance aux Emigrants Juifs a reçu en 1937 le Prix de l'Association Zadock-Kahn, en marque spéciale de reconnaissance pour son travail effectué.

Malgré l'antisémitisme virulent qui a sévi dans le département du Nord, Maurice Barrès parle dans son livre: "*Les diverses familles spirituelles de la France*" de Robert Hertz, professeur au Lycée de Douai, fondateur des "*Cahiers du Socialisme*". Le sous-lieutenant du 330^{ème} régiment d'infanterie, Robert Hertz a trouvé la mort le 13 avril 1915 à Marcheville.

La Déportation des Juifs du Nord.

Suite à la guerre franco-allemande de mai 1940, de nombreuses familles juives lilloises partirent en exil. Après l'Armistice, quelques Juifs restèrent en zone libre alors que d'autres revinrent à Lille ou dans le Nord en toute confiance. Dans l'état numérique par département de la zone occupée des Juifs recensés en octobre 1941, il y avait 987 Juifs pour le département du Nord. Les interdictions et les spoliations leur rendirent la vie difficile sinon impossible. Dès 1941 les entreprises furent aryanisées, certains métiers leur furent fermés. Au printemps 1942, les Juifs durent

porter l'étoile jaune prélude aux rafles et à la déportation. Le 1er janvier 1942, le Préfet du Nord adressa une demande de renseignements aux Maires du département afin de connaître la situation des entreprises et des biens juifs dans la région. Lille et le Nord relevant du Gouvernement militaire de Bruxelles, la grande rafle se déroula en même temps que celles de Belgique. Le 11 septembre 1942, à Lille et dans bien des villes du Nord et du Pas-de-Calais, les Juifs furent arrêtés et emmenés par trains jusqu'à Malines. Les Juifs du Nord furent parqués dans des camps de travail pour édifier le Mur de l'Atlantique de l'été 1942 à l'été 1944. Quelques protestants, catholiques et agnostiques, à l'exemple du Pasteur Nick de Fives, aidèrent des familles et des enfants juifs dans cette tourmente.

Les camps de travail des Juifs dans le Boulonnais.

Danielle Delmaire, historienne et professeur à l'Université de Lille, a publié plusieurs études sur les camps juifs dans le Nord de la France et de la Belgique. Elle raconte notamment que dès le 14 décembre 1941, Adolf Hitler avait décidé de transformer le front de l'Atlantique en un mur défensif et ainsi pouvoir concentrer vers l'Est toutes les forces de la Wehrmacht. Au début de 1942, il attribua à l'organisation Todt toutes les facilités pour la construction du mur de l'Atlantique. Celui-ci devait se composer de multiples bunkers, entrepôts de munitions, glacis et autres chausse-trappes pour empêcher tout débarquement. Afin de réaliser ce formidable complexe, il fallait une quantité énorme de béton mais aussi une main-d'œuvre importante. L'organisation Todt employa des volontaires percevant d'honnêtes salaires, des prisonniers de guerre soviétiques, des réfugiés espagnols et des requis. Sur ces gigantesques chantiers les Juifs fournirent une main d'œuvre servile. Des camps ont été établis entre Sangatte et Abbeville. Selon Danielle Delmaire, l'histoire des camps du Boulonnais se déroule sur deux périodes : de juin 1942 à la fin d'octobre et de mai 1944 au début du mois de septembre 1944. Pendant l'été 1942, ces camps reçoivent 2250 Juifs venant de Belgique et le 31 octobre, ils furent tous expédiés à Auschwitz. Les camps ne sont pas fermés, en effet y travaillent encore des Juifs de nationalité belge et les époux d'aryennes. 650 Juifs venant d'un camp de travail de l'île d'Aurigny constituent, en mai 1944, une nouvelle population. Ceux-ci en plus des mauvais traitements subiront les bombardements précédant le débarquement.

Le renouveau de la Communauté Juive de Lille.

Après 1945, la Communauté Juive de Lille reprit doucement ses forces. Les survivants français et polonais de Lille partagèrent le même lieu de culte : la synagogue bâtie en 1891 et les jeunes s'organisèrent autour des divers mouvements : Eclaireurs Israélites, Jeunesse sioniste.... L'Association Culturelle Israélite de Lille garda à sa présidence G. Gerschel et remit en place ses différentes associations: la Fédération des Sociétés Juives de France, la Fédération Sioniste de France, l'Union des Etudiants Juifs de France, U.J.R.E., la WIZO, le CRIF. En 1950, elle créa une antenne du F.S.J.U. qui fut très utile lors du rapatriement et de l'intégration des communautés séfardites d'Afrique du Nord en 1962. La Communauté s'organisa

également autour d'autres associations: le B'nai Brith, la Licra, l'Amitié Judéo-chrétienne, la Coopération féminine et l'Afil.

En 1964, six villes du Nord avaient décidé de s'associer en vue de créer un secteur communautaire régional. Cette association regroupait Lille, Amiens, Valenciennes, Sedan, Dunkerque et Douai comportant un millier de familles juives dont les représentants se sont rencontrés à l'instigation des grandes centrales de Paris. Les rapatriés d'Afrique du Nord formaient 1/3 de cette population, c'était leur arrivée qui était à l'origine du renouveau du Judaïsme dans le Nord.

Le Fonds Social Juif Unifié et l'Appel Unifié Juif de France

Depuis le renouveau de la Communauté Juive en France avec l'émancipation de 1791 et surtout les décrets napoléoniens de 1808, les Juifs de Lille ont cultivé les doubles traditions municipales et ancestrales de la solidarité et de la bienfaisance. A la création du Fonds Social Juif Unifié en 1949, des membres de cette communauté ont été élus au Conseil National de cette association. Si des militants sionistes ont milité financièrement avant la Seconde Guerre Mondiale dans les rangs de l'Appel Unifié pour Israël (Keren Hayesod), en 1968, ils ont rejoint les rangs de l'Appel Unifié Juif de France qui venait d'être créé par la fusion du département collecte du F.S.J.U. et de l'Appel Unifié pour Israël. Le F.S.J.U. a été la communauté lilloise à se doter d'un Centre Communautaire "*Beith Am*" et pendant un certain temps d'une radio juive. Entre 1993 et 2008, les deux membres élus du F.S.J.U. pour la région lilloise étaient Michel Bernadet et Jean-Claude Komar. Le Dr Charles Sulman représente le CRIF pour toute la région Nord.

L'Appel Unifié Juif de France a été présidé entre 1994 et 2007 par Michel Bernadet qui animait un groupe d'amis autour du Comité lillois de l'AUJF et réunissant : Françoise Bernadet, Sylvie Komar, Esther Danon, Gilbert Cohen et Gérard Grumelin. La ville de Lille étant jumelée avec la cité kabbaliste de Safed, en Israël, le Comité AUJF et l'Action Féminine de Collecte de Lille on a adopté un projet concernant une "*Unité de Traumatologie*" attenante au Service des Urgences de l'Hôpital Rébecca Schieff à Safed. A ce titre lors d'une grande soirée de collecte pour ce projet, la Communauté lilloise s'est réunie autour du Dr Oscar Embon, directeur de cet hôpital. En 1993, à l'occasion d'une soirée de Gala pour l'A.U.J.F, le Comité a reçu M. Yéhouda Lancry, ambassadeur d'Israël en France. En brillant universitaire, celui qui a été le Maire de Shlomit, a une passion particulière pour les livres. Est-il besoin de rappeler qu'il est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat de littérature française et l'auteur d'une thèse sur Michel Butor, né dans la banlieue lilloise, à Mons, classé selon lui abusivement dans l'école du "*Nouveau Roman*". C'est pour cette raison que M. Yéhouda Lancry avait tenu à se recueillir pendant quelques minutes devant la maison de cet auteur français. L'Ambassadeur d'Israël fut également l'invité de M. Pierre Mauroy en son beffroi, accompagné par les membres éminents de la Communauté Juive et de M. Jacques Donnay, Président du Conseil Général du Nord. Lors de son passage à Lille, son Excellence M. Yéhouda Lancry avait accepté aussi de recevoir la presse régionale "*La Voix du Nord*" et "*L'Eclair du*

Nord". La "Voix du Nord" publia dès le lendemain l'article suivant : "L'ambassadeur d'Israël à Lille.

Pour sa première visite à Lille, où il rencontrait la communauté juive, Son Excellence M. Yéhouda Lancry, ambassadeur d'Israël à Paris depuis 1992, a pris le T.G.V. , rencontré Jacques Donnay, Président du Conseil Général (le Nord entretient des rapports suivis, économiques et culturels avec Israël, un jumelage a été scellé entre le département et la vallée du Jourdain,) et Pierre Mauroy dont la ville est jumelée avec Safed. Et puis, il a exprimé deux vœux : visiter la plus grande librairie du monde (alias le Furet du Nord) et aller à Mons-en-Baroeul.....

Mais le souci premier de l'Etat d'Israël reste sa sécurité et " ce qui se passe dans l'ex-Yougoslavie, a précisé l'ambassadeur n'est pas pour nous rassurer en ce qui concerne la capacité de la communauté internationale à assurer le règlement de ce genre de conflit. C'est pour nous un anti-modèle et la preuve que pour assurer sa sécurité l'Etat d'Israël, plus que jamais, ne peut compter que sur sa propre capacité de défense ; Et là, ce n'est plus de la littérature...."

VALENCIENNES

D'après les documents datant d'avant la Révolution française de 1789, il est possible de constater le passage de colporteurs juifs dans le Nord de la France et notamment dans la région de Valenciennes. Par exemple, le registre concernant l'inhumation des non catholiques et comédiens (« inhumation de ceux auxquels la sépulture ecclésiastique ne sera pas accordée »), pour la ville de Valenciennes, porte le nom de Mardochee Lazare, en date du 9 octobre 1789. Les Archives départementales et Nationales font apparaître un embryon de communautés sous la Révolution et sous le Premier Empire. Entre 1798 et 1805, on compte une douzaine de personnes à Valenciennes et en 1806 le recensement effectué dénombre huit âmes. Selon les décrets de 1808, on ne recense plus à Valenciennes en 1810 que deux juifs. Valenciennes conservent encore les carnets pour les dates 1798-1799 où étaient notés les noms des personnes étrangères rentrant ou sortant par les portes de la ville. Parmi ces itinérants on trouve plusieurs juifs de la région ou des différentes provinces de la France. Ces familles vivent principalement de colportage de marchandises diverses. A partir de 1808, elles sont toutes déclarées en mairie, ont fixé leur nom de famille et ont surtout une patente pour trafiquer.

De la Restauration au Second Empire la population Juive à Valenciennes va être variable. Les recensements de cette époque donnent :

1837 : 4 personnes

1841 : environ une vingtaine.

1851 : 30 personnes au moins.

1854 : 90 personnes

1861 : 194 personnes

1869-1871 : 218 personnes,

Jusqu'à la défaite de Sedan, en 1870, Valenciennes est la seconde communauté en nombre du Nord, après Lille. Cette population représente, environ, 1 % de la population valenciennoise. En 1871, beaucoup de Juifs originaires d'Alsace et de Lorraine viennent s'installer dans le Nord. Arrivés sur le territoire français, ils feront une demande de réintégration à la nationalité française, l'ayant perdu en tant qu'Alsaciens ou Lorrains. Parmi eux, une fratrie de 5 frères et une sœur ainsi que deux cousins (tous mariés) arrivent à Valenciennes. A elle seule cette fratrie constitue près de la moitié de la communauté. Il s'agit des frères Meyer et de leur sœur, épouse Frybourg. Les familles Villar, Schnerf, Weill, Cahen, etc.... composent aussi cette communauté.

En matière religieuse, la Communauté se dote dès 1850 d'un "hazan" ; ministre-officiant et en 1853, elle embauche un "shohet" ; sacrificateur. A cette même époque, elle a mis en place une commission administrative.

Les membres de la communauté acquièrent en 1849 un local qui lui sert de synagogue. Les juifs de Valenciennes avaient donc un lieu de prières mais ils souhaitaient aussi obtenir un terrain pour leur servir de cimetière, cela fut fait en 1850.

En 1862, la communauté s'agrandit et a besoin d'une synagogue plus vaste. Elle lança une souscription afin d'acheter en 1850 la bâtisse sise 36 rue de l'Intendance. Ce lieu fut aménagé pour la prière et pour l'habitat du ministre officiant. Elle fut inaugurée en 1863. C'est actuellement la plus ancienne synagogue du Nord/Pas-de-Calais pour ce qui concerne le bâtiment.

Après la défaite de Sedan en 1870, la Communauté valenciennoise voit sa population grandir grâce à l'arrivée des Juifs d'Alsace et de Lorraine fuyant l'administration de l'empire allemand. Avec la perte de rabbinat alsacien et lorrain, un rabbinat est créé en Valenciennes en 1873. Le premier rabbin est J. Lévy. En 1882, arrive le rabbin Félix Meyer. Il a été formé au séminaire rabbinique. Il reste à Valenciennes jusqu'en 1905. A la fin du XIXe siècle, un ministre officiant assiste le rabbin.

En ce qui concerne les rapports de la Communautés de Valenciennes et le Consistoire de Lille, on compte en 1876, 34 électeurs consistoriaux valenciennois (sur 137 électeurs pour tout le consistoire). En 1888, ils sont 52 sur 239, ce qui signifie que d'autres familles arrivent dans les années 1880, mais comme partout dans le consistoire de Lille. A partir de 1880, un Valenciennois (Dreyfus) siège au consistoire de Lille.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, la communauté juive de Valenciennes est une mosaïque: une partie est originaire de France depuis plusieurs générations et une autre est issue de l'immigration récente surtout d'Europe Orientale. Lorsque l'Allemagne nazie envahit la France, des familles juives quittent Valenciennes et participent à l'exode comme le reste de la population. Certaines d'entre elles restent en zone non occupée tandis que d'autres rentrent rapidement

chez elles. Des juifs réfugiés dans le sud prennent part à la Résistance. Ceux qui se trouvent à Valenciennes et dans les environs subirent les restrictions qu'imposa le gouvernement militaire allemand de Bruxelles dont dépendaient le Nord et le Pas-de-Calais depuis juin 1940. En juin 1942, le port de l'étoile fut rendu obligatoire. Les juifs étaient identifiables.

En été 1942, commencèrent les premières arrestations. Pourtant c'est la grande rafle du 11 septembre 1942 qui décima la communauté de Valenciennes et des environs. Les juifs raflés à Valenciennes rejoignirent leurs coreligionnaires de la région, arrêtés eux aussi le 11 septembre 1942 et regroupés en gare de Lille. Là des cheminots aidèrent quelques-uns d'entre eux à sortir de la gare. Le train les achemina vers Malines, à la caserne Dossin. Ils formèrent la moitié du convoi X qui quitta Malines pour Auschwitz le 15 septembre 1942.

Inauguration de la Synagogue en 1863

Dans l'"*Impartial du Nord*", Journal de Valenciennes, on trouve en 1863, l'article suivant :

"Valenciennes, le 28 août. Hier, à cinq du soir, a eu lieu l'inauguration du temple israélite, établi depuis peu à Valenciennes. M. le Maire de la ville et ses adjoints, M. le Colonel Commandant la Place, quelques membres du Conseil Municipal, et un grand nombre d'invités, assistaient à cette consécration. M. Isidor, Grand Rabbin du Consistoire de Paris, Chevalier de la Légion d'honneur, a présidé cette solennité, assisté de M. Naumbourg, ministre-officiant du temple de Paris, et de M. Blum, ténor, élève de Durpez. La cérémonie a commencé par quelques chants. Les Ministres-Officiants ont apporté ensuite les livres de la loi, couronnés de fleurs. Puis le Grand Rabbin a, dans une brillante improvisation, qui a fortement impressionné l'auditoire, remercié ses coreligionnaires de leur zèle et des sacrifices qu'ils se sont imposés pour établir d'une manière stable un temple à une religion qui, depuis des siècles, a été soumise à tant de persécutions. Le temps nous manque pour rendre compte d'une manière plus complète de cette imposante cérémonie, et que nous regrettons de ne pouvoir reproduire dans nos colonnes les paroles touchantes du vénérable pasteur qui peuvent être citées comme un modèle de tolérance, de charité et de patriotisme. On nous affirme, et nous avons peine à le croire, qu'il a été impossible de trouver à Valenciennes un organiste voulant prêter son concours en cette circonstance. On a dû écrire à Lille à cet effet et, l'organiste de Lille faisant défaut, le ministre officiant de Paris a pu heureusement suppléer à une mauvaise volonté incroyable dans ce siècle des lumières".

Les Rabbins de Valenciennes

Joseph Herman, né à Brumath en 1855, école rabbinique de 1872 à 1878, rabbin de Valenciennes puis à Reims; David Haguenau, né à Paris en 1854, école rabbinique de 1871 à 1877, rabbin de Valenciennes, à Lunéville et à Paris ; Félix Meyer, né à Brumath en 1864, élève à l'école rabbinique entre 1882 et 1888, rabbin de Valenciennes puis Directeur de l'Ecole du Travail à Paris.

En 1887, *“L’Univers Israélite”* faisait part de la nomination de Félix Meyer à Valenciennes en ces termes : *“La nomination de MM. les Rabbins Schuhl et Hermann aux postes rabbiniques de Vesoul et de Reims a rendu vacant, de fait, les sièges de St Etienne et de Valenciennes, occupés respectivement par ces messieurs. Bien que ces vacances ne soient pas encore officiellement annoncées, il est déjà question de déclarer deux candidatures sérieuses : celle de Félix Meyer, élève de notre Séminaire, qui vient de passer ses examens de sortie avec un succès remarquable”*.

Le 28 octobre 1888 est installé Félix Meyer comme rabbin de Valenciennes. M. Weil, Ministre-Officiant ouvrit la cérémonie par des chants religieux. Cet événement fut présidé par le Grand Rabbin de Lille, Emile Cahen et par le Vice-Président du Consistoire M. Louis Dreyfus.

L'enterrement du Capitaine Seligman

En 1898, *“L’Univers Israélite”* annonçait le décès du Capitaine Seligman de Valenciennes en ces termes :

“ Lundi matin 3 octobre, M. Seligman, de Valenciennes, capitaine au 1^{er} bataillon de territoriale d’artillerie, arrivait à Lille pour y accomplir une période d’instruction militaire de treize jours, quand, dans la cour du quartier, il s’affaissa brusquement, succombant à une rupture d’anévrisme. Le corps fut transporté aussitôt à l’hôpital militaire. Ses obsèques ont été célébrées mardi à trois heures de l’après-midi. La levée du corps a eu lieu à l’hôpital militaire par M. Emile Cahen, Grand Rabbin, en présence de la famille et des délégations des officiers de toutes les armes de l’armée d’active et de l’armée territoriale, ayant à leur tête M. le Commandant Poulet, du 1^{er} bataillon territorial d’artillerie. La cérémonie religieuse a été très émouvante, et les paroles prononcées par M. le Grand Rabbin ont vivement impressionné toute l’assistance.

Le corps fut conduit à la gare pour être transféré à Valenciennes, où auront lieu les funérailles. Le cercueil, qui disparaissait sous les fleurs, était entouré par six artilleurs. Trois superbes couronnes de fleurs artificielles étaient portées chacune par deux artilleurs. Sur les rubans de la première, on lisait l’inscription suivante : “Les sous-officiers, brigadiers et canonnier de la 1^{ère} batterie du 1^{er} bataillon territorial d’artillerie”, sur ceux de la deuxième : “Les officiers du 1^{er} bataillon d’artillerie”, et sur la troisième : “les sous-officiers, brigadiers et canonnier du 1^{er} bataillon d’artillerie”.

A la gare, lorsque le corps fut placé sur le fourgon, M. le Commandant Poulet s’est avancé et a dit adieu au Capitaine Seligman. Les officiers ont ensuite défilé devant la famille.

Le regretté capitaine était le beau-frère de M. Narcisse Leven, Vice-Président du Consistoire de Paris, et l’oncle d’Albert Wahl, professeur à la faculté de droit de Lille, auxquels nous adressons, ainsi qu’à Mme Seligman, nos sympathiques condoléances”.

Le Grand Rabbin de France Israël Lévy à Valenciennes.

Le 26 octobre 1930, le Grand Rabbin a rendu visite à la Communauté de Valenciennes. Lors de la cérémonie qui fut organisée à son attention, le Grand Rabbin rappela que la Communauté de Valenciennes avait eu une certaine importance avant la Guerre 14-18 sous la direction spirituelle des rabbins Haguenau, Hermann et Félix Meyer. Il rappela également que toute communauté est fondée sur la fraternité et que les descendants des anciennes générations de cette communauté devaient faire corps avec les nouveaux arrivants polonais. Après cet éloquent discours, un Conseil d'Administration composé de sept juifs français et de deux juifs polonais fut immédiatement nommé par l'Assemblée Générale. Le nouveau Président de la Communauté fut Marcel Meyer et le Président d'honneur Emile Dreyfus.

“L'Annuaire du Judaïsme” pour 1950 rappelle l'établissement des différentes communautés en France,. En ce qui concerne Valenciennes, il précise :

“Association Cultuelle de Valenciennes

36 rue de l'Intendance

Fondée en 1901 et affiliée au Consistoire Central.

Président : M. Léon Enten, 16 rue d'Anzin

Secrétaire : M. Israël Wuhl, 11 rue d'Anzin

Fédération des Sociétés Juives de France (Section de Valenciennes)

36 rue de l'Intendance

Président : M. Szama Bacharzyna, 64 Bld Saly

Secrétaire : M. Kaminski, 20 ter rue de la Viewarde

U.J.R.E. (Union des Juifs pour la Résistance et l'Entr'aide), Section de Valenciennes

129 rue de Lille

Herschel Grynszpan à Valenciennes

Le cousin germain du grand-père de Franck d'Almeida, Szalma Zolty, était l'oncle d'Herschel Grynszpan.

Szalma Zolty, comme le grand-père de Franck, David Zolty est né à Radomsko (Pologne), le 13 novembre 1882 ; il était tailleur et fripier, immigré en Allemagne en 1906. Il est domicilié à Hanovre, Steintorstrasse 11 (Prés de l'université d'Hanovre). En 1938, il se trouvait à l'hôpital de Hanovre pour une opération aux yeux et avait demandé une autorisation de rentrer en Pologne. L'épouse de Szalma Zolty est Ita Zylberberg née le 10 octobre 1885 à Radomsko (Pologne), immigrée en Allemagne en 1906, refoulée en Pologne (Zbaszyn) le 29 octobre 1938.

Herschel Grynszpan était un jeune juif issu de ces milieux de Juifs polonais de l'Est dont le père et plusieurs oncles et tantes avaient quittés les ghettos de Radomsko et de **Lodz** pour s'établir, en qualité de petits tailleurs, d'abord en Allemagne, puis en

France. Un autre oncle d'Herschel Grynszpan, Isaac , qui habitait Essen, en Allemagne, arriva peu après à Bruxelles pour en partir vers l'Amérique.

Szalma Zolty avait son atelier et son magasin dans la même maison que Sendel Grynszpan (Père d'Herschel), également tailleur. Les parents d'Herschel étaient à Hanovre depuis 1910.

En 1920 Rywka et Zendel ont leur sixième enfant : Herschel Feibel Grynszpan. Ils exploitent un petit commerce de tailleur, fripier, brocanteur, dans la ville de Hanovre près de l'église de la Croix et de la Gare Centrale. Herschel a une enfance ordinaire, il va à l'école communale jusqu'en 1934 puis à l'école Rabbinique de Francfort-sur-le-Main pour apprendre l'hébreu. On pense à l'émigration en Palestine depuis l'avènement d'Hitler et les décrets de Nuremberg de septembre et novembre 1935. En possession d'un passeport délivré par le consulat de Pologne en 1935, Herschel obtient une autorisation de séjour à Bruxelles avec visa de retour en Allemagne, le 1er avril 1937.

Cette séparation d'avec sa famille semble avoir été une grande épreuve pour lui. Jeune garçon de 16 ans, de constitution fragile, il n'a pas trouvé, près de son oncle Wolf Grynszpan - 37, rue des Tanneurs, un accueil chaleureux. Sans argent, avec l'aide de Madame Rosenthal, Herschel quitte la Belgique pour rejoindre un autre oncle : Abraham Grynszpan à Paris. La frontière Franco - Belge est passée illégalement sans encombre en se mêlant dans le tramway Quievrain-Valenciennes, avec les ouvriers frontaliers. En 1936, l'oncle Abraham et sa femme Chana habitent deux pièces - 23 bis Boulevard Richard Lenoir, il est tailleur. Herschel arrive chez eux dans un état d'épuisement total, il est accueilli avec chaleur et compassion. Il retrouve les conditions de vie de son enfance à Hanovre. Les nouvelles d'Allemagne et de Pologne qui arrivent par la presse Yiddish ou les lettres de la famille sont alarmantes. De source juive ("*L'Univers Israélite*" du 11.11.1938), nous apprend "*la situation épouvantable des Juifs polonais expulsés d'Allemagne*". L'Attitude des Juifs du quartier d'Herschel l'irrite, c'est le sujet de débat avec ses oncle et tantes, il les trouve apathiques devant la situation. C'est dans cette ambiance sombre qu'il va à l'ambassade d'Allemagne à Paris pour tuer le troisième secrétaire d'ambassade Ernest Von Rath. Ce n'est que deux jours après, suite à la visite du Docteur personnel d'Hitler que ce secrétaire de l'Ambassade meurt en héros surnommé par le Führer "*Conseiller d'Ambassade*". C'est aussi le jour anniversaire de la création des section S.S.



ROUBAIX

Au lendemain de la guerre franco-prussienne de 1870, une petite communauté juive se développe à Roubaix. Dans un livre sur l'histoire de Roubaix il est fait état de la Synagogue de Roubaix qui a fermé ses portes dans les années 2000 : *“Enfin, citons l'existence du Temple israélite, situé rue des Champs depuis 1878. Il était placé sous l'autorité d'une commission administrative présidée par Isidore Weill, aidé de Jacques Marx, ministre officiant”*.

“L'Univers Israélite” en 1934 annonçait le décès de Joseph Ross ainsi : “La Communauté de Roubaix vient d'avoir la douleur de perdre M. Joseph Ross qui y exerçait les fonctions de Hazan-Cholet depuis plus de 35 ans. La cérémonie funèbre, simple mais imposante, a eu lieu lundi matin dans la synagogue de Roubaix, trop petite pour contenir la foule qui s'y pressait et qui comptait autant de lillois (M. Heymann, Président en tête) que de roubaisiens. M. Léon Berman, Grand Rabbin de Lille, après avoir récité les prières d'usage, a prononcé l'éloge funèbre du défunt. Il a évoqué les qualités grâce auxquelles Joseph Ross s'était acquis la sympathie et la vénération de tous : conscience, probité, délicatesse, désintéressement et dévouement. En l'absence de M. Joseph, Président, M. Gulkind, a adressé un suprême adieu à M. Ross au nom de la Communauté. L'inhumation a eu lieu à Bischheim, ville natale du défunt”

Royalistes et Juifs

Dans les régions où il y a une petite bourgeoisie et un prolétariat immense, les deux bords se retrouvent dans l'antisémitisme. C'est le cas pour le roubaisien. En 1896, en pleine affaire Dreyfus, se constitue à Lille une association royaliste. *“L'Univers Israélite”* publie un petit article sur la constitution de cette association royaliste. C'est *“L'Avenir de Roubaix”* qui publie les statuts du Comité Royaliste qui n'est qu'une succursale d'un Comité Central fonctionnant à Paris. Les premiers articles définissent clairement les buts de l'association :

Art. 1) “Le Comité Royaliste de Lille a pour but de travailler activement au rétablissement de la Monarchie traditionnelle et nationale, représentée par Monseigneur le Duc d'Orléans, et de défendre, par tous les moyens, les vrais intérêts de la France, de l'Eglise Catholique et des Classes laborieuses.

Art 2)'' Pour être admis, il faut

a) être français ; les juifs ne peuvent donc en faire partie

b) être âgé d'au moins dix huit ans....''

L'indicateur des Juifs pour Roubaix

Philippe Sapin confirmait la présence de Juifs à Roubaix en 1897 dans "L'Annuaire des Juifs".

Roubaix

Culte hébraïque, temple 51 rue des Champs.

Ministre-officiant:	Marx Jacques
Administrateur:	Weil
Huissier:	Grumbach
Contributions directes:	Manuel, contrôleur.

Mais l'histoire de cette communauté prendra de l'importance dans la première moitié du XXème siècle avec le développement du bassin houiller.

DUNKERQUE

Nous ne savons que peu de choses sur la présence des Juifs dans le "Westhoek" avant la Révolution. Georges Callois indique que « quelques familles israélites vinrent se fixer à Dunkerque sous le règne de Louis XV » sans citer de sources. Les comptes de la ville de Dunkerque révèlent la présence de jeunes juifs qui se convertissent en 1734 et 1739 et d'un Juif de Londres empruntant une somme à l'un de ses coreligionnaires, marchand à Dunkerque. On peut penser que des Juifs, principalement des colporteurs, originaires majoritairement d'Alsace et de Lorraine, circulaient à travers le plat pays sans toutefois s'y fixer. Un mémoire rédigé en 1782 à Saint-Omer fait état d'un Juif venant de Metz et se dirigeant vers Dunkerque. Le cahier de doléances de Caestre demandait «que dorénavant soit défendu aux Juifs de courir (les campagnes) et vendre partout d'étoffes. »

Après le 27 septembre 1791, date du décret de l'émancipation des Juifs de France, les Juifs de Paris et d'Alsace/Lorraine continuent à participer aux efforts de la Révolution. Si certains sont dans la Garde Nationale ou dans l'Armée d'autres, généralement des colporteurs, sont sur les frontières auprès des cantonnements de troupes. Ils y vendent alors des marchandises très variées tant aux soldats que dans les villes de garnison. Certains travaillent aussi pour les grands fournisseurs de l'armée, tels que dans le ravitaillement, la fourniture de fourrage ou l'équipement militaire. D'après certains documents, il est possible de compter entre 1793 et 1799, une population juive de 9 personnes à Bergues, 60 personnes à Dunkerque et 70 à Saint-Omer. Ces communautés naissantes sont modestes. Sous l'Empire, la

démographie juive a complètement changé : en 1810, il n'y a plus de Juifs à Bergues et à Saint-Omer, tandis qu'il ne reste plus que 45 âmes à Dunkerque.

Les Archives de la Bastille conservent encore différents documents sur la présence de Juifs dans le Royaume de France. En septembre 1749, il est signalé l'arrestation d'un certain Jacob Samuel, Juif de Londres, celui-ci avait emprunté pour plus de 40 louis en argent et effets à un Juif de Dunkerque. Ce Jacob Samuel s'apprêtait à quitter Paris et avait changé plusieurs fois de nom et de domicile.

Bien que les Juifs aient été émancipés en septembre 1791, les instances gouvernementales restent encore très suspicieuses à leur égard. Si à Paris, l'émancipation se fait normalement en province ce n'est pas la même chose. En effet, par exemple en ce qui concerne Dunkerque, le 13 frimaire an VII (décembre 1798), un avis du Bureau des Lois, sur une demande du Commissaire de la Municipalité de Dunkerque relatif aux juifs demandait:

"Le séjour des Juifs dans les communes maritimes de la République semble donner de l'inquiétude aux agents du Gouvernement: on prétend que les ennemis de la République n'ont pas d'espions plus fidèles que dans cette classe d'hommes, et l'on pense qu'il faut les expulser des ports, si l'on veut rendre efficace la mesure prise avant le 1er janvier 1792. Cette proposition faite au Citoyen Ministre par le Commissaire du Pouvoir Exécutif près l'administration de Dunkerque a donné lieu aux observations suivantes: 1°) les Juifs ne sont point une nation ; ceux nés en France sont citoyens français, 2°) à l'égard de ceux nés en pays étrangers on doit leur appliquer les lois sur les étrangers, 3°) ce serait une mesure singulière que d'expulser les Juifs de quelque pays qu'ils soient, seulement parce qu'ils sont Juifs".

Par la suite, il fut fait rappel des décrets donnant l'égalité aux Juifs ; la demande du Commissaire de Dunkerque fut donc refusée.

Beaucoup d'officiers de l'Armée française savaient ce qu'ils devaient aux Cerfberr. Le Comité de Salut Public adressa à Théodore Cerfberr (1766-1832) l'ordre suivant en date du 23 floréal an III:

"Le Comité de Salut Public

aux citoyens Cerfberr, Lauchère et Cie

Vous voudrez bien, citoyens, vous concentrer sur le change avec le représentant du Peuple Barras pour faire parvenir sur la route de Dunkerque à Paris le nombre de chevaux et de voitures nécessaires pour accélérer l'arrivage des grains destinés pour Paris. Tous les sacrifices doivent être faits, tous les efforts doivent être réunis pour assurer ce service. Vous vous entendrez avec notre collègue Barras pour tous les détails de cette opération; nous la recommandons à votre zèle et votre patriotisme....".

Avec le changement de front, les populations juives migrent en d'autres lieux. Certains colporteurs s'attachent à suivre les troupes, d'autres cherchent d'autres lieux économiques : l'Angleterre ou Lyon. Pour ceux qui décident de rester en Flandre, ils sont dans une situation économique désastreuse. Ils sont très pauvres; les chefs de famille sont presque tous indigents et ne possèdent aucun bien. Généralement ils louent une chambre dans une auberge ou un cabaret comme celui de la rue de la Révolution à Dunkerque.

Isaac Caën et Abraham Léon séjournent quelques jours à Bergues avec femmes et enfants puis s'installent le premier à Dunkerque en 1796 et le second à Saint-Omer en 1797. Cerf Sauwéné (ou Souwéine) épouse Jeannette Benjamin à Bergues en 1794 avant de rejoindre Dunkerque en 1810. Nous savons qu'un certain Mayer Mardochée résidera temporairement à Saint Omer. Léon Kahn dans *"Les Juifs de Paris sous la Révolution"* répertorie les différents actes de délinquance des Juifs, il note notamment que Nermann Brestal (ou Bresselot) est accusé de vol de tissu en 1793 ou bien que Isaac Salomon est condamné à 8 mois de prison en 1802 pour vol à la tire sur le marché de Bailleul. Les archives font aussi état également de ceux qui jouissent d'une bonne réputation tel que Cerf Ephrahim à Bergues. Citoyen actif de la commune, il est membre de la Garde Nationale comme fusilier. Même si les communautés juives dans les Flandres sont petites, elles se dotent d'un responsable religieux. Par exemple à Dunkerque, Joël Gabriel se présente comme le « *ministre du culte judaïque* » de 1799 à 1800. Il remplit également les fonctions d'abatteur rituel. Les prescriptions religieuses sont suivies, nous voyons que Mathieu Marix, assigné comme témoin dans une histoire d'escroquerie, refuse de signer cet acte « *parce que la religion défend de le faire les jours de fêtes.* » Il y a à la même époque, un Abraham Hirsch chirurgien, c'est-à-dire circonciseur (mohel). Les Juifs d'Alsace/Lorraine savent lire et écrire, dans quasiment toutes les déclarations de l'Etat civil, les Juifs signent en lettres hébraïques y compris les femmes. Les Communautés ont un petit héder "*salle de classe*" où l'enseignement religieux et l'hébreu sont enseignés aux enfants de tous sexes. A Saint-Omer, on constate la présence d'un Moïse Boysse "*instituteur particulier pour l'hébreu*". Par contre, les Juifs souhaitant s'intégrer à la culture française quatre enfants sont envoyés dans les écoles publiques de Dunkerque en 1808. Au début du XIX^e siècle (1808 - 1810), la communauté de Dunkerque comprend 31 personnes dont la plupart y résidaient déjà en 1789. Deux juifs dont Oury-Caën, marchand de drap, tiennent boutique, d'autres, comme Louis Wolff, Jacques Castor et Jean Mayer, vendent de la bonneterie et des lunettes. Mais la majorité était colporteurs et les lettres patentes signalent : Joseph Caron, Benoît David père et fils, Joël Gabriel et Cerf Sauwéné. En effet, tous avaient demandé et obtenu, en Mairie, la patente en vertu de l'article 7 du décret du 17 mars 1808. Celui-ci précisait que « nul Juif ne pourra se livrer à aucun commerce, négoce ou trafic quelconque, sans avoir reçu à cet effet une patente du préfet du département, laquelle ne sera accordée que sur un certificat du conseil municipal » et d'un certificat de bonne conduite fourni par le consistoire. Cette patente décrivait également le type de colportage, le moyen de transport, etc....

Certains historiens racontent que la meilleure période pour les Juifs de France a été sans doute le Second Empire. Pour les Juifs, en Flandre, c'est une véritable période de calme. Si en 1820 Dunkerque n'héberge qu'un couple juif, la population ne dépasse pas 20 en 1870. C'est avec l'annexion de l'Alsace et une partie de la Lorraine en 1871, qu'un grand groupe émigre vers les Flandres. La démographie de la population juive passe à 94 personnes en 1896. Beaucoup vivent du commerce et de l'artisanat. Ils sont domiciliés rues Clemenceau, Alexandre III, Poincaré, Neuve ou le quai Hollandais à Dunkerque. Quelques-uns ont accès à la promotion sociale par le

biais d'une place dans l'administration (Dunkerque, Hazebrouck, Cassel), le corps enseignant ou l'armée. Malheureusement, ils ne s'éterniseront pas en Flandre . Au début de l'industrialisation et de la création des grandes usines, Dunkerque ne verra pas les vagues d'immigration des Juifs polonais ou turcs entre les deux guerres comme cela s'est passé dans le bassin minier, l'agglomération de Lille ou de Valenciennes. Sous la bienveillance du Consistoire de Paris et de l'Impératrice Eugénie, le culte s'organise à Dunkerque ; un carré juif est aménagé dans le cimetière de Dunkerque dès 1854. Le 5 août 1853, Félix Geismar, Léon Lazar, Jacob Isaac (sacrificateur) et Silberteïn adressent à la municipalité une lettre demandant l'agrandissement du cimetière juif qui jusqu'alors consistait en un étroit fossé. Un oratoire est organisé dans une maison au 30 rue du Château avec un logement pour le ministre-officiant, bien avant la fin du XIXème siècle.

L'inauguration de la Maison de Prières.

La Communauté de cette ville portuaire s'est créée après 1871 grâce à l'arrivée des Juifs alsaciens et mosellans. En 1897, la petite Communauté de Dunkerque possédait un petit temple qu'elle louait. Elle avait engagé comme Ministre-officiant M. Picard et l'un de ses principaux administrateurs était M. L. Lazare. En 1922, *"L'Univers Israélite"* publie un article sur l'inauguration d'un petit temple à Dunkerque : *"L'associations cultuelle de cette ville a inauguré le 17 septembre avec le cérémonial traditionnel, l'immeuble dont elle a fait l'acquisition pour la célébration du culte, qui était depuis des années loué pour la même destination, mais qu'elle a fait remettre complètement à neuf. La cérémonie, qui avait attiré tous les membres de la Communauté, a été présidée par M. le Grand Rabbin Poliakof, de Lille, qui a prononcé un éloquent sermon sur l'influence religieuse. Le nouveau président de la Cultuelle, M. Gerschel, dans une allocution inspirée d'un beau souffle religieux a exalté la grandeur et la force toujours vivace du judaïsme. Il a fait remise ensuite à la communauté d'une plaque de marbre où sont inscrits les noms des trois enfants morts au champ d'honneur : le lieutenant Edmond Picard, Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre , 8 fois cité ; le Sous-lieutenant Armand Stam, Chevalier de la Légion d'honneur et Croix de Guerre et le sergent René Wormser, Médaille Militaire et Croix de Guerre. Cette simple et touchante cérémonie a vivement impressionné l'assistance. Plusieurs familles qui ne faisaient pas partie de l'association ont tenu aussitôt à s'y inscrire. La Communauté de Dunkerque compte actuellement 22 familles dont 14 ont adhéré à la Cultuelle"*.

Avant qu'Adrien Gerschel accepte le poste de Président de la Communauté, Alexandre Bloch en tenait les rênes.

Carnet rose de la Communauté

"L'Univers Israélite" de 1930 annonce les fiançailles de Georges Gerschel et de Mlle Renée Goldberg en ces termes : *"le Samedi 6 décembre, ont été célébrées les fiançailles de Mlle Renée Goldberg, fille de M. Alphonse Goldberg, industriel et de Mme, née Bernheim, avec Georges Gerschel, fils de M. Adrien Gerschel, Président de la Communauté Israélite de Châlons-sur-Marne, et de Mme, née Bloch, neveu de M. Alexandre Bloch, Président de la Communauté Israélite de Dunkerque."*

Cordial Mazal Tov''

Avec l'attaque éclair des troupes allemandes en 1940, la grande majorité des familles juives de Dunkerque abandonnent la ville. L'une des familles dunkerquoises, la famille Rosenfeld, s'exile aux Etats-Unis et s'installe à Seattle. Malheureusement d'autres ne peuvent échapper aux rafles, aux arrestations et à la déportation; parmi eux il faut compter : Olga Brunner née à Dunkerque en 1890, Benoît Lévy commerçant, Samuel Ruk, dentiste à Malo les Bains, René Schydowski, Fernand Stam, né en mars 1903 et négociant à Dunkerque, Renée Urbain et Samuel Rosenbaum. Aucun ne reviendra des camps d'extermination. Au total, selon les recherches de Jean Marc Alcalay, 6 femmes, 5 hommes et 3 enfants, nés à Dunkerque ou/et y résidant en 1940 ont été déportés et exterminés par les nazis. Seule Jacqueline Rachi, fille d'Isaac et Sarah Rachi, déportée en janvier 1944 pour faits de résistance, est revenue d'Auschwitz Birkenau. Durant les combats de 1940, la synagogue fut complètement détruite mais un nouveau lieu de culte fut rebâti après la Libération. En 1995, le Président de la Communauté de Dunkerque était Serge Gladstein.

DOUAI

La Communauté juive de Douai naît en 1825 et s'éteint vers 1900. Elle se reconstitue en 1962 avec l'arrivée des rapatriés d'Afrique du Nord. En 1997, elle compte encore une centaine de membres dont plus de la moitié sont des commerçants et cadres. Cette communauté a été gérée pendant de longues années par Marc Gorfinkel.

Le Sous-Préfet Isaac à Fourmis.

Chaque année, les ouvriers du monde entier fêtent le 1^{er} mai, fête du Travail. Savent-ils que l'origine de cette fête trouve ses racines dans les revendications du mouvement ouvrier dans le Département du Nord. En effet, alors que des grévistes manifestent pacifiquement devant leur usine à Fourmis, la manifestation tourne au drame; la troupe sur ordre du sous-préfet d'Avesnes, M. Isaac, tire sur la foule. Il y aura neuf morts dont huit manifestants de moins de 21 ans et trente cinq blessés. A ce jour, un symbole représentant la jeunesse ouvrière naît : Marie Blondeau. Les grands penseurs "*socialistes*" dont Karl Marx vont reprendre ce symbole mais en faire une organisation de de lutte. Il deviendra l'un des événements fondateurs du mouvement ouvrier. Jean Jaurés se rendit à Fourmis pour y faire un de ses vigoureux discours alors que Georges Clémenceau, outré mais sans plus, désigna la classe prolétarienne sous l'interjection : "*C'est le quatrième Etat qui s'est levé*". Depuis le Second Empire, les Juifs accèdent à des positions influentes dans l'Armée et dans l'Administration. Sous les "*Opportunistes*", la nomination de préfets ou de sous-préfets juifs est plus importante :

Malheureusement à cette époque montent aussi les extrêmes de l'antisémitisme dont Edouard Drumont est le leader. Pour lui les Juifs sont responsables de tout et notamment ils sont à l'origine des exactions de Fourmis. Il écrit : « *Le sous-préfet juif Isaac, fils d'un naturalisé de Crémieux, a fait essayer le Lebel sur des ouvriers français. Ceux*

qui vous aiment toujours espèrent que c'est vous qui prononcerez les paroles vengeresses pour flétrir l'assassin. Le préfet Vel-Durant est juif aussi, ils sont tous juifs là-dedans. ».

LE FONDS SOCIAL JUIF UNIFIE ET LA REGION LILLOISE

En 1966, le Fonds Social Juif Unifié fait un état de la Communauté française. Pour ce qui concerne la Région du Nord, le rapport fait apparaître la situation des Juifs dans les différents départements du Nord de la France :

“Région du Nord

Cette région, formée des quatre départements suivants : Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, correspond à la délégation régionale du F.S.J.U.

Nous avons établi, dans ce secteur, les divisions suivantes :

I – Département du Nord

1° Lille

2° Roubaix- Tourcoing

3° Valenciennes

4° Douai

5° Dunkerque

6° Cambrai – Denain – Maubeuge

II – Pas-de-Calais

1° Lens

2° Boulogne

3° Arras – Béthune – Calais

III – Somme

Amiens

IV Aisne

Laon – Saint-Quentin

La population juive de la région s'y est établie entre les deux guerres mondiales et est originaire d'Europe de l'Est ou d'Alsace Lorraine. On compte très peu de réfugiés ou rapatriés d'Afrique du Nord, du fait du climat, à l'exception de quelques fonctionnaires mutés dans cette région. Lille est la capitale de cette région.

I – DEPARTEMENT DU NORD

1° La Communauté Israélite de Lille

Population juive	1957	1966
	2.275	2.500

La Communauté lilloise est composée de plusieurs groupes d'origines différentes dont l'unité n'est pas totale.

a) Juifs d'Alsace dont la majorité 'est établie dans la région après la guerre de 1870. Ce sont des commerçants, des intellectuels ou ils appartiennent à des professions libérales.

b) Juifs d'Europe Orientale qui pour la plupart étaient des commerçants ambulants sur les marchés de la région et qui se sont établis ensuite à Lille.

c) Peu de Juifs d'Afrique du Nord se sont établis à Lille, sinon des fonctionnaires.

d) Quelques familles originaires d'Egypte

Un grand nombre de Juifs de Lille travaillent dans le textile. On peut estimer leur répartition professionnelle comme suit :

. Cadres supérieurs et professions libérales	8%
. Industriels	4%
. Commerçants	65%
. Employés – Ouvriers	15%
. Fonctionnaires	8%

34% des familles sont inscrites à l'Association Culturelle Israélite.

. Principales structures communautaires :

- Association Culturelle Israélite – 5 rue Auguste Angellier
- Rabinat de la circonscription du Nord et Aumônerie de la 2^{ème} région militaire
- Cours d'instruction religieuse
- Rabbin

- Communauté israélite lilloise – 7 rue du Cours Debout
- Délégation régionale du F.S.J.U. -123 bis rue Nationale

- Mouvement de Jeunesse ; se réunissent rue Nationale

Les E.I.F., le Bné Akiva, le Dror, le Kef, le Cercle Culturel Baghrout, créé à l'intention des Jeunes ayant dépassé l'âge de la Bar Mitzwah, groupent sporadiquement les jeunes. Section de l'U.E.J.F.

- Cercle d'études talmudiques dirigé par le Lecteur israélien de l'Université.

Locaux

- La Synagogue comprend également un appartement où loge le gardien, une pièce utilisée comme oratoire et salle de Talmud Thora, ainsi qu'un autre classe.

- La Communauté polonaise dispose d'un oratoire et d'un second Talmud Thora.

- Un local communautaire existe au rez-de-chaussée de l'immeuble sis 123 bis rue Nationale. Ces locaux, connus sous le nom de "Beith Am", loués par le F.S.J.U., ne sont pas adaptés à de nombreuses activités collectives.

C'est pourquoi, l'éventualité de l'achat d'un local approprié avait été envisagée. Les recherches n'ayant pu aboutir pour des raisons financières, l'Association Culturelle a décidé d'aménager le local existant, les frais devant être couverts par la délégation régionale du F.S.J.U.

D'après notre déléguée régionale, il serait difficile actuellement d'obtenir la participation de la Communauté à la réalisation d'un nouveau projet.

Nous devons néanmoins envisager la création d'un grand centre communautaire.

2) Roubaix – Tourcoing

. <u>Population juive</u> :	1957	1966
	-	100

Communauté rattachée à Lille
Office grandes fêtes chez particulier
Cours d'instruction religieuse assurés par le Rabbin de Lille
Cercle Culturel de Roubaix
Bibliothèque affectée partiellement par le F.S.J.U.

. Locaux

Vu la proximité de Lille, il n'est pas nécessaire de prévoir des locaux sur place.

3) Valenciennes

. <u>Population juive</u>	1957	1966
	200	300

Il s'agit pour la plupart de Juifs originaires d'Europe Orientale. Quelques familles rapatriées d'Afrique du Nord. Communauté assez fermée, vivant sur elle-même, sans rechercher de contact avec les autres communautés de la région.

. Principales structures communautaires.
Association culturelle israélite, 12 rue Anne du Buhot
Synagogue et local communautaire, 36 rue de l'Intendant
Ministre du Culte
Cours d'instruction religieuse
Jeunesse : un groupe de jeunes se réunit épisodiquement (avec Lens) sous la responsabilité
d'un délégué de l'Agence Juive.

. Locaux

Le local actuel suffit pour les activités culturelles et culturelles. Le F.S.J.U. a participé à la réfection des bâtiments en 1960.

Coût Total	:	Apport local	:	Plac 1959
:				

45 000	:	20 000	:	25 000
:				

4) Douai

<i>. <u>Population juive</u></i>	1957	1966
	120	160

Cette Communauté n'avait connu aucune vie communautaire depuis sa dissolution en 1870. Elle a été reconstituée début 1963 par l'arrivée de quelques familles d'Afrique du Nord .

Malgré la bonne volonté manifestée et l'aide apportée à cette communauté nouvelle par les organisations centrales du Judaïsme français, celle-ci a une existence difficile et aura du mal à se maintenir.

L'Agence Juive a envoyé jusqu'en avril 1966 un éducateur étudiant à Lille qui n'a pu continuer sa tâche devant l'inertie des responsables locaux.

. Local

Il s'agit d'un local en location situé place Barlet, Maison de l'Europe. Suffisant pour cette Communauté.

5) Dunkerque

<i>. <u>Population Juive</u></i>	1957	1966
	50	80

. La Communauté

Association culturelle israélite

Synagogue – Centre Communautaire en cours de reconstruction

Groupe de Jeunes en voie de formation sous l'égide de l'Agence Juive.

. Local

La Communauté a bénéficié de dommages de guerre importants et est en train de collecter des fonds afin de terminer la construction de la synagogue – centre communautaire. Cette dernière est déjà utilisée de temps à autre.

Il y a lieu de prévoir une participation de 50 000 f. d'autant plus que cette Communauté n'a pas bénéficié de l'aide de la Claims Conférence.

6) Cambrai – Denain – Maubeuge

Quelques familles se trouvent dans ces villes. Leur nombre n'augmentera guère et, comme c'est le cas actuellement, elles peuvent continuer à faire partie des communautés voisines, à savoir : Valenciennes et Douai.

II – Pas-de-Calais

1) Lens

. <u>Population juive</u>	1957	1966
	350	200

Essentiellement originaires d'Europe Centrale, sauf quelques petits fonctionnaires d'Afrique du Nord mutés dans cette ville.

Communauté particulièrement proche d'Israël.

. La Communauté :

Association culturelle israélite, 87 rue Casimir Beughel

Synagogue

Ministre-Officiant

Cours d'instruction religieuse réunissant une dizaine d'enfants

. Locaux

La Communauté dispose d'une synagogue avec une salle annexe permettant d'organiser les cours de Talmud Thora et des cercles d'études.

Le F.S.J.U. avec l'aide des fonds de la Claims Conference a aidé à la réfection de la synagogue.

Coût Total	:	Apport local	:	Claims	:
80 000	:	48 500	:	16 500	(1956)
:				15 000	(1957)
:					

Il étudie en ce moment la possibilité de rénover et d'aménager des locaux annexes, en vue de créer un petit centre communautaire à usage multiple. A prévoir participation de 40 000 F.

2) Boulogne

. <u>Population juive :</u>	1957	1966
	50	120

Pratiquement aucune vraie vie communautaire, malgré la reconstruction d'une belle synagogue.

. Locaux :

Cette Communauté qui ne réunit pas le minyan pour Yom Kippour a construit une synagogue pour un montant de 20 millions, grâce à une somme de 14 millions perçue au titre des dommages de guerre. Une partie de la différence a dû être empruntée.

3) Arras –Béthune – Calais

Quelques familles se trouvent dans ces villes. Leur nombre n'augmentera guère et, comme c'est le cas actuellement, elles peuvent continuer à faire partie des communautés voisines, à savoir :

Arras – Bétune : Lens
Calais : Boulogne

III – Somme

Amiens

<u>. Population juive</u>	1957	1966
	140	340

Inscrits à l'A.C.I. : 73 familles.

Communauté qui a eu un regain d'activités par suite de l'arrivée des réfugiés, rapatriés d'Afrique du Nord. C'est la communauté du Nord de la France qui en a reçu le pourcentage le plus important.

. La Communauté :

Synagogue – Centre Communautaire : Rue du Cloître de la Barge.
Ministre-Officiant
Cours d'instruction religieuse

. Locaux :

La synagogue a été inaugurée en 1935. Elle appartenait à l'ancien Président de la communauté, décédé. La Communauté va être expulsée du bâtiment, situé dans une zone de rénovation. Comme elle n'est pas propriétaire du local, elle pourra difficilement prétendre à une compensation de la part des pouvoirs publics.

Il y a donc lieu de prévoir un centre synagogue.

IV – Aisne

Laon – Saint-Quentin

<u>. Population juive</u>	1957	1966
	150	240

Il est difficile de parler de communauté dans ce département. En fait, il existe un groupe de famille à Laon et un autre à Saint-Quentin.

Il est impensable d'envisager des structures ou des activités propres à ce département. Dans la mesure du possible, il faut inviter les familles juives aux manifestations d'Amiens, de Valenciennes et de Lille.

En 2007, toutes les communautés périphériques de Lille sont fermées. Elles se regroupent donc autour de la Synagogue Lilloise. Cette communauté de Lille n'a même plus le rang de Consistoire régional. Les Communautés d'Amiens et de Saint-Quentin sont encore très actives.

LES JUIFS DE PICARDIE

Avant de parler de l'histoire des Juifs en Picardie, il est important de faire le point sur les Flandres afin de comprendre les découpages successifs des régions nordiques de la France au Moyen-Âge. Les Flandres, autrefois Comté indépendant dont faisait partie intégrante la Flandre française, forment de nos jours le département du Nord.

Dans différents manuscrits hébraïques, la Flandre est souvent citée. L'ouvrage rituel de *"Maharil"* mentionne les usages religieux de cette province et parle d'un jeune homme, Jacob Möln Hallévy, comme ayant fréquenté son école dans ce Comté. A Bavai, Maroilles et à Sains, dans le département du Nord, ainsi que dans d'autres localités flamandes appartenant aujourd'hui à la Belgique, on trouve encore des rues qui ont conservé leur ancienne dénomination sous le toponyme de *"Rue des Juifs"*. Henri Gross, dans son *"Gallia Judaïca"* précise : *"Les Juifs de Flandres, dit Joseph Hacohen, furent accusés d'avoir profané une hostie et livrés à la mort ; beaucoup d'entre eux trouvèrent le salut dans leur conversion au christianisme, et leurs descendants se trouvent encore nombreux dans le pays"*. C'est en 1023 qu'il est fait mention pour la première fois du séjour des Juifs dans une région appelée *"Flandre"*. En cette année, environ trente Juifs de Lorraine furent autorisés par le Comte Beaudouin à s'établir dans cette province. Le Professeur Norman Golb, dans son volumineux ouvrage sur les Juifs de Rouen, explique très précisément comment le très savant R. Schnéor Jacob Ben Yékoutiel demanda à Richard de Normandie l'autorisation de plaider la cause des Juifs de Rouen auprès du Pape à Rome après les massacres organisés par les Croisés en 1097. Ayant laissé son fils Juda en otage en Normandie, il partit pour Rome avec sa femme et ses enfants, fut reçu par le souverain pontife qui envoya un haut dignitaire en France avec mission de faire cesser les persécutions contre les Juifs, resta douze ans en Lorraine puis se rendit en Flandre sur l'invitation du Comte Beaudouin. Il y était depuis trois mois, quand il mourut à Arras sur le bord d'une rivière où il s'était baigné. Ses fils le firent enterrer à Reims, seule communauté aux alentours. On s'explique, dit Henri Gross, l'invitation que Baudouin adressa à Jacob Ben Yékoutiel par cette circonstance que le Comte de Flandres était le gendre de Richard II, duc de Normandie, et que par conséquent, il avait eu l'occasion de faire la connaissance de Jacob en Normandie, où il était très considéré. La malédiction des rois maudits et les luttes de succession affinèrent les cartes et les possessions royales; l'un de ces enjeux fut la Picardie.

La Picardie était appelée "*Picardia*" en Latin et peut-être considérée comme l'une des plus anciennes provinces de la France, compte tenu du XV^{ème} anniversaire du Baptême de Clovis. J'ai réuni sous cette appellation les Communautés Juives de la Somme, de l'Aisne et du Pas-de-Calais.

Les historiens ne possèdent que peu d'informations sur la vie des Juifs de Picardie. D'ailleurs M. Auguste Janvier adresse la note suivante à M. Cahen sur la situation des Juifs dans cette province au Moyen-Âge. cette note a été publiée dans les "*Bulletins de la Société des Antiquaires de Picardie ; tome IV, 1850-51-52*" :

**Note sur les Juifs adressée à M. Cahen
(par M. Aug. Janvier)**

M. V..., à qui vous vous êtes adressé, à bien voulu me prier de réunir les documents pouvant exister sur l'état des Juifs en Picardie durant le Moyen-Âge. J'ai dû borner mes investigations à la ville d'Amiens, dont l'histoire m'est la plus familière ; mais mes travaux ne m'ont rien fait découvrir, et m'ont seulement donné la conviction intime que dans cette ville il n'a pas existé de Juifs. J'espère prouver en peu de mots cette assertion par les raisons suivantes : La première consiste dans le silence absolu qu'ont gardé sur ce chapitre le père Daire, Lamorlière et tous les auteurs qui ont traité son histoire. La deuxième se fonde sur l'esprit religieux des Amiénois, et la foi vive des habitants de cette cité qui, au Moyen-Âge, comptait, outre sa cathédrale, un nombre considérable d'églises, de monastères et de couvents, foi vive et persistante que la grande rénovation de la réforme put à peine ébranler et qui se révéla quelques années plus tard avec tant d'énergie, par la participation active qu'elle prit à la ligue. Cette piété ardente, dis-je, a dû nécessairement repousser du sol où elle florissait, les Israélites dont le contact et l'approche étaient, pour tout chrétien, regardés comme une souillure ineffaçable. Ce n'est, il est vrai, qu'une induction toute morale, mais qui, pesée à sa véritable valeur par quiconque a suivi avec attention l'histoire religieuse de la Picardie, doit paraître fort acceptable.

J'aborde maintenant mon troisième argument. Les différentes corporations ouvrières et commerçantes du Moyen-Âge habitaient chacune son quartier, ainsi le voulait le besoin de l'époque. Les Juifs aussi obéissaient à cet instinct de centralisation et plus que tout autre leur intérêt les y portait, d'autant plus qu'isolés au sein de populations ennemies, pour qui, aux moindres troubles, le sac de leurs maisons et le pillage de leurs biens étaient à la fois une œuvre agréable à Dieu, et toujours profitable à ses auteurs, ils devaient naturellement chercher à former un faisceau compact. Dans un grand nombre des villes où ils résidèrent, pour ne pas dire dans toutes, les quartiers qu'ils occupaient et qui, quelquefois, étaient fermés de murailles et faisaient une ville à part au sein de la cité, ont emprunté de leur séjour et conservent encore leur dénomination actuelle, comme à Paris, la rue des Juifs. A Amiens, il n'existe pas de rue de ce nom, je n'ai rencontré cette désignation dans aucun titre; cependant les noms de nos vieilles voies publiques ont peu varié, et nous avons encore, comme aux XIII^e, XIV^e, XV^e et XVI^e siècles, les rues des Archers, des Bouchers, des Gantiers, des Tanneurs, des Lombards, des Huguenots, etc. Enfin, je me fonderai sur l'absence des mesures injurieuses et vexatoires qui, partout où ils résidaient, atteignaient les descendants du peuple hébreu, telles que celles, par exemple, de porter un chapeau jaune ou de forme pointue, ou une rouelle de couleur sur la partie la plus apparente de leurs vêtements, ou bien encore l'obligation, comme à Toulouse, de se présenter durant la semaine sainte, à la porte de la cathédrale, pour y recevoir un soufflet d'un chrétien. J'ai lu attentivement les plus anciens registres aux

ordonnances de police que possèdent les archives municipales de la ville d'Amiens, et n'y ai rien trouvé d'analogue. Je sais bien qu'on pourrait m'objecter que le registre, coté M, ne contient que des ordonnances sans date, de la fin du XIV^e siècle; que la première pièce qui y est datée ne l'est que de l'année 1402; que vers cette époque déjà l'on commençait à se relâcher un peu de la grande sévérité déployée contre les Juifs, et que les mesures auxquelles je fais allusion, étaient sans doute contenues dans des registres antérieurs aujourd'hui perdus; mais le fait que je vais citer sera une présomption fort puissante que ces registres antérieurs ont dû garder le même silence. Vous savez, Monsieur, que parmi les prétextes plus ou moins spécieux mis en avant pour chasser les Juifs de France et s'approprier leurs biens, un des plus célèbres est l'imputation dirigée contre eux en l'année 1321, d'avoir, à l'instigation des soudans de Grenade et de Tunis, et de concert avec les lépreux, empoisonné les puits et les fontaines. Un grand nombre, d'entr'eux payèrent de leur vie cette monstrueuse accusation. Nous savons qu'à Amiens des exécutions eurent lieu; mais les lettres de non préjudice données à cette occasion à la commune par Pierre-Remont de Rapestain, bailli royal, pour les supplices qu'il avait fait faire des coupables à la Fosse-Ferneuse, étant les mettes de la Banlieue de la Ville d'Amiens en la Justice et Seigneurie d'icelles, ne parle que de ladres et non de Juifs. Si les lépreux seuls ont été frappés, c'est donc qu'à cette époque, comme plus tard, il n'y avait pas de Juifs à Amiens.

Les seuls documents où, jusques ici, j'ai rencontré le mot de juif, sont les statuts synodaux édictés en 1454, par l'évêque d'Amiens, Jean Avantage, et relativement à l'un des cas d'absolution qui lui étaient spécialement réservés par les canons. Mais la recommandation qu'il adresse à ce sujet aux ecclésiastiques de son diocèse n'étant que la reproduction d'un point de discipline commun à toutes les églises de France, ne peut en rien infirmer mon opinion. Avant de terminer cette note, je vous ferai connaître, d'après le père Daire (Histoire civile, ecclésiastique et littéraire de la ville de Corbie et du doyenné de Fouilloy, manuscrit donné à la bibliothèque communale d'Amiens, par M. de Cayrol), qu'au village de Longueau, près Amiens, les Juifs qui y passaient étaient, comme les animaux, soumis à un droit de travers fixé, pour un homme, à quatre deniers, pour une femme, à deux seulement; mais, si la juive était enceinte, elle devait alors payer six deniers''.

1299

[F^o 44 a, col. 3]. *Maii martis 5^o die.*

1. De tallia Judeorum hallivie Aurelianensis pro Symone de Carcellis preposito Aurelianensis 32 l. p. computata per Johannem de Fonteblandi super regem.....	40	"	"
[F ^o 46 b, col. 2]. <i>Maii veneris 29 die in crastino Ascensionis.</i>	64	44	"
2. De finatione Judeorum prepositure Silvanectensis. De roellis Judeorum ibi.....	6	45	"
tota computata per Johannem Theophanie super regem valent 57 l. 3 s. 2 den. parisienses.			
[F ^o 86 b, col. 2]. <i>Junii martis 23^o die in vigilia Sancti Johannis.</i>	480	"	"
3. De debitis hallivie Gisorcii per Michæl Judeum de Vernöllo.....			
computata super hallivium Gisorcii valent 144 l. parisienses.			
[F ^o 87 b, col. 2]. <i>Junii dominica 28^o die.</i>	375	"	"
4. De tallia seu finatione Judeorum hallivie Senonensis pro hallivo ibi per Guillelmum de Diei 300 l. p. computata super regem.....			
[F ^o 88 a, col. 2]. <i>Julii jovis 2^o die.</i>	275	40	"
5. De finatione Judeorum hallivie Matisconensis per Robertum clericum hallivi super regem.....			
[F ^o 88 b, col. 4]. <i>Julii veneris 3^o die.</i>	133	"	6
6. De finatione Judeorum hallivie Ambrianensis pro hallivum ibi... 106 l. 8 s. 5 d. par. computata valent super regem.....			

Verneuill →

Juifs du Vermandois

1299-1300 (n. 1271A)

REVUE DES ETIENNES JUIVES

[F^o 11 a, col. 7]. *Febris 14 die Januarii.*

20. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Nicholazum Amoretum et Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem valent 36 l. par.	8	7	"
21. De finatione Judeorum hallivie Vitromandensis per Bernardum de Noyssel computata super regem valent 66 l. 4 s. parisienses.	208	"	"
[F ^o 11 a, col. 7]. <i>Febris 14 die Januarii.</i>	300	"	"
22. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Nicholazum Amoretum et Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem valent 36 l. par.	40	"	"
[F ^o 38 a, col. 5]. <i>Martii jovis 19^o die.</i>	135	"	"
23. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem.....	312	"	"
[F ^o 38 a, col. 5]. <i>Martii jovis 19^o die.</i>	314	"	"
24. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem.....	105	"	"
[F ^o 44 a, col. 1]. <i>Aprillis veneris 29 die.</i>	525	45	"
25. De finatione Judeorum hallivie Vitromandensis computata per Gilbertum Boyer pro hallivo super regem. Valent 420 l. 10 s. 0 d. par.....			
[F ^o 44 a, col. 1]. <i>Aprillis veneris 29 die.</i>	45	"	"
26. De finatione Judeorum hallivie Vitromandensis computata per Gilbertum Boyer pro hallivo super regem. Valent 420 l. 10 s. 0 d. par.....			
[F ^o 44 a, col. 1]. <i>Aprillis veneris 29 die.</i>			

1300-1301 (n. 1271B)

REVUE DES ETIENNES JUIVES

[F^o 11 a, col. 7]. *Febris 14 die Januarii.*

27. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Nicholazum Amoretum et Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem valent 36 l. par.	8	7	"
28. De finatione Judeorum hallivie Vitromandensis per Bernardum de Noyssel computata super regem valent 66 l. 4 s. parisienses.	208	"	"
[F ^o 11 a, col. 7]. <i>Febris 14 die Januarii.</i>	300	"	"
29. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Nicholazum Amoretum et Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem valent 36 l. par.	40	"	"
[F ^o 38 a, col. 5]. <i>Martii jovis 19^o die.</i>	135	"	"
30. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem.....	312	"	"
[F ^o 38 a, col. 5]. <i>Martii jovis 19^o die.</i>	314	"	"
31. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem.....	105	"	"
[F ^o 44 a, col. 1]. <i>Aprillis veneris 29 die.</i>	525	45	"
32. De finatione Judeorum hallivie Vitromandensis computata per Gilbertum Boyer pro hallivo super regem. Valent 420 l. 10 s. 0 d. par.....			
[F ^o 44 a, col. 1]. <i>Aprillis veneris 29 die.</i>	45	"	"
33. De finatione Judeorum hallivie Vitromandensis computata per Gilbertum Boyer pro hallivo super regem. Valent 420 l. 10 s. 0 d. par.....			
[F ^o 44 a, col. 1]. <i>Aprillis veneris 29 die.</i>			

1301-1302 (n. 1271C)

REVUE DES ETIENNES JUIVES

[F^o 11 a, col. 7]. *Febris 14 die Januarii.*

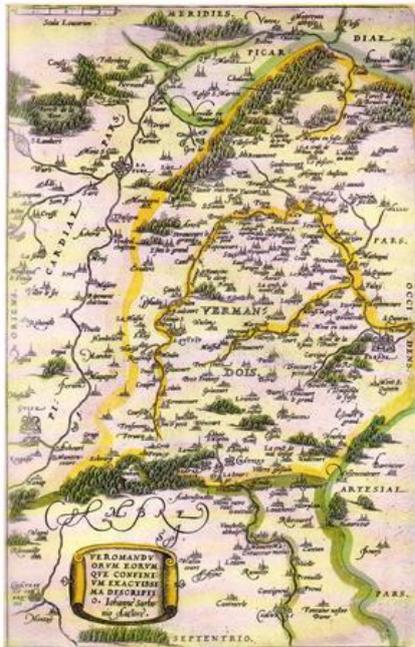
34. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Nicholazum Amoretum et Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem valent 36 l. par.	8	7	"
35. De finatione Judeorum hallivie Vitromandensis per Bernardum de Noyssel computata super regem valent 66 l. 4 s. parisienses.	208	"	"
[F ^o 11 a, col. 7]. <i>Febris 14 die Januarii.</i>	300	"	"
36. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Nicholazum Amoretum et Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem valent 36 l. par.	40	"	"
[F ^o 38 a, col. 5]. <i>Martii jovis 19^o die.</i>	135	"	"
37. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem.....	312	"	"
[F ^o 38 a, col. 5]. <i>Martii jovis 19^o die.</i>	314	"	"
38. De finatione Judeorum hallivie Vitriaci per Vincentium de Sacois Melandio Judicum computata super regem.....	105	"	"
[F ^o 44 a, col. 1]. <i>Aprillis veneris 29 die.</i>	525	45	"
39. De finatione Judeorum hallivie Vitromandensis computata per Gilbertum Boyer pro hallivo super regem. Valent 420 l. 10 s. 0 d. par.....			
[F ^o 44 a, col. 1]. <i>Aprillis veneris 29 die.</i>	45	"	"
40. De finatione Judeorum hallivie Vitromandensis computata per Gilbertum Boyer pro hallivo super regem. Valent 420 l. 10 s. 0 d. par.....			
[F ^o 44 a, col. 1]. <i>Aprillis veneris 29 die.</i>			

Juifs de Verneuill

Les Juifs du Vermandois

En latin *Ager Veromanduensis* ou *Vermanduanus*, le Vermandois est une région de la Picardie qui aujourd'hui comprend la Somme et l'Aisne. Henri Gross dans son *"Gallia Judaïca"* indique que cette région est citée dans le *"Divré Hayyamim"*. La *"Revue des Etudes Juives"* signale la listes des taxes payées vers 1298-1300 par les Juifs du baillage de Vermandois.

Au début de son règne, Philippe-Auguste se conduit comme un véritable chef de gang notamment lorsqu'il rançonne les Juifs de ses Etats. Jules Michelet dans son *"Précis de l'Histoire de France jusqu'à la Révolution française"* reprend cette thèse et écrit : *"le premier acte de son règne fut de chasser et de dépouiller les Juifs. Les blasphémateurs, les hérétiques furent impitoyablement livrés à l'Église. Les soldats mercenaires que les rois anglais avaient répandus dans le Midi, et qui pillaient pour leur compte, furent poursuivis par Philippe. Il encouragea contre eux l'association populaire des*



Carte du Vermandois - 1558.
Reproduction réalisée à l'initiative de Jérôme Lavrilleux, Conseiller Général

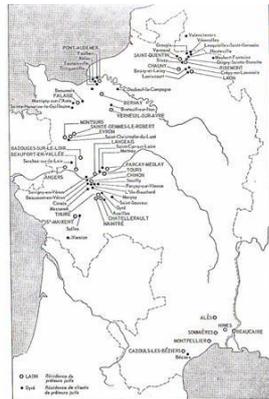
capuchons. Les seigneurs qui vexaient les églises, eurent le roi pour ennemi. Enfin sa victoire de Bouvines passa pour le salut du clergé de France. Le monde civil se débattait alors entre l'Empereur, le roi d'Angleterre et le roi de France ; les deux premiers, ennemis du pape. Le jeune Philippe, roi à quinze ans, sous la tutelle du comte de Flandre et dirigé par Clément de Metz, son gouverneur et maréchal du palais, épousa la fille du comte de Flandre, malgré sa mère et ses oncles, les princes de Champagne. Ce mariage rattachait les Capétiens à la race de Charlemagne, dont les comtes de Flandre étaient descendus. Le comte de Flandre le rendait au ra d'Amiens, c'est-à-dire la barrière de la Somme, et lui promettait l'Artois, le Valois et le Vermandois. Tant que le roi n'avait point l'Oise et la Somme, on pouvait à peine dire que la monarchie fût fondée. Mais une fois maître de la Picardie, il avait peu à craindre la Flandre et pouvait prendre la Normandie à revers. Le comte de Flandre essaya en vain de ressaisir Amiens, en se confédérant avec les oncles du roi. Celui-ci employa l'intervention du roi Henri II qui craignait en Philippe l'ami de son fils Richard et il obtint encore que le comte de Flandre rendrait une partie du Vermandois (Oise)".

En 1849, Le Nain de Tillemont publie la *“Vie de Saint-Louis, roi de France”*. Cet auteur raconte les différents actes de Louis IX contre les Juifs notamment la récupération de deux Juifs à l'Evêque de Reims : *“ Le 15 septembre 1268, tous les Juifs furent arrestez en France et en Navarre ; ensuite de quoy les deux rois convinrent que chacun demeureroit maistre des biens de ceux qui demeuroient dans leurs terres et dans leurs fiefs lorsqu'ils avoient esté pris. Je ne trouve point d'éclaircissement sur ce fait ; mais il paroist qu'il y avoit encore des Juifs en France l'an 1270. Au parlement de la Chandeleur 1270, on rendit à l'archevesque de Reims deux familles de juifs qui avoient esté prises par le bailli de Vermandois, comme estant de la dépendance du roy. C'estoient les seules qui fussent dans la ville. Elles y estoient depuis fort longtemps, et y avoient de grands privilèges, « eo quod rotulum Isaiae custodire dicuntur» (Est-ce l'original ?)”*.

Certains comptes des impôts payés par les Juifs au roi dans les années 1298-1300 font penser qu'ils étaient établis en grand nombre dans le Vermandois, qui était alors une grande partie de la Picardie. On en dénombre ainsi à Roye, à La Fère, à Amiens, à Verneuil, à Mondidier, à Saint-Quentin, à Senlis et Pontoise. En 1299, Philippe-le-Bel imposa une nouvelle taille sur les Juifs : *“ De finatione seu tallia Judeorum ballivie Calvimontis. « Journal du trésor, fol. 5 v° ; du bailliage de Vitri , fol. 6 r° ; du bailliage de Vermandois, fol. 8 r°; de Paris, fol. 3 v°.* Les revenus tirés des Juifs de France dans le domaine royal au XIIIème siècle étaient divisés en trois sortes : le Cens, les Amendes et les Sceaux. Les Cens étaient répartis entre les Juifs par un certain nombre de leurs coreligionnaires. Les Amendes étaient données pour des motifs que les comptes laissent ignorer. Quand aux Sceaux, ils étaient apposés sur les transactions entre Juifs et Chrétiens, et leur apposition donnait lieu à la perception d'un droit au profit du Trésor. Outre les Rouelles, il faut ajouter aussi les confiscations et les délits commis aux foires, les faux, les violences envers les agents de l'autorité royale et les paiements faits au roi de sommes dues aux Juifs et entachées d'usure. La perception de ces différents impôts exigeait une administration spéciale. Le roi dut choisir, dès cette époque, des notables juifs qui furent chargés de la levée des impôts chez leur coreligionnaires : les Parnassim (Syndics) et les Gabbayim (Trésoriers). On peut dresser pour un certain nombre de bailliages, la liste des intermédiaires juifs qui durent disparaître d'ailleurs vers 1301 car ils ne figurent plus dans les Comptes du Trésor pour cette année. Pour Amiens, il y avait Joucet de Pontoise et Jacob de Flessicourt et à Gisors : Michel le Juif de Verneuil. Dans le livre du Crédit Juif en Picardie à l'époque de Louis X, les localités suivantes sont citées :

- Laniscourt
- Laon
- Crépy-en-Valois
- Besny-et-Loisy
- Ribemont
- Sissy
- Saint-Quentin
- Vermand
- Grougis
- Esquielles-Saint-Germain
- Hauteville

- Origny-Sainte-Benoite



LE CRÉDIT JUIF DANS LA FRANCE DE SAINT LOUIS
D'après « Études archéologiques de Saint-Louis », publiées par Léopold Delisle,
Paris, 1904 (Recueil des Mémoires des Gloses et de la France, t. XXIV, p. 1-358).

C'est également à travers les différents sites archéologiques et les toponymes que l'on retrouve les traces de passage de Juifs en Picardie, notamment à :

SOISSONS (Aisne)

Schemaya de Soissons écrit des gloses sur le Pentateuque et le Makhzor (Rituel pour les Grandes Fêtes Juives). Il est sans doute identique avec l'érudit du même nom dont les savants trouvèrent des explications sur des poésies liturgiques. Quelques-unes de ces explications sont désignées sous le nom de "*Likoutine*" et l'on sait d'autre part que Schemaya, le parent et disciple de Raschi, a composé un ouvrage connu sous le nom de "*Leket*". On peut aisément considérer que Schemaya de Soissons est le même personnage que Schemaya, disciple de Raschi. Différentes archives parlent des Juifs de Soissons notamment de la "*Rue des Juifs*". H. Leroux dans "*Histoire de Soissons*" situe "*La Juiverie*" sous les murs du Château et la Synagogue est nommée : lieu dit "*Le Sabbat des Juifs*". La place de la Synagogue est mentionnée en 1284 et Charles V confirme en 1364 le don que son père avait fait aux Cordeliers de Soissons de la place où les Juifs faisaient autrefois leur sabbat. A propos du cimetière, il est fait état d'un don en 1307 d'un jardin qui était le cimetière des Juifs, devant la Porte de Saint-Christophe. Gérard Nahon, dans un article sur l'épigraphie, parle d'une inscription hébraïque sur une pierre de la Maison Lemer à Soissons, aujourd'hui disparue. Ce vestige juif est une pierre tombale provenant sans doute de l'ancien cimetière de Soisson. Moïse Schwab dans "*Rapport sur l'inscription hébraïque de la France*" en donne la traduction suivante : "*Voici la stèle de Dame Anna*".

COUCY-LE-CHATEAU (Aisne)

De tous les savants juifs et les tossafistes, nous connaissons très bien les grands érudits de Coucy-le-Château. Il est incroyable que nous ne connaissions rien de la vie des Juifs de cette ville. Cette localité n'est pas mentionnée dans la liste des chartes concernant les impôts payés par les Juifs à la fin du XIIIème siècle. Elle ne devait alors ne contenir qu'un petit nombre d'habitants juifs mais ceux-ci ont donné de très grands savants. Les principaux sont :

1° Simson ben Simson de Coucy. Tossafiste, il est souvent appelé : Sire de Coucy. C'était le fils de Simson, qui était lui-même cousin de Yedidya de Melun. Il descendait donc également de Joseph Tob Elem de Limoges. Il avait pour oncle le tossafiste Juda de Corbeil et pour beau-frère Moïse Ben Jacob. Simson de Coucy eut pour Maître Isaac Ben Samuel de Dampierre.

2° Jacob de Coucy. Tossafiste, il vivait du temps d'Isaac ben Abraham de Dampierre.

3° Moïse ben Jacob de Coucy. Tossafiste il était probablement le beau-frère de Simson ben Simson de Coucy. Par sa mère, il est le petit-fils de Hayyim ben Hananel Cohen. Il invoque très souvent dans son *"Semag"* l'autorité de son Maître Juda Sir Léon de Paris. Moïse de Coucy fut l'un des quatre rabbins français qui prirent part en 1240, en qualité de représentants des Juifs et de défenseurs du Talmud, contre les thèses de Nicolas Donin. Moïse de Coucy, auteur rabbinique de la première moitié du XIIIème siècle, défend de vendre trois maisons contiguës à des chrétiens. La Bibliothèque Nationale conserve encore deux exemplaires du *"Sefer Mizvot Gadol"* (XIIIème siècle) de Moïse de Coucy.

4° David ben Abraham Hallaban ben Rabbi Yéhouda de Coucy. Ce brillant érudit aurait vécu dans la seconde moitié du XIIIème siècle et d'après certains manuscrits serait l'auteur d'un ouvrage philosophico-cabbaliste: *"Sefer Massoreth Habrit"* sur les attributs de Dieu.

A propos du *"Sefer Mitzvot Hagadol"* de Moïse de Coucy, la Revue *"Kountrass"* de Décembre 2006 - Janvier 2007 n°117 précise :

"L'un des derniers ouvrages toranique publié au royaume de France est le Séfer Mitswoth hagadol [Grand Livre des Préceptes NDLR], connu sous l'acronyme de Smag et paru en 1240 sous la plume de Rabbi Moché de Coucy. Il y donne un tableau d'ensemble de la Halakha. Cette personnalité avait participé à la défense du Talmud aux côtés de Rabbi Ye'hiehl de Paris. Quelques années plus tard, un résumé de cette oeuvre paraît sous le titre de Séfer haMitswoth haQatan (Smaq), rédigé par rabbi Yits'haq de Corbeil.

L'école des Tossafistes touche également à sa fin : à Evreux, Touques, Sens ou Corbeil, on rassemble des collections de gloses de maîtres champenois, qu'une main anonyme réunira plus tard dans une série composite, où l'on discerne les interventions de chacun : c'est celle qui est imprimée dans tous les exemplaires du Talmud et qui perpétue le plus fidèlement le souvenir des rabbanim de Tsarfat.

Sous Philippe le Bel, les Juifs connaîtront aussi le martyre. C'est le cas à Troyes, où le riche Yits'haq Châtelain et sa famille ont été sommés d'embrasser la foi chrétienne. Suite à leur refus, ils sont condamnés à mort au courant de l'été 1288, ainsi qu'onze autres personnes de la communauté locale. D'une complainte de l'époque, il apparaît qu'il était "bon auteur de Tossafoth".

L'écriture de Tossafoth est un genre littéraire rabbinique à part entière, auquel s'adonnaient les Talmidé 'Hakhamim de l'époque. Tous ne figurent pas dans l'édition que nous utilisons de nos jours. Mais on connaît l'auteur spécifique de certains Tossafoth

imprimés, tel le Tossafoth Toukh [de Touques sans doute], et certains auteurs verront leurs commentaires en soi : c'est le cas notamment du Tossefoth haRoch et du Tossefoth Rid. Le Maharchal, dans le Yam chel Chelomo (Yevamoth IV, chap. 34), prétend que la plupart des Tossafoth imprimés dans les traités courants sont l'oeuvre de Rabbi Eliezer de Touques."

CHATEAU-THIERRY (Aisne)

A Château-Thierry, les Juifs occupaient la "Rue de la Loi", dans l'enceinte de la ville. Dans un document, il est question de "Chièrè fame Denin de Chatel Therri, Deulesault de Chasteltierri et Vivant de Chastel Thieri". Au Moyen-Âge, il y eut une synagogue à Château-Thierry au cours de la seconde période où les Juifs y résidèrent de 1315 à 1321. L'historien Poquet dans "Histoire de Château-Thierry" écrit : "Un Juif, plus opulent et plus favorisé que les autres....., habitait une grande et vaste maison au-dessous du château et sur la place du marché.... la population israélite s'y réunissait au jour sabbatique....". En 1317, des mesures judiciaires furent prises contre des chrétiens qui en avaient forcé l'entrée. On connaît en effet la synagogue de Château-Thierry à cause des poursuites ordonnées le 6 mars 1318 contre les individus ayant pénétré de force dans la "Synagogue" ou "Ecole". Le 6 mars et le 2 août 1318 furent fait des mandements au Bailli de Vitry, à la requête des Juifs de Château-Thierry, de poursuivre Odinet Vilain et autres coupables d'avoir au mépris de la protection accordée aux Juifs par le Roi, pénétrés dans la synagogue ou école, brisés le tabernacle, enlevés les rouleaux de la Loi et enlevé des bijoux, de l'argent et des livres. Après l'expulsion de 1322, des Juifs de Château-Thierry se retrouvèrent dans le Barrois. Château-Thierry fut un centre important d'études talmudiques, où vécurent un grand nombre de savants. Parmi les érudits de cette ville, il faut citer : 1° David le Pieux, de Château-Thierry, l'un des célèbres rabbins français auxquels Meïr Halévy Aboulafia adressa vers 1204-1205 son "Epître". 2° Samuel d'Evreux. Il dirigea l'école de Château-Thierry (vers 1224) 3° Les Tossaphistes Isaac et son fils Bonnevie. Le grand tossaphiste Samuel Ben Schnéor fut le chef de l'école de Château-Thierry vers 1225 avant de devenir celui de l'école d'Evreux.

Entre le XIIème et le XVème siècle, les principaux centres d'études juifs se situèrent à Château-Thierry et Coucy-le-Château.

SAINT-QUENTIN (Aisne)

A Saint-Quentin, nous connaissons, à travers les écrits de Bernard Blumenkranz et de Gérard Nahon, la "Rue des Juifs". Le Concile de Saint-Quentin se plaignait de ce que les juges condamnaient les prêtres à payer ce qu'ils devaient aux Juifs, sans vérifier leurs créances. Isidore Loeb a écrit un article très intéressant sur les "Juifs de Saint-Quentin sous Saint-Louis" dans la "Revue des Etudes Juives" où il est dit en substance qu'au Moyen-Âge, différentes réclamations furent faites par des habitants de la ville et des environs de Saint-Quentin en Vermandois. Ceux-ci se croyaient autorisés à émettre des griefs contre les Juifs qui leur avaient prêté de l'argent. Il n'est pas question de sommes "usurairement extorquées" ; pourtant dans un ancien manuscrit M. Delisle a tiré des renseignements issus de différents feuillets dont trois seulement parlent de "perte des objets engagés chez les prêteurs". Le nombre

de Juifs mis en cause est considérable. Il y en a au moins cinquante et presque tous devaient avoir leur établissement dans la ville de Saint-Quentin dont les dénommés : Agnès, Bienvenu, Bonechose, Ejus Uxor, Yvo de Roie, etc... La rédaction de ces actes semble coïncider avec une expulsion des Juifs : "A tribes annis, Agnes et soror ejus judea detulerunt vadia sua quando fugatgi puerunt a villa". Cette expulsion a dû avoir lieu vers 1245. Lorsque les Juifs furent expulsés de Saint-Quentin tout ou partie de leur avoir dut être confisqué et vendu au profit du Trésor Royal. Louis IX se crut sans doute autorisé à recueillir la fortune des Juifs, mais il aurait eu scrupule de retenir ce qui, dans cette fortune, provenait de gains illicitement obtenus au détriment des Chrétiens. Dans les Procès-verbaux des enquêteurs de Louis IX, sur un double feuillet, on trouve une cinquantaine de réclamations tendant à faire rembourser des sommes qu'avaient touché à titre d'usure ou d'intérêts un homme et une femme désignés par les initiales J et H vraisemblablement deux Juifs dont les biens avaient été confisqués par les gens du roi.



Henri, abbé de Saint-Denis, rachète une hypothèque à des Juifs de Pontoise

Vers 1247-1248, la présence des Juifs à Saint-Quentin est également attestée à travers diverses plaintes contre les usuriers juifs. La présence d'Associations permanentes de prêteurs juifs dans la ville évoque une amorce de "Trois futures banques" sous les noms :

- 1°) du mari de Durée des époux Jacob
- 2°) d'Agnes et de sa soeur
- 3°) de Dieudones et d' Agnès.

Bien qu'à cette époque, ces associations soient familiales et ne constituent pas la seule profession des prêteurs, un grand nombre de plaintes ont été déposées par les emprunteurs à Saint-Quentin. Ces prêts portaient quelquefois sur des petites sommes comme les 4 livres empruntées par Robert le Bègues en 1242 à Samuel, Juif de Laon qui habita à Chauny, en 1245. Les sommes détenues par les prêteurs étaient souvent des dépôts faits par la noblesse puisqu'une ordonnance de décembre 1230 vise à les interdire. Dans les enquêtes concernant les prêts de sommes plus importantes, nous trouvons les noms de Agnès de Saint-Quentin (Aff. 78, 79, 85, 98, 100-103, 107, 108, 113, 116, 118, 121-124).

Depuis Philippe-Auguste, nous constatons une surveillance marquée à l'égard de l'activité du Crédit Juif; puis l'article 3 de l'ordonnance de 1234 contraint une présence d'hommes de loi pour chaque association ("*Opérations constatées pour Saint-Quentin*"). "*En 1238, Fourkardus li Fourriers aurait emprunté 30 livres à Agnès et à son frère ainsi qu'à Yssac et à sa mère (aff. 107)*". Puis en 1242, un croisé de Chauny aurait emprunté 20 livres à deux prêteuses juives de St-Quentin (Aff. 100) : "*Agnès et aliae Agnès, Judacae*". La Communauté devait être assez prospère puisque dans certaines affaires juridiques qui nous sont relatées, nous pouvons trouver le nom d'une dizaine de prêteurs : "*Jacob, Founière, Prèciosoeus, Bonefile, Meliote, Emmelina, Ivette, Agnès, Onorat, Durée (Aff. 122)*". Les logements des prêteurs devaient être composés de plusieurs pièces, puisque les prêts se réalisaient sur gages qui pouvaient être des animaux ou du mobilier. En 1245, chassés de la ville de Saint-Quentin, David (Aff. 111) et Agnès (Aff. 123) ont emporté les objets que leurs propriétaires n'avaient pu dégager.

"*Une rue des Juifs*" rappelle la présence d'une Communauté sur laquelle le hasard des sources donne quelques renseignements. En effet, les documents sur les prêteurs juifs de Saint-Quentin constituent l'essentiel des pièces conservées d'une enquête suscitée par Saint Louis. En 1329, ces prêteurs font l'objet d'une lettre de la commune auprès du roi qui demande "*à ce qu'ils soient astreints à passer leurs contrats devant la Chambre du Conseil, comme les autres habitants, que le taux de prêt soit limité à deux deniers par livre et par semaine et qu'on les contraigne à porter la rouelle prescrite*". En 1317, les Juifs de Saint-Quentin sont accusés d'avoir assassiné un chrétien, il s'ensuivit une émeute antijuive.

Bien que souvent rappelés à Saint-Quentin, les Juifs de cette ville furent définitivement bannis en 1394.

Sources : Revue Archéologique de Picardie
Histoire des Juifs de Bernhard Blumenkranz, Edition Privat, 1972).

LAON (Aisne)

Laon était autrefois le siège de l'Evêché. Il semble, d'après Joseph Haccohen, qu'il y ait eu des Juifs dans cette ville. Les Archives Communales de Laon parlent d'une "*Rue des Juifs*"; "*Vicus Judeorum*" qui devint "*Rue de l'Hôpital*". Cette rue se prolongeait jusqu'au remparts, probablement à l'emplacement de la "*Rue du 13 octobre 1918*", elle continuait jusqu'à la "*Rue du Sac*". La Synagogue ou la "*Maison des Juifs*" est citée dans "*Inventaire sommaire des AD de l'Aisne antérieures à 1790*".

4 et 9 janvier 1390

"*Joseph (de Greil) de Bruyères, Juif de Laon, a fait exécution sur les biens de Marcou de Vaudenson de Laon qui s'y oppose devant Jehan de Moy juge des Juifs de Laon. Le Juge à Laon prononce un défaut et elle appela. L'accord autorisé, les parties renoncent à poursuivre*".

13 janvier 1394

Amandant de Trenot, Juif, ne peut se faire payer par Pierre Catine, son débiteur. Le Juif, "pour payer la taille qu'il devait au roi", remet la créance de douze livres au receveur qui obtint du Bailli de Laon l'emprisonnement du débiteur et son transfert à Paris pour être jugé par le lieutenant du Commissaire des Juifs, Martin Double. Ce dont Pierre Catine appela. La cour examinera le registre du juge des Juifs, l'exploit du bailli et fera droit.

Laon

Novembre 1383

Rémission pour Aubelet Roussel de Laon

"Charles etc. Savoir faisons à tous présens et à venir à vous avoir esté exposé de la partie des amis charnelz de Aubelet Roussel fils de Richier Roussel de Saint Marcel soubz Laon, povre vigneron.....

que comme le dimenche prouchain après le jour de Noël daarrain passé le dit Aubelet en revenant desbauoier paisiblement des champs Saint Martin de Laon et tenant un sien cousin germain par le bras en passant lez la rue des Juifs ainsi qu'il fut oultre la dicte rue et assez près de l'Eglise Saint-Julien ou dit lieu de Laon oy un sien voisin appelé Jehannon Roussel demourant audit Saint Marcel qui crioit et pluroit moult fort lequel Aubelet se retourna par devers son dit voisin qui est josnes enfant et vit que le dit enfant et son chapperon estoient honny de boe et lui demanda pourquoy il pluroit et qui l'avoit ainsi emboé, lequel enfant lui repondit en effet de paroles : "Je le vous diray veescy Robert Hautain qui me suit et qui m'a trouvé parlant à aucuns juifs en leur rue lesquelz me arguoient et je eulx, et le dit Robert m'a demandé pourquoy je parloie ainsi aux Juifs et me mouvoit de ce faire m'a dit que non faisoye et que il en vauroye pis et m'a feri et frappé et avec ce gecté mon chapperon en la boé".

30 avril 1367

Nicolas Espagny bailli de Senlis est poursuivi à la requête de Simon Cosson, marchand mercier, ayant boutique contre la Cathédrale de Soissons. Le Juif Amide et ses complices lui ont volé cent-vingt francs d'or et de marchandises, cendal et cierges d'une valeur de quinze francs. Il porta plainte devant le bailli qui laisse le Juif en liberté. Le Bailli aurait été acheté par les Juifs qui lui rendirent des bijoux et fourrures mis en gages chez eux. Le bailli répondit que les Juifs doivent être jugés par le Comte d'Etampes, leur protecteur. La Cour condamne le bailli à payer à Cosson la valeur des marchandises volées et à cent francs d'or d'amende.

BRAINE (Aisne)

Les Juifs occupaient une rue entière à Braine ; voir "Histoire du Duché de Valois" par Carlier.

CHAUNY (Aisne)

B. Blumenkranz cite pour cette petite commune ; une "Rue des Juifs" qui par la suite fut nommée : "Rue des Religieuses" et ouvrant sur la "Rue du Pont-Royal" et fermée vers l'ouest par les Remparts Saint-Martin. Seules quatre familles juives auraient été autorisées à résider à Chauny avant 1275.

SIFFORME (Aisne)

''Intermédiaire des chercheurs et des curieux'' fait état d'une ''rue des Juifs''

COMMUNE D'ESQUEHERIES (Aisne)

Dans le Hameau de cette commune se trouve : La rue des Juifs,

CORCY (Aisne)

Bois des Juifs, près de Corcy

''A Laon, entre les n° 18 et 20 de la rue du 13 octobre 1918 (ancienne rue Saint Julien) un portail monumental sculpté, daté de 1694, donnait accès au couvent de la Congrégation. Derrière cette porte se trouvait le ghetto de Laon au Moyen-Âge. La rue des Juifs (Vicus Judaeorum) en 1317, se prolongeait sans doute jusqu'au rempart Saint Just ; elle était contiguë à la rue du Sac. La ruelle des Juifs fut vendue en 1694 par la ville''. Ainsi le quartier juif de Laon était près des fortifications.''

CALAIS (Pas-de-Calais)

Dans les Comptes des Impôts dus par les Juifs en 1299-1300, il est aussi question des taxes des Juifs du Baillage de Calais.

MONTREUIL (Pas-de-Calais)

Dans le Pas-de-Calais, arrondissement de Montreuil, il existe sur la commune de Beaurainville un hameau nommé Jumel. En 1042, il est nommé : *''Villa Judei Mansi''*. Quentovic, qui se trouve dans le voisinage de *''mansu''*, était alors un port commercial très important. Cela peut expliquer la présence de Juifs dans cette région.

1390

Accord entre Rose de Montreuil, veuve de Croissant de Beuregard et Guillaume de Samseu, chevalier, et Marguerite sa femme.

3 juillet 1391

Lettre au Bailli d'Amiens ordonnant l'interrogatoire de Daniel de Fondrement , Juif, procureur de Rose de Montreuil, veuve de Croissant de Beuregard, accusée de falsification de lettres obligatoires. Rose, par la caution de Léon de Beaumes, Joseph de Montbar et Abraham de Salins, a été libérée du Châtelet. On lui rend ses biens qui avaient été confisqués.

ARRAS (Pas-de-Calais)

En 1023, nous savons que Jacob Ben Yékoutiel, après avoir été l'intercesseur des Juifs de Rouen auprès du Pape et un séjour en Lorraine, se rendit sur l'invitation de Baudouin, Comte de Flandre, à Arras. Or, trois mois après son arrivée dans la

Capitale de l'Artois, celui-ci trouva la mort et ses enfants désirant l'enterrer pieusement emmenèrent son corps jusqu'à Reims afin de le faire ensevelir dans le cimetière de cette ville. Achmet d'Héricourt et A. Godin parlent dans leur étude sur les *"Rue d'Arras"* d'une *"Rue de Jérusalem"*. La Bibliothèque d'Arras conserve un Makhzor du XIII^{ème} siècle.

Bernhard Blumenkranz, dans *"Art et Archéologie des Juifs en France Médiévale"*, fait l'inventaire de toutes les villes où il y a eu une rue, un quartier juif ou une synagogue en Picardie.

VILLIERS L'HÔPITAL (Pas-de-Calais)

Le *"Dictionnaire Topographique du Pas-de-Calais"* relève un hameau portant le nom de la *"Rue des Juifs"*.

SAINT-OMER

Dans plusieurs documents, il est relevé le nom de *"Rue des Juifs"*. J. Pas en parle dans son *"Saint-Omer, vieilles rues"*. *"A travers le vieux Saint-Omer"* précise : *"en 1488, elle s'appelait déjà Hedinstræet ou rue du Mortier"*.

PERONNE (Somme)

Cette ville fortifiée est souvent citée dans différents manuscrits hébraïques notamment le *"Divrei Hayyamim"*. Selon Henri Gross, il est probable que des Juifs habitèrent en ce lieu. Cette ville conserve encore sa *"Rue des Juifs"*.

DIO (ROYE) (Somme)

Cette ville est citée dans le *"Divrei Hayyamim"* mais il y a une erreur d'écriture. Cet ouvrage raconte en effet que l'un des chevaliers français que Bajazet fit prisonnier en 1396 à la Bataille de Nicopolis était le *"Prince de Dio"*. Il s'agit en réalité de Roye, en latin Rodium, ville du département de la Somme. Le prisonnier en question était le Seigneur de Roye. Vers 1299-1300, cette ville ainsi que les environs étaient habités par un certain nombre de Juifs.

AMIENS (Somme)

La littérature hébraïque donne beaucoup d'indications sur l'établissement des Juifs dans ce qui deviendra le royaume de France. Amiens est citée dans *"Cémah David"*. On sait qu'il y avait des Juifs à Amiens grâce à la liste des taxes qu'ils payaient vers 1296-1300. Bernhard Blumenkranz dans *"Art et Archéologie des Juifs en France Médiévale"* souligne qu'il y avait à Amiens une *"Rue des Juifs"* devenue *"Rue des Lombards"*. Il y a l'attestation d'une présence juive au Moyen-Âge à Corbie à environ 12km d'Amiens.

7 janvier 1376

Jehan Grebert et Marie, sa femme, font appel d'une sentence donnée dans le baillage d'Amiens par le prévôt de Bernouville au profit de Croissant de Beauregard. La cour ordonne la comparution en personne et ne jugera du fond de l'affaire que trois ans plus tard : le Juif avait prêté dix-neuf francs et fait une créance de quarante francs, un franc prêté est pris par un sergent. La femme fut contrainte de corps et leurs biens ont été saisis. Jean Wary, le juge, fut dernier enchérisseur pour cent-huit francs dont une partie alla au seigneur du lieu. Le couple affirme que le chapitre d'Amiens lui a accordé une dispense pour le serment prêté lors du prêt.

ABBEVILLE (Somme)

Il y avait une "Rue des Juifs" à Abbeville devenue en 1898 la "Rue de la Sous-Préfecture".

PONTOISE (Oise)

Pontoise et sa juiverie appartiennent au Domaine Royal. En 1179, les Juifs de Pontoise sont accusés d'avoir crucifié secrètement un enfant chrétien. Le cadavre de ce jeune garçon est transporté à Paris, où il a opéré des miracles et où il est béatifié.

Il est passé un contrat en 1204 attestant que l'abbé de Saint-Denis achète à Pontoise une maison d'un chrétien qui doit de l'argent aux Juifs de cette ville. *Il verse le prix de l'achat auxdits Juifs par l'intermédiaire de leur prévôt, Robert de Baan. Les signataires sont : Magister Samson, Meuns de Sézana et Abraham de Novo Castello. Un contrat est rédigé en avril 1296 par lequel le roi Philippe IV fait donation à Charles de Valois, d'Alençon, de Chartres et d'Anjou, son frère, de Joce, Juif de Pontoise et de ses enfants : David, Aroin, Haginot, Beleuce, Hanée, et Sarin. Joce, appelé aussi Joucet est un Juif riche et considéré. En 1297, il est nommé arbitre dans une affaire litigieuse qui se produit entre le Roi et le Comte au sujet de 43 Juifs qu'il réclame comme étant sa propriété de son comté d'Alençon ou de ses terres en Bonmoulins et Chateauneuf-en-Thymerais. Il est question de Joucet à propos des revenus en 1296 des Juifs du domaine royal à Amiens, à Senlis, et dans la Champagne. On parle des impôts des Juifs de Pontoise dans les comptes de 1202.*

Parmi, les savants juifs de Pontoise, il faut citer :

- Jacob de Pontoise ("Minhat Yehudah") pp 4b, 24b)
- Moïse Ben Abraham de Pontoise (Tosef., siège potentiel d'explosion. 67b ; Hag. 19b ; Yoma 6b, 64a ; Yeb. 61a),
- Abraham de Pontoise : ("Kol Bo")

Les Archives Nationales conservent encore un sceau des Juifs de Pontoise. Ce sceau est destiné à confirmer les actes des Juifs. Il ressemble beaucoup au sceau des Juifs de Paris trouvé sur un acte concernant les Juifs de Bray-sur-Seine; il représente un aigle au repos, tourné à droite, dans le champ six fleurs de lys.

L'inscription suivante est gravée sur ce sceau : *“Testimonium debiti Judeorum Pontésie”* et n'a pas de contre-sceau. Il est appendu sur un acte de 1204 concernant le dégrèvement de l'abbé de Saint-Denis d'une hypothèque due aux Juifs de Pontoise sur un four.

BEAUMONT-SUR-OISE (Oise)

Il y avait une *“Rue de la Juiverie”*.

SENLIS (Oise)

Senlis, au Moyen-Âge, était le siège d'un Evêché. Parmi les dignitaires qui participèrent au procès contre le Talmud en 1240 se trouvaient les évêques de Sens et de Senlis. Par différents documents, nous avons connaissance de la présence de Juifs dans cette cité. Leur présence est confirmée avant 1106. Les Archives parlent d'un certain Banditus de Silvanectis qui fut autorisé en 1204 à séjourner au Châtelet de Paris. Les historiens parlent d'une Juiverie et d'une Petite Juiverie à Senlis. La Juiverie, actuellement rue de la Chancellerie, était aussi appelée rue de la Bethphagé. La Petite Juiverie se trouvait sur l'emplacement de l'impasse du Courtillet. Au XVème siècle, elles étaient habitées par des Chrétiens. Elles étaient dans la périphérie de la ville, près des murailles.

Odon, Evêque de Cambrai de 1105 à 1113, écrit dans la préface de son travail sur la réincarnation qu'en passant par Senlis sur la route pour aller au Concile de Poitiers, en 1106, il entreprit une controverse religieuse avec un Juif du nom de Léon (= Judah). Cette histoire est-elle une fiction comme semble le dire Israël Lévi? Les registres des taxes payées par les Juifs en 1202 et de 1298 à 1300 incluent celles de Senlis. Il semble que cela soit ceux de Senlis qui payent la plus forte somme. En 1225, Guérin, Evêque de Senlis, fait publier un décret annulant toutes les dettes contractées auprès des Juifs de ce diocèse.

Il n'y a aucune preuve du retour des Juifs dans cette ville après l'expulsion de 1306. Seul un ou deux notables laisse des traces de leur présence jusqu'à l'expulsion définitive de 1394 :

27 août 1372

Mouce de Senlis, converti, retourné au Judaïsme, voit son procès instruit par l'Evêque de Paris et l'Inquisiteur ensemble et ses biens saisis par le prévôt de Senlis.

Le 15 juin 1374, la Saisie est levée.

22 octobre 1375

Manessier de Vesoul étant décédé, le roi a transmis à Salemon, fils aîné du défunt, la charge de receveur général des Juifs du royaume. Comme son père, il est affranchi des impositions ordinaires des Juifs et garanti contre toute poursuite judiciaire d'un coreligionnaire.

9 janvier 1376

Rémission pour Mousse Venant et Estelle, sa femme, Juifs de Senlis, les dispensant de la peine prévue par la coutume pour les querelles domestiques s'étant terminées à l'avantage de l'épouse : chevaucher un âne, tête vers la queue de l'animal.

Rémission pour Mousse Venant et Estelle sa femme, Juifs de Senlis

''Charles etc. ; Savoir faisons à touz présens et à venir, nous avoir receu l'umblé supplication de Mousse Vivant juif et Estelle sa femme demourat à Senliz 397 contenant :

que comme yceulx conjoins eussent eu naguères debat et riote l'un à l'autre et tant eussent procédé en paroles qui la dicte femme fery, bati et villena son dit mary ; pour cause et occasion duquel fait et batenie les diz juyf et juyve se doubtent que, par la rigueur et coustume du pais de nostre dicte ville de Senlis, ils ne soient contrains et condempnez à chevauchier un âsne le visaige par devers la queue dudit âsneou en autre villenie et détestable amende dont ilz seroient et pourroient estre deshonzorez et infames à tousiours mais, se par nous ne leur estoit sur ce pouveu de pitié et de grâce si comme il dient. Et pour ce nous aient supplié que comme ils nous aient tousiours païè et encore paient voutentiers de jour en jour les tailles et aydes qui leur sont imposées et aussi que il sont en nostre sauvegarde et protection espéciale, nous veuillions etre envers eulx piétables et miséricorde.....''

Décembre 1389

Rémission pour Jehanin Ysembart qui, le 12 août, emprunte chez Vivant de Beauregard, Juif de Senlis, cinq francs sous un nom d'emprunt, celui d'un de ses amis, puis à la fin du mois quatre francs sous le nom du frère de celui-ci. Il laisse gage, mais contracte une obligation. En décembre, il paye le montant initial et promet sept livres douze sous p. et contacte obligation en son nom. Mais le Juif le fait mettre en prison.

COMPIEGNE (Oise)

Avril 1389

Jehan De Ailliaco, bourgeois de Compiègne, a vu le procureur du roi intenter une action contre lui pour avoir propagé l'émeute contre les Juifs de sa ville dont Abraham de Trenot ; comme il a obtenu rémission, la cause a été abandonnée.

Août 1377

Un huissier d'armes, Pierre de Neuville, a volé un hanap de 10 onces d'or. Il le porte à Paris, chez Moïse Aaron et Geneviève, sa femme, qui acceptent de lui en donner 45 francs d'or. Pierre avoua son forfait avant sa mort et les dénonça. Geneviève est emprisonnée et leurs biens ont été saisis. Moïse a échappé à l'arrestation. Ils supplient de pouvoir rembourser et sont autorisés à payer 70 francs pour le hanap et 400 francs d'amende.

NOYON

La cité antique de Noyon est connue en latin sous le nom de *Veromanduorum* ou *Novionum*. Elle fut la capitale du Noyonnais, appelé en latin *Pagus Noviomensis*. Noyon est cité par Joseph Hacohen.

3 mai 1369

Cressence de Vesoul, Juif de Noyon, a prêté plusieurs fois à Joubert d'Amigny, écuyer. Il obtient de son débiteur une reconnaissance de dette de quarante et un francs pour un prêt initial de seize francs, à un taux prohibé selon l'écuyer. Cressance obtient une exécution de corps et de bien dont Joubert d'Amigny appela. La cour, s'appuyant sur le serment prononcé lors du prêt par l'écuyer, prononce l'annulation de l'exécution et condamne le Juif à dommages et intérêts.

VERBERIE (Oise)

Dans *"Histoire du Duché de Valois"* écrit par Cl. Carlier, il est fait état d'une *"Rue des Juifs"* à Verberie.

AUTRES.....

Il y avait également une *"Rue des Juifs"* à La Ferté-Milon (Aisne) ; Gérard Sylvain et Elie Szapiro proposent dans leur livre : *"Juifs de France à travers la carte postale"*, une photo de la rue Jules Girbe, anciennement *"Rue des Juifs"*, à Montcornet (Aisne) ; une *"Rue des Juifs"* (jetz Kaiser Wilhelms-Strass, à Oeuilly (Aisne), à Plomion (Aisne), à Frethun (Pas-de-Calais), à Fricamps (Somme), à Gauville (Somme), à Hesin-l'Abbé (Pas-de-Calais), à Laboissière (Somme), à Aix-en-Issart (Pas-de-Calais), à Etreaupont (Aisne), à L'Etoile (Somme), à Esqueheries (Aisne) à Dury (Somme), à Doullens (Somme), à Mirvaux (Somme), à Montdidier, à Montmarquet (Somme), à Montreuil (Pas-de-Calais), à Saint-Omer (Pas-de-Calais), à Saint-Tricat (Pas-de-Calais), à Sifforme (Aisne), à Talmas (Somme), à Villiers l'Hôpital (Pas-de-Calais), et Nampcelles-la-cour (Aisne) un quartier des Juifs. A Saint-Riquier (Somme), Bernhard Blumenkranz recense une maison nommée *"Le Cimetière des Juifs"*. Les historiens parlent aussi du toponyme suivant : *"Bois des Juifs"* à Corcy. Des juifs ont habité Saint-Christophe, commune de Fleurines (Oise).

En ce qui concerne les actes juridiques des Juifs du Vermandois, les archives conservent encore différents documents comme :

14 novembre 1375

Ce procès dont la procédure est complexe ne nous est que partiellement connu sur le fond. Il oppose Moreau de Port et Joseph de Grey dit "De Bruyères" à Jehan d'Origny, héritier de son père. Ce dernier était endetté envers les Juifs qui demandent une exécution sur les biens par le bailli de Vermandois. Jehan s'y oppose en disant que les dettes avaient été payées et s'oppose à l'anatocisme des Juifs.

4 août 1377

Rémission pour les Juifs de Langue d'Oil qui avaient outrepassé les privilèges accordés par le roi et demandé un intérêt supérieur à leurs débiteurs. Le roi leur pardonne et ils payeront dix mille francs sur trois termes dont huit mille seront versés par les Juifs du Vermandois.

PERIODE CONTEMPORAINE

Bien que les Juifs aient été interdits de séjour en France depuis 1394, interdiction renouvelée sous Louis XIII, et malgré quelques exceptions concernant des Marannes espagnols ou portugais, nous savons que différents groupes de Juifs sillonnèrent l'hexagone pour vendre leurs produits aux grandes foires du Royaume. Le 18 juillet 1743, les marchands de Tours adressèrent au Conseil du Commerce un mémoire demandant la révocation de la permission accordée aux Juifs du Sud-Ouest (séfarades) de tenir loges aux foires. Dans ce mémoire, les Juifs sont accusés de vendre des marchandises en dessous du prix coûtant ainsi que de vendre toutes sortes d'étoffes, mêmes défectueuses comme cela s'était passé aux foires d'Angers, du Mans, de Caen et d'Amiens. Mais les Juifs eurent l'autorisation de continuer à vendre sur toutes les foires et les marchés de France. Pourtant le 16 juillet 1749, une requête des marchands drapiers de Laon en appel d'une ordonnance de M. l'Intendant de Soissons est adressée au Bureau du Commerce. L'Intendant de Soissons a ordonné la main levée sur les différentes étoffes saisies sur le Sieur Raphaël Sascia, Juif, marchand forain demeurant à Lyon : *''Les marchands drapiers de Laon avoient demandé d'être reçu appelant d'une ordonnance de M. l'Intendant de Soissons qui a fait main levée à S. Raphaël Sascia, Juif marchand à Lyon des marchandises que leurs jurés gardes drapiers de Laon avoient saisi sur luy (trois pièces et deux coupons de Balsamine ou Taffetas d'Angleterre et seize autres coupons de différentes étoffes de soye qui s'étaient trouvées les unes sans chiffre, les autres sans plombs''*. Le rapport de l'Intendant de Soissons souligne : *''MM. les Commissaires ont unanimement pensé qu'il y avait été de mettre à néant sur la requête des marchands''*.

DEMANDES DE PASSEPORT AU XVIIIème SIECLE

Saint-Quentin

Passeport délivré à Mayer Jacob, marchand natif de Dossembar (Allemagne), demeurant rue Aignard, section des Lombards - Paris - pour se rendre à St Quentin 8 brumaire an III (29 octobre 1794) signe en hébreu.

Soisson

Mayer Fürth, marchand forain à Paris depuis 18 ans, avait demandé un passeport pour se rendre à Soissons, n'ayant pas sur lui sa carte de sûreté, il paraît aux Commissaires *''plus que suspect''*, car il peut demander ce passeport pour servir à nos ennemis'', il est donc arrêté.

Noyon

Passeport délivré à Moyse Lazare, marchand, demeurant rue Saint-Martin, Section des Lombards, (25 novembre 1793). Autorisation de se rendre (illisible.....) 14 pluviôse an III (février 1795) autorisation de se rendre de Paris à Noyon (Oise).

UN BARON JUIF A AMIENS AU XVIIIEME SIECLE

Comment Liefman Calmer, Juif de Hollande ayant reçu une lettre de nationalité française, devint-il Baron ? Isidore Loeb dans son article *''Un Baron Juif français au XVIIIème siècle : Liefman Calmer''* dans *''L'Annuaire des Archives Juives''* répond tout simplement en achetant une baronnie. En effet, le 12 avril 1774, par l'intermédiaire de Pierre Briet, écuyer, sieur de Bernaprè, Liefman Calmer achète des créanciers du Duc des Chaulnes les baronnies de Picquigny et Vidamé d'Amiens pour le prix de 1.500.500 livres. Le fief de Picquigny est une des plus anciennes des baronnies et une des terres les plus importantes du royaume pour son étendue, ses prérogatives et le nombre de ses vassaux, qui se montent à plus de 1800. Si Calmer est heureux d'être noble, l'acquisition de cette terre l'entraîne dans un procès avec l'Evêque d'Amiens, Louis-Charles de Machault, et le Cardinal de Luynes, Archevêque de Sens qui se prolonge après sa mort.

En vertu de ses droits féodaux, Liefman Calmer confère une des prébendes de la Collégiale de Saint-Martin de Picquigny au Sieur Filleux de Roncières, et la trésorerie au Sieur Hiel. L'Evêque d'Amiens, ne voulant pas admettre qu'un Juif put nommer à des fonctions de ce genre une personnalité banale, a désigné pour les remplir, le Sieur Hecquet à la prébende, et le Sieur Poulet pour la trésorerie. L'affaire fait scandale, la qualité de Juif de Calmer ne fait aucun doute, il ne la nie pas et d'ailleurs ses coreligionnaires adressent une requête au Roi en ces termes : *''Comment donc pouvait-on lui permettre de ''placer les trophées de la Synagogue sur nos tabernacles''*. Pourtant un arrêt du 13 février 1777 déclare que l'Evêque d'Amiens n'a pas pu s'emparer sans abus de la collation des canonicats appartenant à Calmer et la Cour n'admet pas que l'on fasse la preuve que Calmer est Juif, cela n'a rien à voir avec les droits féodaux.

Liefman Calmer, Vidame d'Amiens, Seigneur de la Baronnie de Picquigny et dépendances, demeure au coin de la Rue Sainte-Barbe, Boulevard Poissonnière, à Paris. Il a quatre fils : Calman Calmer, l'aîné et son seul héritier, A.L.J. Calmer, Louis Benjamin Calmer et Meyer Calmer. Le 4 floréal an II (19 avril 1794), le tribunal révolutionnaire condamne à mort Louis Benjamin, courtier de change et chef de la synagogue de la rue Brisemiche et A.L.J. Calmer est condamné à mort à son tour le 29 messidor an II (17 juillet 1794). Liefman Calmer, qui a tenté de fonder un cimetière juif à La Villette après avoir refusé de participer aux négociations sur l'ouverture du cimetière de Montrouge, est enterré avec son épouse et leur dernier fils Meyer au Père-Lachaise. Leurs pierres tombales portent des inscriptions hébraïques et françaises, reproduites ainsi :

1° Ici repose le corps de Messire Liefmann Calmer, né à Aurick, en Oost Friese, et naturalisé français, Vidame d'Amiens, Seigneur de Vignacourt et autres lieux, décédé à Paris le 7 décembre 1784, âgé de soixante-treize ans.

2° Ici repose la dame Rachel Moïses Isacks, veuve Liefman Calmer, née à La Haye en Hollande, le 3 janvier 1721 ; décédée à Paris le 23 décembre 1817.

3° Ici repose Meyer Calmer, né à La Haye, en Hollande, décédé à Paris le 11 septembre 1823, âgé de soixante-dix ans.

Après avoir joué un grand rôle dans l'histoire de la Communauté Juive de Paris, cette famille disparaît complètement après la mort de Meyer Calmer. Il ne reste d'elle que quelques documents portant son nom et deux tombes couvertes de mousse dont les noms sont à moitié effacés et dont personne ne se souvient.

Autour des années précédant la Révolution française, de petits groupes de Juifs, qui sont généralement des marchands colporteurs, s'installent dans les grands centres picards. Napoléon 1er, par son décret du 20 juillet 1808, oblige les Juifs à se déclarer dans les mairies où ils résident et d'y fixer leur nom patronymique. Cette initiative donne lieu au premier recensement des Juifs de France et alors qu'il n'y a aucun Juif dans le département de l'Aisne. Jusqu'à la Première Guerre Mondiale, le Pas-de-Calais n'a qu'une faible population juive :

- 85 juifs dans tout le département en 1807 soit 20 dans l'arrondissement d'Arras, 16 dans celui de Béthune, 38 dans celui de Boulogne, aucun dans l'arrondissement de Montreuil, 10 dans celui de Saint-Omer, 1 dans celui de Saint Pol.

Pour les différents recensements dans le Pas-de-Calais et dans la Somme, du début à la deuxième moitié du XIXème siècle, les archives font état de :

	1808	: 1841	: 1853	: 1861
Pas-de-Calais	63	: 76	: 92	: 140
Somme	14	: 17	: 30	: 81

BOULOGNE-SUR-MER

Sous le Premier Empire, il y avait soixante treize Juifs dans le Pas-de-Calais. Une première demande d'exception au Décret Infâme du 17 mars 1808 fut formée par un israélite qui était venu habiter à Paris en 1777 puis à Boulogne-sur-Mer en l'an VII. Là, il travaillait à monter une filature de laine ; il avait avancé certaines sommes d'argent aux officiers et au Corps de la Grande Armée mais sans rien leur réclamer quand ils avaient quitté Boulogne et leurs dettes lui furent payées sans intérêt. Le Général Commandant la flottille appuya sa demande qui, restée sans résultat, fut renouvelée en 1811, en y comprenant alors toutes les familles du département. Malgré un avis favorable du Préfet, elle ne fut pas prise en considération.

Inauguration de la Synagogue de Boulogne-sur-Mer

Extrait du Sermon prononcé par le Grand Rabbin Zadock Kahn à l'occasion de l'inauguration du Temple Israélite de Boulogne-sur-Mer, le 25 août 1873. L'architecte de ce nouveau temple était Michel Adrien Duvinage :

“ ... Ces paroles expriment bien, j’en suis sûr, les sentiments que vous éprouvez en ce moment : ne remerciez vous pas, du fond de votre âme, Celui qui, secondant vos efforts et bénissant l’œuvre de vos mains, a fait luire ce jour qui marquera comme une grande date dans l’histoire de votre communauté, et où vous avez l’immense satisfaction de consacrer au culte un temple gracieux et élégant, symbole de votre union et gage de votre avenir ?..... Pour moi, mes frères, je suis heureux, au-delà de ce que je puis dire, de m’associer à cette cérémonie d’inauguration, et de vous adresser quelques paroles dictées par un attachement déjà ancien. Pendant plusieurs années, j’ai eu l’honneur d’être votre chef religieux, et de m’occuper de vos intérêts spirituels. Renoncer à la direction de votre communauté a été pour moi un sacrifice pénible, adouci cependant par la pensée que cette direction devait passer entre des mains plus habiles, plus expérimentées et non moins dévouées. Il m’avait donc été donné d’être longtemps le confident de vos projets, le témoin ému de vos efforts et de vos sacrifices, et pourquoi ne le dirais-je pas ? Votre collaborateur convaincu dans cette entreprise aussi difficile que méritoire. Comment n’éprouverais-je pas une joie profonde de voir devenu une réalité ce qui n’était jusqu’ici qu’une chère espérance et, pour quelques-uns peut-être, une généreuse chimère ? de pouvoir vous exprimer à mon tour, après votre vénéré pasteur, de sincères et cordiales félicitations pour ce que vous avez fait en l’honneur de votre culte et pour ce que vous vous proposez de faire encore ? Votre communauté, chers frères, est bien petite, une des plus petites assurément du Judaïsme français ; mais, faibles par le nombre et la modicité de vos ressources, vous avez été forts par l’esprit qui règne au milieu de vous. Vous avez prouvé que vous possédez à un degré ces deux vertus qui sont la condition de tout ce qui se fait de grand et de durable dans le monde : l’amour de la concorde et la volonté du sacrifice. Autrement l’œuvre que vous avez accomplie n’avait pas même pu être commencée : vous auriez été effrayés par les difficultés de toutes sortes qui se dressaient devant vous. Mais, unis dans une pensée pieuse, vous avez combiné son concours, apporté son offrande, donné de bon cœur, selon la mesure de ses moyens, et ainsi, comme il arrive toujours, les obstacles ont été vaincus, les objections ont été réduites au silence, les appréhensions se sont calmées ; vous vous êtes mis bravement à l’œuvre comptant sur l’assistance de Dieu et la bienveillance des hommes....”

La Création de l’Association Culturelle Israélite de Boulogne sur Mer.

Le 30 octobre 1906, faisant suite à la loi de Séparation de l’Eglise et de l’Etat de 1905, la Communauté israélite de Boulogne sur Mer dépose les statuts de sa nouvelle association :

“Statuts pour la formation d’une Association Culturelle Israélite à Boulogne-sur-Mer

Titre 1

Formation, but et siège de l’Association

Article premier : Il est formé dans la communauté de Boulogne sur Mer entre les Israélites adhérents aux présents statuts une association ayant pour objet l’entretien et l’exercice du culte israélite.

Elle a pour titre “Association Israélite de Boulogne sur Mer. Elle a son siège à Boulogne sur Mer, rue Charles Butor, n° 63.

Elle commence à fonctionner le 1^{er} Janvier 1907.

Elle déclare adhérer à l'Union des associations Cultuelles israélites de France dans les conditions déterminées par l'article 10 -6 des présents statuts.

Article 2. Chaque associé s'engage à payer une cotisation annuelle d'après les catégories suivantes :

1^{ère} catégorie – 2^{ème} catégorie – 3^{ème} catégorie – 4^{ème} catégorie – 5^{ème} catégorie – 6^{ème} catégorie.

Les membres de l'Association peuvent se retirer en tout temps après paiement des cotisations échues et de celles de l'année en cours.

Titre II

Administration

Article 3. L'association est administrée par un Conseil composé de trois membres élus par une assemblée dont font partie 1° tous les adhérents jouissant de leurs droits civils et politiques ; 2° les étrangers adhérents et les femmes françaises ou étrangères adhérentes qui ont atteint l'âge de 21 ans et n'ont été l'objet d'aucun jugement entraînant pour les Français la privation de ces droits.

La liste des électeurs est dressée chaque année par le Conseil, elle est exposée au parvis du temple pendant 15 jours et sert pour tous les électeurs de l'année.

Article 4 – La majorité des membres du Conseil doit être de nationalité française.

Le sous-rabbin peut être membre du Conseil.

Les femmes en peuvent faire partie du Conseil.

Article 5 – L'élection des membres du Conseil a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Les nombres des votants doit être de la moins au moins des électeurs inscrits. A second tour de scrutin, la majorité relative suffit.

Le vote par correspondance est admis.

Toutes les difficultés qui peuvent surgir sont portées devant le Conseil de l'Union Centrale.

Les membres du Conseil sont nommés pour deux ans.

Les membres sortant sont rééligibles.

Article 6 – Le Conseil nomme parmi ses membres un Président, un vice-président et un secrétaire –trésorier.

Article 7 – Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus, tient un état des recettes et dépenses, dresse chaque année le budget, à la police du temple, nomme et suspend les fonctionnaires et employés de l'association.

Titre III

Des recettes et des dépenses

Article 8 – le Budget est divisé en recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires.

Article 9 – Les recettes se composent au budget ordinaire :

1°- des cotisations des membres de l'association

2°- des offrandes, quêtes et collectes

- 3° - des rétributions pour les diverses cérémonies
- 4° - des sommes provenant de l'Union Centrale des Associations.

Article 10 – Les dépenses comprennent au budget ordinaire :

- 1° - l'acquittement des dettes exigibles
- 2° - les frais de culte
- 3° - les frais de bureau
- 4° - le traitement du ministre officiant ou du sous rabbin attaché à l'association.
- 5° - l'entretien et le renouvellement du mobilier du temple.
- 6° - la contribution que l'association versera à l'Union Centrale des associations cultuelles israélites, qui est fixée, à cinq pour cent de la totalité des recettes ordinaires, à charge pour l'Union Centrale de reconnaître et de subventionner notre ministre actuel, a titre de sous rabbin de notre association.

Article 11 – Le budget extraordinaire comprend la recette et l'emploi des sommes provenant d'emprunts, d'aliénations, de remboursement et de fondations pour services religieux.

Article 12 – A la fin de chaque exercice, les ressources disponibles servent à constituer, s'il y a lieu, deux réserves : la première, destinée à l'entretien du culte, qui sera placée en valeur nominatives et dont le montant ne pourra dépasser le sextuple de la moyenne des dépenses ordinaires du culte pendant les cinq dernières années, la seconde, qui pourra être illimitée et qui sera déposée en espèces ou en titre nominatifs, à la Caisse des dépôts et consignation, pour être employée exclusivement à l'achat, à la construction, à la décoration ou à la réparation d'immeubles ou meubles servant aux besoins de l'association.

Titre IV

Des assemblées Générales

Article 13 – L'Assemblée générale des membres de l'Association a lieu chaque année au mois d'avril, où le Conseil présente les comptes de l'exercice écoulé.

Aucune modification aux statuts ne peut avoir lieu que si elle a été adoptée par les deux tiers au moins de l'assemblée composée de plus de la moitié des membres de l'Association. Les demandes de modifications peuvent avoir lieu, mais elles doivent être revêtues de la signature du tiers au moins des membres de l'association âgés de plus de 21 ans.

En cas de dissolution de l'Association prononcée dans les conditions du paragraphe précédent, le Conseil procède à la liquidation et l'emploi, dans un but conforme à celui de l'association, de l'actif social, à l'exception des biens provenant de la dévolution et qui seront attribuées conformément aux prescriptions de l'article 9 § 2 de la loi de Séparation.

Titre V

Des ministres du Culte

Article 14 – L'Association désigne, à son choix, un ministre officiant ou un sous rabbin pour l'exercice du culte israélite.

Le ministre officiant est choisi parmi ceux qui sont actuellement en fonctions en France et en Algérie.

Le sous rabbin est choisi parmi les anciens élèves du Séminaire Israélite de Paris, munis d'un diplôme délivré par le Consistoire Central.

Le choix ne peut se porter sur d'autres candidats qu'à défaut de postulants de ces deux catégories.

Le sous rabbin est nommé par le Conseil d'administration qui s'adjoit cinq membres de l'association élus conformément aux dispositions de l'article 3. Sa nomination est soumise à l'approbation du Conseil de l'Union des Associations. Le procédé est le même pour la nomination du ministre officiant ;

Article 15 – Un règlement général pourra être élaboré par le Conseil de l'Association pour l'organisation générale du culte et la police du temple.

Fait à Boulogne s/mer, le 30 octobre 1906

*Certifié sincère et véritable
Les Administrateurs de l'Association
J. Lang M. Dreyfus M. Weil''*

En 1924, *"L'Univers Israélite"* annonce le décès de Mme Jules Weill, femme de l'ancien rabbin :

"Nous avons le regret d'apprendre la mort à Boulogne-sur-Mer de Mme Jules Weill, née Germaine Weil, veuve du regretté Ministre-officiant de Boulogne-sur-Mer et mère de Maurice Weill, le si dévoué sous-rabbin qui a succédé à son père.

La défunte était une israélite très pieuse, qui avait conservé les traditions d'Alsace, c'était aussi une femme pleine d'énergie et d'autorité. Elle est décédée subitement le 30 novembre dernier dans sa 78^{ème} année, l'inhumation se fait à.... (Bas-Rhin)''.

Antisémitisme à Boulogne-sur-Mer

Comme dans toutes les villes de France, l'Affaire Dreyfus a causé de grands traumatismes, mais les blessures se sont refermées plus ou moins vite. Si l'antisémitisme a été particulièrement virulent dans el Département du Nord, il semble que dans le Pas-de-Calais les proportions furent nettement moindres. C'est manifestement contre les Juifs dans l'Armée que s'est tournée la vindicte populaire et le principal acteur fut certainement le Capitaine Coblentz. Après s'être battu en duel avec un aristocrate pour s'être vu interdire les chasses Lebaudy à Fontainebleau et ensuite avec l'un de ses camarades de promotion, Coblentz fut encore victime de propos malveillant aux courses de chevaux de Boulogne-sur-Mer. *"L'Univers Israélite"* de 1902 relate cet événement en ces termes : *"On lit dans l'Aurore : Le Capitaine Coblentz montant le 10 août à Boulogne-sur-Mer dans la dernière course pour officiers. A son entrée au pesage, quelques blancs becs ont éprouvé le besoin de soulager leur conscience antisémite et se sont mis à hurler : "A bas les Juifs". Le Capitaine se retourna vers les insulteurs en les menaçant de sa cravache. Aussitôt le public boulonnais protesta contre ces cris imbéciles et sans l'arrivée du commissaire central, entouré de deux gendarmes, les fils à papa eussent été corrigés d'importance. Procès-verbal fut dressé contre ces petits miséreux. L'affaire est venue devant les tribunaux de simple police, mais sur la demande de personnalités influentes le parquet, toujours docile, a remis l'affaire à une date indéterminée''.*

VILLERS-COTTERÊTS

Il n'y a aucun document qui fasse état de la présence de Juifs dans le Département de l'Aisne durant la Monarchie de Juillet ou la Seconde République. Les Archives du Consistoire de Paris, pourtant, parlent d'un juif à l'hôpital de Villers-Cotterêts. En effet, nous savons que la seule Synagogue du Ressort du Consistoire de Paris, de la Seine-et-Marne à l'Aisne, sous la Monarchie de Juillet, était celle de Fontainebleau. Le Consistoire de Paris conserve encore la Correspondance entretenue entre le Consistoire de Paris et le Président de la communauté de Fontainebleau, surtout celle concernant un décès survenu en 1849 à Villers-Cotterêts. Ces courriers se résument ainsi :

Président de la Communauté Juive de Fontainebleau :

''- 6 juillet 1849 : De M. Isidor, Grand-Rabbin de Paris

Reçu une lettre nous invitant à aller chercher le (Sieur) Emerique décédé à l'hôpital de Villers-Cotterêts''

Du Président de la Communauté Juive de Fontainebleau au Grand Rabbin Isidore :

''6 Juillet 1849. A Monsieur le Grand-Rabbin de Paris (M. Isidore)

Je m'empresse de répondre à la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser relativement à un de nos coreligionnaires décédé et probablement inhumé à Villers-cotterêts. Nous nous trouvons dans l'impossibilité de remplir la mission que vous nous indiquez. Il résulte des renseignements que je viens de me procurer qu'il n'y a pas ici de communication avec Villers-cotterêts situé dans le département de l'Aisne. Il nous faudrait ici deux jours pour nous y rendre, un jour pour démarcher et deux jours pour le retour. Ces cinq jours ajoutés au deux ou trois écoulés depuis le décès rendent impossible l'inhumation à Fontainebleau par le temps d'épidémie où nous sommes. Nous n'avons personne ici que nous puissions payer pour faire le service ce qui le rend plus difficile encore.

Je dois vous faire observer que Villers-Cotterêts est à 50 km plus rapproché de Paris que notre ville, que grâce aux chemins de fer de Meaux on peut en quelques heures y aller et en revenir, que par conséquent ce qui nous obligerait à mettre six jours, vous pouvez le faire en un seul. Pour toutes ces causes, je viens au nom de la Communauté vous faire connaître notre impossibilité''.

Ce n'est qu'à la fin du XIXème siècle, avec l'immigration des Juifs d'Europe Orientale, que l'on pourra recenser des Juifs dans le Département de l'Aisne.

SAINT-QUENTIN

Le conseil de ville de St-Quentin parle le 18 septembre 1562 du quartier juif de la ville. Quentin de La Fons parle de la Pomme de Pin dans la rue des Juifs (paroisse St-Thomas).

Le XVIIème siècle correspond à la période de l'inquisition où l'Etat va convertir des Juifs au Christianisme, tel sera le cas pour ce Juif souffrant de la localité de Prémont en 1664 : *''Le chapitre envoie chercher à Prémont un Juif pour le faire baptiser. Le Samedi 10 may 1664, sur l'avis qui a été donné à Messieurs de nostre Chapitre qu'il y*

voit un Juif malade au village de Prémont (1), sur la frontière, et qui n'estoit pas encore baptisé, Messieurs ont donné six livres à une personne pour aller à Prémont, et prier Monsieur de Prémont et le curé du lieu d'avoir la bonté de le faire mettre sur quelque charette, afin de le faire amener en cette ville pour le guérir, instruire et le baptiser dans la foy catholique, apostolique et romaine''.

Trois jours plus tard, une permission est donnée à des Juifs pour faire une requête : *'' Le mardy 13 may 1664, Messieurs de Chapitre ont permis à des Juifs de se faire quester par toute la ville dans l'estendre de leur juridiction (2)''.*

(1) Prémont, village de l'ancien Cambrésis, aujourd'hui canton de Bohain (Aisne).

(2) On sait que les Juifs, à Saint-Quentin, avaient leurs habitations dans une partie de la rue des Patriotes, qui porta longtemps le nom de la rue des Juifs, avant celui de la rue des Cordelières.

Sources : Extraits du Journal de Charles de Croix, Chanoine de l'Eglise Collégiale de Saint-Quentin (3 février 1645 - 3 octobre 1685) par Henry Cardon.

Les Juifs à Saint-Quentin au XVIIIème Siècle.

Dans son *''Mémoire Historique sur la Ville de Saint-Quentin''*, Antoine Chabaud décrit en 1775 les caves servant d'entrepôts aux prêteurs juifs du 13ème siècle : *'' On voit à Saint-Quentin un ancien temple, assez entier, dont les colonnes d'environ dix-neuf pouce de diamètre sont en grès ainsi que les arêtes de ses voûtes, dont l'extrados est au niveau du pavé de la rue au Charbon. Ce temple sert de caves à la maison de la veuve Malfuson, à celle du sieur Lefèvre fils et à celle du sieur Fizeaux. Les chapiteaux de ses colonnes son d'un goût gothique...''* A. Chabaud fait allusion ici aux caves de la maison appelée jadis maison de Froit mantel, qui se trouvait à l'angle des rues Saint-Thomas et des Canonniers actuelles. Ces caves ont été construites au Moyen-Âge, probablement au 13ème siècle où les Juifs de la rue des Juifs entreposaient leur marchandises et le bétail.

La situation des Juifs au XVIIIème siècle :

Georges Lecocq, dans son ouvrage *''Histoire de la Ville de Saint-Quentin''* décrit la population et la situation sociale :

''Le 10 mai 1774, Louis XV mourut : la situation sociale était pire encore. ''Il n'y avait pas un peuple, mais trois castes différentes : Le clergé, la Noblesse et le Tiers-état, distingués entre eu par des privilèges ou des charges ; encore les deux premiers étaient-ils divisés en grand et en petit, les uns très riches, les autres très pauvres. Au dessous du Tiers étaient les serfs, les Juifs et les protestants qui n'avaient même pas d'état civil.''

Difficile d'estimer le nombre de Juifs dans l'Aisne au XVIIIème siècle, puisqu'ils n'étaient pas recensés, excepté sur les registres de prison. Tel est le cas pour la localité de Braine (Aisne) : côte E suppl.299. Registre d'écrou des geôles des

prisons de la ville de Braine (1784-1790) : *"Du 30 juin 1785 avoir écroué dans les prisons de céans deux juivresses et un enfant, voyageant sans passeport ni certificat."*

Cessation de la taxe de Brancas sur les Juifs de l'Est

Jacques-François-Laurent De Vismes est né le 10 août 1749 à Laon et meurt dans cette en 1830. Avant la révolution, il était avocat et procureur ainsi que syndic de l'assemblée d'élection de Laon. Nommé député du Tiers Etat du bailliage de Vermandois aux Etats Généraux, en 1789, il y siégea au côté gauche, parut peu à la tribune, mais travailla beaucoup dans les comités. On lui doit la première instruction sur les fonctions des assemblées administratives, et parmi les nombreux rapports dont il fut chargé, on peut citer celui qui fit abolir, en 1790, les taxes honteuses auxquelles les Juifs étaient personnellement soumis dans quelques-unes de nos provinces. Il fut élu, en 1791, secrétaire de l'Assemblée. Après la session, il rentra dans la vie privée, et ne reparut sur la scène politique qu'en 1800, époque où il entra au Corps législatif, dont il fut nommé Président en 1802. Il exerça ensuite successivement les fonctions de Procureur général à la Cour de Justice Criminelle du département de l'Aisne, et de substitut du procureur général à la cour royale d'Amiens. Il prit sa retraite peu de temps après la deuxième rentrée des Bourbons. Il avait été, en 1815, membre de la chambre des représentants.

Demandes de passeport

Durant la période révolutionnaire, beaucoup de Juifs font des demandes de passeport pour se rendre dans différentes villes du pays notamment dans le Nord. Les Archives nationales conservent le double d'un passeport délivré le 8 brumaire an III (29 octobre 1794) à Mayer Jacob, marchand, natif de Dossembar (Allemagne), demeurant rue Aignard, Section des Lombards (Paris) pour se rendre à Saint-Quentin. Il signe en hébreu.

Après la publication des décrets du 17 mars 1808, les Juifs résidant à Saint-Quentin furent obligés d'y fixer leur nom et de le déclarer en mairie.

La Synagogue de Saint-Quentin

Cette synagogue remonte en 1856 et était située rue Bisson. A partir de 1877, une Synagogue sera érigée au 19 rue Poiret pour être détruite durant la Grande Guerre. En 1934, cette Synagogue se tiendra rue Michelet. Au lendemain de la Shoah, la Synagogue se situe au 11 ter Boulevard Henri Martin ; datant de 1947, elle a 60 ans aujourd'hui. La Stèle des Juifs Saint-Quentinois morts en déportation a également 60 ans; cette Stèle a été inaugurée par le Rabbine Jacob Kaplan.

Par différents documents, nous savons donc qu'il y a une Communauté Juive à Saint-Quentin depuis la première moitié du XIXème siècle. Roger Berg nous apprend également dans son livre sur le Rabbinate français qu'Albert Manuel est né à Saint-Quentin en 1871. Celui-ci étudia à l'Ecole Rabbinique de 1890 à 1897. Rabbine, il fut Secrétaire Général du Consistoire de Paris et puis du Consistoire Central. Nous

savons également par différents documents, notamment *“L’Indicateur Israélite 1897”* de Philippe Sapin qu’il y eut un ministre-officiant du nom de Weiller et que cette communauté s’est constituée en association culturelle israélite en 1906. Un lieu de culte adéquat, c’est-à-dire une synagogue, a été inaugurée à Saint-Quentin en septembre 1934. *“L’Univers Israélite”* s’en est fait l’écho dans ses pages comme suit : *“On nous écrit de Saint-Quentin.*

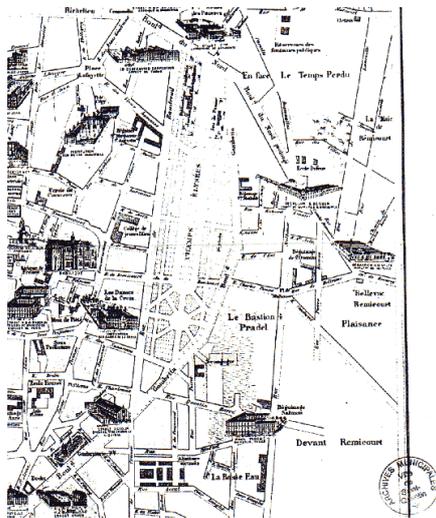
La Communauté de Saint-Quentin (Aisne) est heureuse de faire connaître aux Israélites français qu’avec l’aide de M. le Grand Rabbin de France et de M. le Rabbin Marcel Sachs, elle a pu fêter avec joie l’inauguration de son temple. Cette cérémonie était présidée par M. le Rabbin Schulmann, de Reims.

Ce dernier a adressé à l’assistance nombreuse et recueillie un discours exprimant sa satisfaction de se trouver réuni en un jour de joie avec ses frères et sœurs de Saint-Quentin. Il a remercié en termes éloquentes M. le Grand-Rabbin de France pour sa généreuse intervention, M. le Rabbin Marcel Sachs pour son aide efficace, toutes les personnes enfin qui ont contribué à édifier l’œuvre sainte. Le Président de la Communauté a pris la parole à son tour et a demandé aux Israélites de Saint-Quentin de rester toujours unis.

Après les prières pour la République et “La Marseillaise”, l’office du soir a clôturé cette belle cérémonie.

La Communauté renaissante de Saint-Quentin adresse à tous les chefs du Judaïsme, à tous les Israélites de France et de l’étranger ses vœux sincères pour l’année 5695.

Que Dieu, en faisant régner la Paix dans le Monde accorde à tous les enfants d’Israël une année heureuse et prospère”.



Plan de St Quentin



Synagogue de St Quentin



M. Broskine, avec un rouleau de la Loi à St-Quentin



La Synagogue de St-Quentin

Le cimetière Juif de Saint-Quentin

“L'espace dans lequel on ne rencontrera pas de sépultures en cours ou anciennes. Il est donc difficile, dit M. le Maire, sans s'exposer à des embarras assez grands et malgré tout le respect dû à chaque croyance, malgré le désir et la nécessité de fournir à chaque membre de la cité le coin de terre qui doit être son dernier asile, d'assigner dans ce cimetière un emplacement distinct et spécial aux Israélites. Celui de Oëstre se prêterait mieux à une séparation. Malgré sa mise en service déjà ancienne, une partie seulement de la surface, les quatre cinquièmes environ, est occupée. Une section vers la route est encore entièrement libre et l'on pourrait sans gêne, surtout si l'on tient compte de la faculté qu'aurait dès à présent la Ville de reprendre possession d'un grand nombre de places non concédées dans les autres sections, en séparer une moitié qu'aurait issue vers la route.

Cette moitié présenterait une surface d'une quarantaine de mètres pouvant contenir 12 à 14 sépultures, proportion israélite établie à Saint-Quentin.

La séparation à former le long du terrain, la porte à poser, le petit pont d'accès à construire au dessus du fossé qui sépare la route du cimetière occasionneraient, d'après l'architecte, une dépense de 200 frs, que l'on pourrait prendre sur le crédit d'entretien des cimetières.

M. le Maire indique, en terminant, d'autres points de vues sous lesquels la question se présente. Il donne lecture des dispositions de l'ordonnance du 6 décembre 1843, aux termes desquelles "le cimetière d'une commune où l'on professe plusieurs cultes doit être partagé par des murs, haies ou fossés, en autant de parties qu'il y a de cultes différents, avec une entrée particulière pour chacune, et en proportionnant cet espace au nombre d'habitants de chaque culte".

Il fait remarquer que des concessions de terrains pourront être consenties dans cette partie du cimetière comme dans les autres, et qu'en donnant satisfaction à une nouvelle catégorie d'habitants, la Ville pourra trouver l'accroissement de l'une des ressources. Il termine par cette considération : Si un Israélite venait à décéder dans l'indigence ou que la communauté ne voulut ou ne pût plus pourvoir aux frais du transport au cimetière de Reims, que ferait l'Administration municipale, obligée de veiller aux sépultures par devoir de convenance, de religion et aussi dans un intérêt de salubrité et de police ? La Ville s'imposerait certainement la dépense du transport au cimetière de Reims, et cette dépense d'une inhumation isolée serait déjà plus élevée que celle de l'appropriation proposée dans notre cimetière de Oëstres.

Après délibérations, le Conseil adoptant la proposition et les considérations présentées à l'appui, décide que les travaux indiqués seront effectués dans le cimetière de Oëstres, de manière à séparer de la section encore libre un espace de 40 mètres environ qui aura une entrée particulière sur la route et sera consacré aux sépultures israélites; il décide que la dépense, estimée à 200 frs environ, sera prise sur le crédit d'entretien des cimetières".

Culte israélite

Quelques documents nous donnent des renseignements sur l'administration du culte en Picardie :

Synagogue de Saint-Quentin n° 9 rue Poiret en 1877

Administration :

M. Deutch, président, 6 place du Huit Octobre.

M. Michel Weiller , Ministre Officiant, 4, rue des Trois Savoyards.

25 familles israélites.

Sources de références : Almanach - Annuaire de Saint-Quentin 1892.

Il est à noter que M. Deutch exerçait la profession de représentant de Commerce et que Michel Weiller exerçait la profession de Ministre Officiant.

Les membres de la Communauté occupaient toutes formes de profession :

Madame Deutch résidant 6 place Saint-Louis fut rentière.

Madame May, veuve, résidant au 40 rue Saint Anne, fut rentière.

Monsieur Bloch tenait un magasin de Bazars au 123 rue d'Isle.

Monsieur Marx tenait un magasin de Bazars au 122 rue d'Isle.

Les fils Cahen furent négociants de tissus de Cotons en tous genres au 19, rue du Gouvernement.

Monsieur Paul Pick fut négociant de cotons filés, résidant au 22, rue Saint-Jean.

Monsieur Kalinowski fut photographe au 78, rue d'Isle.

Messieurs Meyer & Weil furent Tailleurs au 4 Grand Place.

Monsieur Bauer fut fabricant de broderies, résidant au 9 rue de l'Evêché ainsi que Monsieur Daltroff (Route de Guise, Petit Harly).

Les demoiselles Moch étaient modistes au 12 Place de l'Hôtel de ville....

14 février 1877

Demande de la Communauté Israélite pour la Synagogue.
Il est donné de la demande suivante de la Communauté Israélite de Saint-Quentin.

Monsieur le Maire,

Il y a environ quinze ans que les **Israélites de Saint-Quentin** exercent leur culte dans la ville : depuis cette époque, l'**administration de la Communauté** a fait des efforts inouïs pour remplir ses engagements, sans le secours de personne.

Il y a trois ans vous avez bien voulu faire don à la **Communauté**, d'un terrain, pour y bâtir une **synagogue**. La dite **Communauté** n'ayant pu réunir les ressources nécessaires à la construction de son **Temple**, s'est vue dans la nécessité de ne pouvoir accepter cet emplacement. Nous avons donc continué nos cérémonies religieuses dans le petit **Temple** que nous occupons actuellement, **Rue Bisson**.

Le bail que nous avions, étant arrivé à terme, le propriétaire, qui a besoin de sa maison entière, ne veut pas le renouveler ; il vient de nous donner congé.

Le nombre des **Israélites de Saint-Quentin**, augmentant tous les jours, nous oblige à chercher un établissement. Beaucoup plus grand.

Les ressources dont peut disposer la **Communauté** sont tout à fait minimes, ce qui nous oblige à venir vous prier, **Monsieur le Maire**, de vouloir bien appuyer notre demande près de votre **Conseil**, afin que nous puissions obtenir de la **Ville**, soit un local convenable, pour l'exercice de notre culte, soit une subvention qui nous permette de chercher nous même ce local.

Dans l'espoir que vous voudrez bien accueillir favorablement notre demande, nous vous prions d'agréer, **Monsieur le Maire**, l'assurance de nos sentiments distingués.

Pour la Communauté Israélite.
Le président, A. BLUM Le secrétaire, MAY
Le Conseil renvoie la demande de la Communauté israélite, à l'examen d'une Commission composée de MM. Derlet, Nobécourt, Duclos, Thiéry et Dreptin.

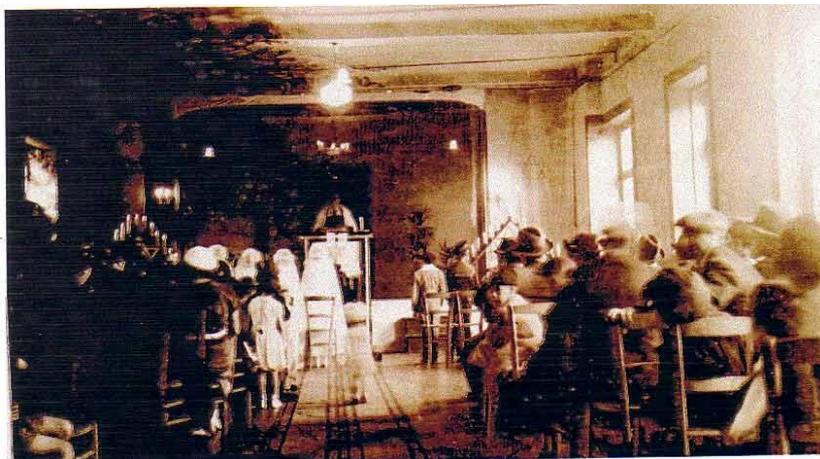
CHRONIQUE LOCALE

Saint-Quentin, le 26 septembre 1878.

CONSEIL MUNICIPAL
DE SAINT-QUENTIN

Ordre du jour de la séance du 28 septembre

- 1^o Installation de l'éclairage au gaz dans les écoles communales. (Rapport) ;
- 2^o Décompte des travaux de construction de l'Ecole de garçons du faubourg Saint-Jean. (Rapport) ;
- 3^o Rapport de la Commission des fontaines publiques sur diverses demandes d'eau ;
- 4^o Résultats des enquêtes sur 1^o Les alignements de la rue d'Aumale ; 2^o La suppression du tatus du boulevard de l'Est ; 3^o Le nivellement de la rue de Tour-Y-Val ;
- 5^o Secours aux familles des réservistes appelés sous les drapeaux en 1878 ;
- 6^o Mémoire des fournitures d'habillements et d'équipements faites aux Sapeurs-Pompiers, par M. Thiery, tailleur à Paris.
- 7^o Pétition relative à l'Ecole des Frères et réclamations du directeur ;
- 8^o Renouvellement des assurances des bâtiments communaux ;
- 9^o Question de la suppression de l'abreuvoir Saint-Martin ;
- 10^o Cession de terrain à M. Hachet-Brunelin, chemin de Oestres, par suite d'alignement ;
- 11^o Réclamation du gardien du Cimetière, au sujet des enterrements d'indigents ;
- 12^o Demande de la Communauté israélite, relative à l'éclairage de la rue Poirct.



Culte Israélite

M. Bamberger, Ministre du Culte à Saint-Quentin.

Aujourd'hui vingt cinq août mille huit cent soixante douze, dix heures du matin. Par devant nous Charles Désirée Mariolle Maire et Officier de l'Etat Civil de la Ville de Saint-Quentin, chevalier de la Légion d'Honneur, a comparu Joseph Dreyfus, marchand, âgé de trente cinq ans, demeurant en cette ville rue Sainte Pécinne N°59, lequel nous a déclaré que Charlotte Metzger, sa femme âgée de trente deux ans cinq mois, née à Fegenheim, le sept mars mil huit cent quarante est accouchée en son domicile ce matin à six heures d'un enfant qu'il nous a présenté et que nous avons reconnu être de sexe féminin. Auquel il a donné pour prénom celui de Valentine, de laquelle Déclaration acte a été dressé en Double de Paul Bethune, employé, âgé de vingt deux ans et Eugène Défontaine, employé, âgé de trente quatre ans, tous deux demeurant en cette ville, qui ont signé avec nous ainsi que le comparant.

Mariée à Paris dans la Mairie du Onzième le sept avril mille neuf cent quatre, avec Gustave Sless. Pour mention à Saint-Quentin le vingt six mai mille neuf cent quatre.

Dans le Journal le Guetteur de l'Aisne de 1878 :

“Conseil Municipal de Saint-Quentin

Ordre du Jour du 28 septembre 1878

12° Demande de la Communauté Israélite, relative à l'éclairage de la rue Poiret.”

Annuaire Officiel de L'Aisne 1878 :

“Culte Israélite :

Mr Bamberger, ministre du Culte, à Saint-Quentin”.

1878 Séances du Conseil Municipal

Démission de Mr. Blum

Il est donné lecture d'une lettre par laquelle Mr. Blum déclare ne pouvoir accepter les fonctions de conseiller municipal à Saint-Quentin (20 Janvier 1878).

Association Cultuelle Israélite de Saint-Quentin.

En 1906, la Communauté israélite de Saint-Quentin se déclare sous forme d'association cultuelle comme le veut la loi de 1905 sur la séparation des biens de l'Eglise et de l'Etat. En 1934, elle est domiciliée au 11 bld Henri Martin et réorganise ses buts : Culte et instruction religieuse. Le Comité comprend MM. Dugowson, Mangot, Trouman, Dukan, Einheber, Wrobel et Schlamovitz.

UJRE se trouve au 8 rue Emile Zola, elle est présidée par M. J. Goldring, Vice-Président ; M. Viller, Secrétaire ; M. J. Frouman, Trésorier ; M. Rosen, membre.

Annuaire de la Ville de Saint-Quentin - Année 1910

Synagogue : Rue Poiret, N°9

Mr. Lambert , Président ; M. Max Kesselmann, Ministre Officiant - 36 familles israélites

Fabrique de Tissus Frères Bernheim

Brunswick et Weil

Mr Lambert : 20, rue de Tunis Peintre

Modistes

Bloch 23, rue de la Sellerie

Bloch et Stein, 40 Place de l'Hôtel de Ville

Entreprise de Broderies des Wormser : 156 rue de la Fère

Synagogue de St-Quentin en 1935

Président du Consistoire : Deutsch

Ministre officiant : Weiller

David Zolty : Président de la Communauté Israélite de Saint-Quentin

Mr le Rabbin Brandrissse : Mort en déportation

Mr Beczkowski : Ministre Officiant - Mort en déportation.

Alliance Israélite Universelle

L'Alliance Israélite Universelle a été créée à Paris en 1860, son premier acte fut le lancement d'une souscription en faveur des Chrétiens du Liban. En effet, une montée soudaine de violence en Syrie/Liban poussa les Musulmans chiïtes à des massacres contre la population chrétienne maronite dans le sud du pays. Toutes les associations caritatives de l'époque, les journaux de toutes tendances, les hommes politiques et même Napoléon III lancèrent un appel en faveur des victimes. Afin de ramener le calme le gouvernement impérial envoya un corps expéditionnaire de 6000 marsouins dans ce pays du Levant. C'était la première tentative coloniale de la France afin d'installer un protectorat dans cette région du monde. Toutes les sections de l'Alliance Israélite Universelle participèrent aux différentes souscriptions qui furent lancées pour aider les blessés. Au fil des années, l'AIU joua un rôle plus modéré, celui de créer des écoles dans les pays ou les régions dans lesquelles se trouvaient des communautés juives en danger : Europe Orientale, Balkans, Mésopotamie, Moyen-Orient, etc....

Pour financer ces projets, il fallait le soutien financier des membres. Le Bulletin de l'Alliance Israélite Universelle publiait chaque année les noms des nouveaux membres. Pour l'année 1864-1865, les nouveaux membres dans la Région du Nord étaient :

Amiens (Somme)

Mr Kaufmann (Isaac), marchand de confections.
Kaufmann, marchand de confections.

Arras (Pas de Calais)

Mr Marx (Léopold), ingénieur en chef des ponts et chaussées

Beauvais (Oise)

M. Halbronn (Léopold)
Médecin aide-major au 7ème chasseur à pied.

Douai (Nord)

M. Vidal (Auguste)
Professeur à la Faculté des Lettres.

Dunkerque (Nord)

MM
Levy (Léon), marchand tailleur
Wahl (Sylvain), sous-lieutenant au 35e de ligne.

Lille (Nord)

MM.
Bloch (Charles), garde d'artillerie, chevalier de la Légion d'Honneur.
Levy (Gerson), marchand de nouveautés,
Oury-Cahen, négociant
Weil (Alfred), étudiant en médecine
Weyl (Emile), enseigne de vaisseau de la marine impériale.

Reims (Marne)

Neumark (Maurice), confectionneur.
Weinmann (Charles), marchand de nouveautés.

Saint-Quentin (Aisne)

M. Blum (Abraham), négociant.

Valenciennes (Nord)

Dreyfus (David), confectionneur.
Schnerf (Salomon), marchand de nouveautés.

Adhésions nouvelles et rectification à la liste générale publiée en janvier 1865.

Lille (Nord)

M. Wahl (Oscar), négociant

Valenciennes (Nord)

M. Marx (Maré), ministre-officiant
Rabbin à Sedan puis à Verdun, mort pour la France :

Mr le Rabbin Jules Ruff, Rabbin de Verdun, Aumônier militaire, mort pour la France le 3 septembre 1917.

Ne nous trompons pas, les Communautés de Boulogne-sur-Mer, de Dunkerque, de Roubaix, de Saint-Quentin, de Chalons Sur Marne, de Vitry le François, de Reims, d'Eprenay, de Sedan et de Valenciennes faisaient partie de la circonscription de Lille en 1904-1905 (Sources Calendriers - Annuaire à l'usage des Communautés Israélites pour l'année 5661).

En l'année 1870

Sedan

Eugène Klein (Président)
Auguste Worms (Trésorier)
Mirtil Mayer (Secrétaire)

Adhésions reçues pendant le premier semestre 1870 pour la localité Saint-Quentin :

MM.
Bamberger.
Deutsch, fils.
Jacowski.
Neumarck.
Raas.

Liste des sommes envoyées au Comité Central :

Villers-Cotterêts : B.S. Merzbach (Envoyeur), Paris, reçus en francs : 20

Valenciennes : Lévy (Rabbin), envoyeur, reçus en francs : 88

Saint-Quentin : Abraham Blum, envoyeur, reçus en francs : 96 frs.

Un oubli

En 1900 - 1901

Saint-Quentin

Deutsch (Administrateur)

Emile Cahen (Rabbin)

Meyer (Ministre-Officiant)

M. Emile Cahen également rabbin de Boulogne S/Mer, de Dunkerque, de Roubaix et de Saint-Quentin. Les Communautés de Boulogne Sur Mer, de Dunkerque, de Roubaix, de Saint-Quentin, de Chalons-sur-Marne, de Vitry le François, de Reims , d'Eprenay, de Sedan et de Valenciennes faisaient partie de la circonscription de Lille en 1900-1901.

En 1904 - 1905

Boulogne Sur Mer

E. Cahen (Rabin)

Administrateur : Ernest Dreyfus

Ministre-Officiant : Weill-Picard.

Dunkerque

Emile Cahen (Rabin)

Hanau (Administrateur)

Picard (Ministre-Officiant)

Roubaix

Emile Cahen (Rabin)

Th. Meyer (Administrateur)

Roos (Ministre-Officiant)

Saint-Quentin

Emile Cahen (Rabin)

Meyer (Ministre Officiant)

Chalons-sur -Marne

Schumacher (Rabin)

Ulman (Administrateur)

Baumann (Ministre-Officiant)

Vitry le François

Schumacher (Rabin)
Hermann (Administrateurs)
Dreyfus (Ministre-Officiant)

Reims

Hermann (Rabin)
Docteur Aron (Administrateur)
Schwartz (Ministre-Officiant)

Epernay

Hermann (Rabin)
Michel Levy (Administrateur)
Netter (Ministre - Officiant)

Sedan

Wolff (Rabbin)
Pintus (Administrateur)
Metzger (Ministre - Officiant)

Valenciennes

Meyer (Rabin)
L. Dreyfus (Administrateur)
Weill (Ministre-Officiant)

Dons divers

“ Dans notre compte-rendu de la semaine dernière, au sujet de la fête des cheminots, nous avons omis de citer les noms des membres de différents Comités à qui nous devons la magnifique fête du 18 septembre.

Ce sont , pour le Comité de Cité :

M. Foucart, notre sympathique et dévoué chef de gare, président; M. Gillet, vice-président; MM. Merlin, Froment, Belbézier, Lengrand et Poirer.

Et pour la Fraternelle : MM. Gillet, président; Vandeveld, vice-président; Dajon, trésorier, et Martin, secrétaire.

A tous nous présentons nos plus vives félicitations ainsi qu'aux dévoués commissaires MM. Patte, Verplanque et Vincent, ainsi qu'à l'actif moniteur de la Société de gymnastique, M. Seran. Félicitations également à M. R. Casiez, professeur de piano, qui fit montre pendant le concert du repas d'un réel talent d'artiste.

Les organisateurs nous prient de remercier en leur nom, M. Patte, entrepreneur en transports, qui, gracieusement a assuré le transport en camion de la Société des Trompettes de Bohain, ainsi qu'aux généreux donateurs dont les noms suivent :

M. Lévy, meilleurs meubles (chambre à coucher de 1200 frs.); MM. Seret frères, Delherme, Dossu, Bazar de la Renaissance, Braconnier, Parent, Millet, Daux, Lefebvre, Boure, Association Fraternelle C.F.F., Pézier, Cincent, Mauve, Lefroid, Dsprez-Pollet, Monnavet, Wagner, Berdeaux, Guinard, Engel, La Saint-Quentinoise, Musart, Huguet Delheye, Brevet, Pioche-Robert Beugez, Robert et Jalliant, Duval, Mariolle, Vannier, Brasseries Saint-Quennoises, Boure, Létot, Coopérative Militaire. Gourdin, Bajon, Grandes Brasseries, Pluche, Oudineau, Brunelle, Sarazin, Ravin, Flament, etc., etc.

Donateurs en espèces : MM. Schmidt, Touron, Mme François Hugues, Roi, Jaffary, Comptoir Central d'Achat, Lefebvre, bois, Allilaire, Roi, camionneur, Fournier, Tassart et fils, Tabary, Thomas, Galiègue, Entrepôts de Rocour, Henry Mariolle, Entreprise Féron, Bérard, bois.

Des Uhlans à Saint-Quentin

“L’Univers Israélite” annonce la capitulation de Saint-Quentin et l’entrée des troupes prussiennes dans la ville :

“Amiens 27 mars, Samedi dernier, il y a eu ici service divin avec environ quarante soldats juifs des régiments 28 et 29 ; quelques civils du train et quelques fournisseurs étaient également présents. Il n’y a qu’une seule voix sur la bravoure et la solidité des soldats juifs. Les officiers disent : “les gaillards vont bien, non parce qu’ils sont Juifs, mais quoi qu’ils soient Juifs”. Les premiers uhlands entrant à Saint-Quentin à la prise de cette ville étaient deux Juifs, Herz et Appel, du 7^{ème} régiment rhénan ; ce qui a donné lieu au capitaine d’Osten de faire cette remarque : “Qu’on vienne encore dire que les Juifs ne sont pas braves ! Où nul ne veut avancer, ceux-ci se présentent volontairement”. Le frère du susdit uhlan Herz, seroant au 41^e d’infanterie, fit prisonnier, le 2 août, le premier officier français, près de Saarbruck, et fut décoré de la Croix de fer et de l’Ordre de Hohenzollern. Je pourrais raconter des actions de courage militaire de nos coreligionnaires”.

“L’Univers Israélite” raconte que les soldats juifs prussiens prièrent dans la Synagogue de Saint-Quentin en 1871. Le rédacteur relate ce que fit le Dr Blumenstein, aumônier militaire des troupes prussiennes pour le Nord de la France : “Arrivé à Saint-Quentin le vendredi 17 février, il fit commander un service divin pour le lendemain, à 8h00 dans la Synagogue de cette ville. A l’heure indiquée, seize hommes du 70^{ème} régiment, accompagnés d’un sous-officier chrétien, sont arrivés. Il y a ici, écrit-il, environ vingt famille juives. Les nombreux visiteurs renoncèrent en faveur des soldats, à être appelés à la Torah et restèrent aussi présents pendant le sermon (ce qui semble étonner le brave docteur). Il a de nouveau rencontré beaucoup de joie sur son passage”.

Après la perte de l’Alsace et une partie de la Lorraine beaucoup de Juifs de ces provinces s’installent dans la nouvelle France. Ils vont peupler des régions où il faut relancer l’industrie, notamment en Normandie et en Picardie. On trouve ainsi les Ollendorf, importateurs d’engrais à Soissons, les Brunschwig et les Weil, fabricants

de tissus à Bohain. Selon l'Empire allemand établi en Alsace/Lorraine, ces Juifs sont allemands. Or, ceux-ci demandent à être réintégrés à la nationalité française. Les Archives conservent encore tous les décrets de réintégration de ces migrants intérieurs. Sous la III^{ème} République, promotion sociale des Juifs dans l'Armée et dans le Service de l'Etat : les plus connus seront Léon Cohn, Albert Hendlé et Schrameck, Préfet de l'Aisne.

Henrich Scharfenstein

Sur le répertoire alphabétique des séries généalogiques de l'ancien Cabinet des Titres de la Bibliothèque Nationale, j'ai consulté la pièce Scharfenstein; il s'agit d'un soldat comme Heinrich Scharfenstein, personnage de La Royale Maison de Savoie dans le livre d'Alexandre Dumas. Dans le dossier Scharfenstein, nous trouvons le petit nom Friedrich; il est Colonel de Régiment de 3 hommes de guerre allemands, présent en France au Service du Roi comme l'était Heinrich Scharfenstein sous Gaspard de Coligny à la Bataille de Saint-Quentin en 1557... Dans le fichier il est mention d'une somme d'argent accordée pour son retour en Allemagne datée du 29^{ème} jour de novembre 1586. Tout tient à penser que Friedrich aurait eu un lien de parenté avec les deux frères Scharfenstein : Heinrich et Frantz ; Frantz est le neveu d'Heinrich. Ils sont représentés comme des géants de l'infanterie « *forts et bêtes* », Heinrich tout au long de l'ouvrage est représenté comme un Goliath sot mais efficace. Alexandre Dumas représente les deux Scharfenstein comme n'ayant aucun projet, aucune idée ; il les décrit efficaces par leurs forces physiques exceptionnelles, au service du roi Henri II en qualité de capitaines.



Alexandre Dumas décrit les deux Scharfenstein comme des protestants allemands, il cite Lactance « *C'est un catholique ardent qui souffre avec peine le voisinage des deux Scharfenstein, dont il craint toujours que l'hérésie ne le souille* ». Par le personnage Lactance, les Scharfenstein sont hérétiques.

En analysant leur patronyme, je constate que Scharfenstein vient de Scharf : nom d'origine germanique et Yiddish dérivé de l'hébreu "HARIF" qui signifie

« esprit brillant, vif ». Scharfenstein signifie « pierre aiguisée, affûtée », nom attribué à un boucher.

En se référant à Scharfenstein dans le livre intitulé « *Les secrets et trésors cachés des noms de famille juifs* » de Claude Mezrahi, nous pouvons penser que les Scharfenstein évoqués par Alexandre Dumas auraient eu des origines juives.

Georges-Henri Halphen

En 1871, la Guerre franco-prussienne fait rage. Georges-Henri Halphen, officier de l'armée du Nord se distingue alors dans les combats de Saint-Quentin. Après la bataille, il reçoit la Croix de la Légion d'honneur.

Le Nord de la France subit l'occupation prussienne et les combats d'arrière-garde sont meurtriers comme en témoigne le jeune lieutenant Georges-Henri Halphen de l'armée du Nord : « *Ma batterie a affreusement souffert et a admirablement donné pendant les deux jours entiers (à la bataille de Bapaume du 3 janvier 1871). Les larmes me viennent aux yeux chaque fois que je la rassemble : à peine la reconnais-je !* ». Lui-même se distingue encore aux combats de Saint-Quentin et reçoit pour ses actes de bravoure la croix de la Légion d'honneur, une récompense qu'il préfère « *du modèle républicain* » comme il l'écrit à sa mère.

Georges-Henri Halphen (30 octobre 1844 - 21 mai 1889) était un mathématicien français. Il fit ses études à l'Ecole Polytechnique (Promotion X1862).



Georges-Henri Halphen

G.-H. Halphen est né le 30 octobre 1844 à Rouen. Il quittera Rouen à l'âge de 4 ans à la mort de son père, négociant en tissus. Halphen épousa en 1872 Rose Marguerite Aron dont il eut quatre garçons et quatre filles. Il meurt le 23 mai 1889 à Versailles. Trois de ses fils furent militaires, deux moururent au cours de la Grande Guerre. Charles Halphen (1885-1915), fils de Georges, fut vice-secrétaire de la SMF. Étienne Halphen (1911-1954), l'un des petits-fils de Georges, est l'auteur d'importants

travaux de statistique appliquée. Aucun des descendants actuellement vivants de G.-H. Halphen ne porte le nom de son aïeul.

Le mathématicien G.-H. Halphen reste inconnu du grand public. A Rouen comme ailleurs, aucun établissement scolaire et aucune rue ne porte son nom.

Voici quelques dates marquantes de sa vie :

1862 à 1866 - Études à l'École Polytechnique, il en sort avec le grade de sous-lieutenant élève d'artillerie,

1869 - Publication de son premier travail mathématique,

1870 - Chevalier de la Légion d'honneur pour sa conduite brillante à la bataille de Pont-Noyelles,

1871 - Participation à la lutte contre la Commune de Paris et au second siège de Paris,

1873 - Répétiteur à l'École Polytechnique,

1878 - Doctorat de la faculté des Sciences avec pour sujet « les invariants différentiels »,

1880 - Prix Steiner (partagé avec Max Noether) de l'Académie des Sciences de Berlin,

1881 - Grand Prix des Sciences Mathématiques de l'Académie des Sciences de Paris pour son mémoire sur la réduction des équations linéaires aux formes intégrables,

1883 - Prix Poncelet de l'Académie des Sciences,

1884 - Chef d'escadron,

1885 - Prix d'Ormoy,

1885 - Membre de l'Académie des Sciences de Liège,

15 mars 1886 - Élection à l'Académie des Sciences de Paris (par 49 voix sur 51 votants),

octobre 1886 - Commandant des batteries au 11e régiment de Versailles,

1887 - Membre de l'Académie Royale de lincei de Rome,

1889 - Membre de l'Académie des Sciences de Copenhague.

Ses travaux concernent avant tout la géométrie algébrique et les problèmes algébriques qui se posent dans la théorie des équations différentielles ordinaires. Il a aussi contribué à d'autres domaines des mathématiques comme les fonctions elliptiques, la théorie des nombres et la mécanique.

Ses oeuvres en quatre volumes ont été éditées par Camille Jordan, Henri Poincaré, Émile Picard avec la collaboration de Ernest Vessiot. De plus, il est l'auteur d'un monumental traité non achevé des fonctions elliptiques en trois volumes. Rappelons qu'il n'a vécu que 45 ans et fut d'abord un militaire !

En ce qui concerne Georges-Henri Halphen à la bataille de Saint-Quentin (janvier 1871), voici le rapport du général Faidherbe, commandant de l'Armée du Nord :

... La batterie Halphen avait pris une excellente position à la gauche de Francilly et y a combattu d'une manière remarquable pendant toute la journée (1)

Le colonel Ravaut, témoin oculaire :

Je n'ai jamais assisté à un combat d'artillerie aussi sanglant ; les hommes avaient une attitude extraordinaire, l'instinct de la conservation n'existait pas pour eux ... Le capitaine Halphen était un officier d'une bravoure et d'un sang-froid extraordinaires ; sa batterie était animée de l'esprit héroïque qu'il avait su lui inspirer par son exemple et par ses paroles.

Je suis sain et sauf ; ma batterie, fortement éprouvée, a donné avec honneur. Nous avons été fortement broyés par des troupes doubles en nombre des nôtres..... Je suis éreinté mais me porte très bien.

aux mêmes, 28 janvier :

“.... La journée du 19 a été bien funeste à notre armée, principalement à ma division, qui a couvert la retraite, et dont une grande partie a été faite prisonnière. Heureusement nos soldats n’ont pas l’habitude de rester longtemps en captivité. Echappés de Sedan ou de Metz, ou de Verdun, etc .., pour la plupart, ils se sont sauvés une fois de plus, au grand désespoir des casques à pointe. Il n’y a qu’une voix dans mon corps d’armée pour convenir que c’est ma batterie qui nous a sauvés d’un désastre. C’est grâce à l’opiniâtreté avec laquelle je suis resté en position et fait rester un régiment d’infanterie, mon soutien, que notre aile droite n’a pas été tournée avant la nuit. Si j’avais consenti à écouter le colonel de ce régiment qui voulait battre en retraite deux heures plus tôt, nous aurions sans doute été cernés. J’ai eu la satisfaction, dans ma journée, de démonter trois pièces ennemies. Je sais de source certaine que les pertes des Prussiens dépassent 8.000 hommes.

Lettre de Georges Halphen à sa sœur et à son beau-frère, 21 (?) janvier 1871 :

Je suis sain et sauf ; ma batterie, fortement éprouvée, a donné avec honneur. Nous avons été fortement broyés par des troupes doubles en nombre des nôtres..... Je suis éreinté mais me porte très bien.

aux mêmes, 28 janvier :

“.... La journée du 19 a été bien funeste à notre armée, principalement à ma division, qui a couvert la retraite, et dont une grande partie a été faite prisonnière. Heureusement nos soldats n’ont pas l’habitude de rester longtemps en captivité. Echappés de Sedan ou de Metz, ou de Verdun, etc .., pour la plupart, ils se sont sauvés une fois de plus, au grand désespoir des casques à pointe. Il n’y a qu’une voix dans mon corps d’armée pour convenir que c’est ma batterie qui nous a sauvés d’un désastre. C’est grâce à l’opiniâtreté avec laquelle je suis resté en position et fait rester un régiment d’infanterie, mon soutien, que notre aile droite n’a pas été tournée avant la nuit. Si j’avais consenti à écouter le colonel de ce régiment qui voulait battre en retraite deux heures plus tôt, nous aurions sans doute été cernés. J’ai eu la satisfaction, dans ma journée, de démonter trois pièces ennemies. Je sais de source certaine que les pertes des Prussiens dépassent 8.000 hommes.

Malgré tout, point de récompenses. Gambetta, qui était ici ces jours derniers, est parti furieux parce que les gens qu’il a consultés lui ont exprimé le désir de voir finir la guerre. On espérait qu’il nous donnerait quelques croix et quelques médailles. Rien. Chaque jour je reçois des lettres d’une foule de braves gens qui ont été amputés à la suite des blessures reçues dans ma -

(1) Général de division Faidherbe, ex-général en chef de l’Armée du Nord : *Campagne de l’Armée du Nord*, dédié à Monsieur Gambetta (Dentu, éditeur, 1871) Bataille de Saint-Quentin, page 65, *in fine* et page 95, note L.

batterie aux diverses batailles. Les malheureux se recommandent à mon souvenir ; et je ne puis rien pour eux. A chaque affaire, on me fait salir des liasses de papier, pour des propositions, et cela n'aboutit à rien. Moi-même, j'ai été proposé trois fois pour la croix, sans compter la proposition d'après Villers-Bretonneux, chaque fois avec les éloges les plus grands

.....
..... Je mets au-dessus d'un bout de ruban mon nom connu de dix mille hommes comme le synonyme de bravoure. ... je puis le dire hautement puisque c'est rendre hommage bien moins à moi qu'aux braves gens qui servent sous mes ordres. Mon seul mérite est de ne pas leur être inférieur en courage.

Ma batterie a tellement donné et souffert à Saint-Quentin qu'on ne peut comprendre que je sois sain et sauf. Aussi ai-je passé pour mort pendant quelque temps, ou au moins pour grièvement blessé. Grâce au hasard, les obus se sont contentés de m'envoyer de la boue et les balles de me faire de la musique aux oreilles. Je suis presque honteux de ma veine."

à sa mère, 31 janvier 1871 :

"..... J'ai pris part, comme lieutenant, à la bataille de Villers-Bretonneux le 27 novembre ; et comme capitaine aux autres affaires qui ont été extrêmement chaudes, principalement la dernière à Saint-Quentin, le 19 janvier. J'ai admirablement supporté les fatigues d'une campagne très dure, et me porte mieux que jamais.....
... J'ai depuis longtemps, comme homme et comme soldat, le coeur navré."

à sa mère, 2 février 1871 :

"..... Je suis à l'Armée du Nord; j'ai été nommé capitaine le 3 décembre et ai quelque espoir d'être décoré. Aucune blessure, hormis à mon manteau, voilà le bilan pour cette campagne, bien que j'ai pris une part très active à quatre batailles très chaudes, dont une, celle de Bapaume, a duré deux jours.....

..... Je t'ai déjà écrit, chère mère, (as-tu reçu mes lettres ?) que ma batterie avait fait réellement des prodiges de valeur à chaque affaire. J'en ai pour témoins irrécusables tous les officiers de tous grades de mon corps d'armée. Il n'est pas d'éloges, de preuves d'affection qui ne m'aient été prodiguées et il m'a fallu des démarches inouïes, répugnantes, pour obtenir l'espoir de quelques récompenses pour mes hommes. Je ne parle pas de moi. La croix m'est dûe, archi-dûe. On me la doit pour chaque bataille. Je l'aurai peut-être

Nous sommes tous mécontents, menés comme des pantins par je ne sais quels rabâcheurs, nous sommes battus, bafoués, volés, pillés

à la même, 16 février 1871 :

"(le 6 février) paraissait au Moniteur ma nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur. Je n'ai vu ce journal et n'ai su la chose que longtemps après.... Si tu veux me faire un grand plaisir, tâche de me procurer une croix du modèle républicain. Hors de Paris, on n'en peut trouver que du modèle impérial, ce qui me tente peu !

Cette récompense m'est donnée pour la bataille de Pont-Noyelles, la deuxième à laquelle j'ai pris part dans l'Armée du Nord, mais la première comme capitaine Ce qui vaut mieux, à mes yeux, c'est la bonne renommée qu'a su conquérir ma batterie dans mon corps d'armée.

à sa mère, 24 mars 1871 :

“.....Le 18 janvier, nous battions à Vermand, le lendemain à Saint-Quentin; et hélas ! quelle déconfiture ! Je n’y pense que la mort dans l’âme : ma batterie s’était surpassée et avait payé cher une résistance opiniâtre, dans laquelle nous avons démonté une batterie ennemie, et arrêté trois heures le flot d’infanterie qui nous tournait. Mais le spectacle de la retraite avait été si triste, j’avais vu tant de braves gens tomber à mes côtés, je voyais si bien la partie entièrement perdue, que j’étais honteux d’être encore debout.

Dans la nuit, pendant que nous cheminions sur la route de Cambrai, le général Paulze d’Ivoy, qui commandait le 23^e corps, vint m’embrasser ; on lui avait dit que j’étais tué, il était heureux de me revoir. Les dangers affrontés ensemble créent des liens étranges.

Quand on songe à l’horreur de tout ce sang versé, quand on songe qu’il faudra recommencer encore, comment ne pas maudire la folie des peuples, comment ne pas prendre les hommes en abomination ? Et il y a des gens qui ont le triste courage de rire aux mots de république universelle, de fraternité des peuples.

Le Professeur Jules Wogue à Saint-Quentin.

En 1898, *“L’Univers Israélite”* publie la nomination du Professeur Jules Wogue au Lycée de Reims en ces termes : *“Par décision récente du Ministère de l’Instruction publique, M. Jules Wogue, agrégé de l’Université pour les classes supérieures, passe du Lycée de Saint-Quentin à celui de Reims. Fils de notre Rédacteur en chef et collaborateur de L’Univers, le Professeur a tous les droits possibles à nos félicitations”*.



Le Grand Rabbin Lazare Wogue

Jules Wogue avait passé l’examen de licence à la Sorbonne en 1883 dans la Section *“Lettres”*. En sortant de l’Ecole Normale Supérieure, il est nommé agrégé

* Fils du Grand-Rabbin Lazare Wogue et d’Adèle Cerf. C’est le père de Mme Marcelle Wogue, épouse de Georges Huisman, directeur des Beaux-Arts et Vice-président de l’Alliance Israélite Universelle. Il était le cousin de Fernand Lévy-Wogue

pour l'enseignement des Lettres et commence sa carrière au Lycée Michelet. Il écrit son premier article dans "L'Univers Israélite" en 1887 sous le titre "Malesherbes et les Juifs". Jules Wogue* épouse en janvier 1887 Mlle Sichel Lévy au Temple de la Victoire et MM. Zadock Kahn et Dreyfus rendent tour à tour hommage aux éminents services du Grand Rabbin Lazare Wogue.

Albert Manuel

Albert Manuel est né à Saint-Quentin en 1871, il étudia à l'Ecole Rabbinique de 1890 à 1897. Il fut ensuite nommé secrétaire général du Consistoire de Paris puis du Consistoire Central.

Monsieur Daltroff

Cette personnalité de Saint-Quentin un industriel de renom dans la fabrication de broderie. Dans l'Almanach - Annuaire de Saint-Quentin en 1892, son entreprise est mentionnée : route de Guise.

Dans les Archives Municipales de Saint-Quentin 1789-1898. En ce qui concerne les séances des Conseil municipaux, il se trouve ces informations :

- Pour le 31 janvier 1863

"Approbation d'un mémoire de Sieur Deutch pour fournitures d'effets aux Sapeurs Pompiers.

Monsieur Le Maire soumet au Conseil un mémoire du Sieur Deutch, marchand tailleur, montant à 600 frs pour fournitures de vestes et de pantalons d'incendies prêtés à des sapeurs-pompiers.

Il explique que cette dépense doit être prise sur le crédit de 1 200 frs affecté à l'entretien de la compagnie municipale, et qu'il ne s'agit pas d'un vote de crédit, mais d'une simple approbation du mémoire, son chiffre étant supérieur à 300 frs. Après délibéré, le Conseil approuve le mémoire pour être payé sur le crédit d'entretien de la Compagnie municipale des sapeurs-pompiers."

- Pour l'année 1877

"Proposition de M. Seligmann pour l'établissement de tramways dans la ville de Saint-Quentin, le 14 février de cette année."

Actes de naissance à Saint-Quentin

Beze Auguste 12 décembre 1856.

Blum Henry 5 janvier 1856.

Blum Edmond 22 septembre 1858.

Geisler Marie Emma 11 décembre 1854.

Geisler Hipolyte 6 août 1858.

Geisler Elie 1 mai 1860.
Geisler Henriette 2 octobre 1862.
Isaac Jules 16 avril 1855.
Deutch Adèle Berthe 5 mai 1855.
Deutch Clara 11 juin 1858.
Kalinowski Marie Amélie 11 septembre 1856.
Lang Salomon 04 janvier 1853.
Lang Cerf 24 juin 1855.
Lang Léon 3 janvier 1856.
Lang Jacob 13 février 1858.
Lang Samson 2 février 1860.

N° 81 Brunette Dreyfuss

''Aujourd'hui, trente et un janvier mil huit cent soixante trois. Deux heures du matin; pardevant nous Louis AlexisJoseph Leroy, premier adjoint à la Mairie de cette ville, Officier de l'Etat Civil délégué par le Maire le seize juillet mille huit cent soixante trois; est comparu, Jacques, colporteur, âgé de trente et un an, demeurant en cette ville, rue du Coupement N°7; lequel nous a déclaré que Rachel Blum, sa femme âgée de 26 ans, est accouchée en son domicile ce matin à cinq heures, d'un enfant qu'il nous a été présenté et que nous avons reconnu être de sexe féminin; auquel il a donné pour prénom celui de Brunette. Delaquelle déclaration acte a été dressé en double en présence de Adolphe May, tailleur, âgé de quarante quatre ans, et Daniel Hauser, artiste, âgé de quarante quatre ans, tous deux demeurant en cette ville. Lecture faite, le comparant et témoins ont signé avec nous.

Signé ; Dreyfuss, May, Hauser, - Leroy.''

Archives Municipales de Saint-Quentin

Actes de Mariage à Saint-Quentin

Lang Judas & Schnerf Agathe 1855
Molu Jules Charles & Beze Louise Adeline 15 avril 1856
Isaac Alexi & Dumont Eusebie 2 septembre 1876
Isaac Jules & Brisenoux Henriette 26 août 1876.
Helm Jacques & Brandenberger Marie 11 mai 1867.
Abraham Alphonse & Wuattellier Blanche Juliette 12 février 1874.
Bloch Eugène & Denis Malvina 13 novembre 1878.
Blum Henry et Dreyfus Brunette 8 décembre 1879.
Levi Alfred & Weiller Rosalie 23 novembre 1892.
Bloch Théophile & Vernet Marie Regina 9 juin 1900.
Levy Albert Elie & Meyer Camille 6 novembre 1900.
Levy Marx & Cahen Berthe 11 juin 1895.
Levy Ernest & Klein Julie 18 janvier 1898.

Liste des personnes originaires de St-Quentin qui se sont mariées à Paris :

Mariage du 4 mars 1872 24 Adar Paris à Nazareth
Mayer Sylvain né le 11 janvier 1847 à St Maur des Fossés
domicilié à St Maur
Léopard Léontine né le ???? 1850 à St Quentin
domiciliée à Ivry seine
Bénédiction donnée par le Rabbin Lehmann classe?
Mariage le 2 avril 1876 8 Nissan 5636
Levy Hector né le 3/3/1847 à St Quentin
domicilié 104 Bld Sébastopol
Meyer Alice née le 23/5/1854 à Paris
domiciliée 45 rue Trévisse
Bénédiction donnée par le Rabbin Zadock Kahn
Mariage le 8 février 1880 Paris Nazareth
Lévy Abraham né le 25 décembre 1852
domicilié à Paris
Lehmann Sara née le 11 septembre 1860 à St Quentin
domicilié à Paris
bénédiction donnée par le Rabbin Lazard
6ème classe, témoins Jacob Gins, Charles Heumfarth

Les mariages juifs à Paris avec des personnes originaires de Saint Quentin :

Actes de décès

Abraham Rose 26 mars 1858.
Geisler Marie Emma 15 septembre 1855.
Geisler Hyppolite 30 septembre 1861.
Levy Isaac 19 juillet 1855.
Lang Nathan 24 décembre 1860.
Taillefer Marie Françoise 6 novembre 1855.
West (sans vie) 11 mars 1856.
West James 26 août 1859.
Abraham Sanson 14 novembre 1864.
Bloch (mort né) 19 janvier 1866.
Lang Sara 20 janvier 1870.
Lang Sarah Berthe 5 décembre 1866.
Manuel Juliette 21 novembre 1863.
Bloch Alphonse 28 Août 1880.
Geisler Berthe 12 novembre 1880.
Helm Frédéric 2 mai 1878.
Deutch Gabriel Nathan 31 mai 1896.
Manuel Abraham 16 juillet 1877.
May Denise 2 avril 1884.

May Adolphe 22 novembre 1887.
May Ismerie 31 octobre 1890.
Mai Alexandre 15 mai 1891.
Bloch Eugénie 19 janvier 1898.
Deutch Nathan 14 juin 1895.
Golstein David 28 juin 1901.
Levy Florestine 21 avril 1901.
Meyer Emile 10 mars 1897.

Autres actes :

N° 151 Jacob Klein

Du onze mars mil huit cent sept à trois heures du soir ; Acte de décès de Jacob Klein, prisonnier de guerre du bataillon de Heinrichs, décédé aujourd'hui à deux heures du matin à l'hôpital de Fervaques de cette ville. Agé de 38 ans, natif d'Elbingen en Prusse. Sur la déclaration de Jacques Antoine Levent, fils âgé de 32 ans d'Abraham Lescut, âgé de 30 ans, tous deux tailleurs d'habits en cette ville qui ont signé . Lecture faite.

Constaté par Jean Louis Dessains , officier de l'état civil.

Acte de Mariage entre Léonce Philippe Dreyfus et Fernande Aliee Sauvage le 8/05/1906

Aujourd'hui 8 mai 1906 à 3 heures du soir en la mairie, publiquement, et par devant nous Jean Etienne Saratier , officier d'académie, conseiller d'arrondissement, adjoint remplissant par délégation du maire en date du 16 mai 1904 les fonctions d'officier de l'état civil de la ville de Saint-Quentin, ont comparu Léonce Philippe Dreyfus, voyageur de commerce, âgé de 33 ans et 5 mois, né à Mulhouse (alsace) le 28 novembre 1872, ainsi qu'il en résulte de son acte de naissance qu'il nous a présenté , domicilié à Paris 16^{ème} arrondissement, rue Guichard n°9, célibataire, fils majeur de Joseph Dreyfus, rentier, âgé de 70 ans, domicilié à Paris, rue Guichard n°9, présent et consentant, et de Cornélie Adelheit Heimann son épouse, décédée à Paris, 16ème arrondissement le 18 mars dernier, suivant la justification qui nous a été faite par la représentation de son acte de décès, d'une part, Et Fernande Alice Sauvage sans profession, âgée de 23 ans et 8 mois, née à Saint-Quentin le 18 août 1882, ainsi que nous l'avons vérifié et domiciliée rue Mulot n°5, célibataire, fille majeure naturelle non reconnue de Louise Olimpe Sauvage, d'Autre part, Lesquels nous ont requis de procéder à la célébration en cette ville les dimanches 22 et 29 avril dernier, Et à Paris, 16ème mairie, les mêmes jours, suivant certification représentée, Nous avons demandé aux futurs époux , ainsi qu'à la personne présente, ayant qualité pour autoriser le mariage, s'il a été fait un contrat de mariage ; ils nous ont répondu qu'ils n'en avaient pas fait. Aucune opposition audit mariage ayant été signifié, faisant droit à la réquisition, qui nous a été dressé, lecture faite par les actes et du certificat représentés qui demeureront annexés au présent. Après avoir été paraphés conformément à la loi, que du chapitre 6 du code civil, size du mariage, et des publications faites en cette ville. Nous avons demandé aux contractants s'ils veulent se prendre l'un pour l'autre pour époux, Sur leur réponse séparées et affirmative,

nous déclarons au nom de la loi que Ledit Léonce Philipp Dreyfus, et la dite Fernande Alice Sauvage sont unis par le mariage. A l'instant les époux ont déclaré qu'ils reconnaissent pour leur fille et entendent légitime par le présent mariage, Suzanne Marcelle Dreyfus, née à Saint-Quentin le 6 septembre 1903 et indiquée sur les registres de l'état civil issue de Léonce Philippe Dreyfus, et de Fernande Alice Sauvage. De quoi, nous avons rédigé acte en double en présence et assisté du côté de l'époux de Alphonse Joseph Légat, cafetier, âgé de 39 ans, son ami, et de Joseph Leloir, clerk de notaire, âgé de 26 ans, son ami, domiciliés à Saint-Quentin, et du côté de l'épouse de Charles Eugène Deuza, sergent au 87^{ème} régiment d'infanterie, âgé de 28 ans, son ami en garnison à Saint-Quentin, et de Fernand Lucien Lejeune, charcutier, âgé de 36 ans, son ami, domicilié à Saint-Quentin, Et ont les comparants et réunis signé avec nous , après lecture.

Année 1851

Aujourd'hui 14 juillet 1851, à midi, par devant nous Louis François César Arsenne Bourbier, maire de la ville de Saint-Quentin, a comparu Joseph Kalinowski, pharmacien, âgé de 41 ans, demeurant en cette ville, rue d'Isle n°22, lequel nous a déclaré que Elisabeth Désirée Marécat, sa femme, âgée de 28 ans, est accouchée en son domicile, avant hier, à 10h00 du matin, d'un enfant qu'il nous a présenté et que nous avons reconnu être du sexe masculin. Auquel il a donné pour prénom celui de Paul Henry. De laquelle déclaration acte a été dressé en double en présence d'Hippolyte Hazard, épicier, âgé de 33 ans, et de Marie Becker, âgée de 52 ans, tous deux demeurant en cette ville. Et lecture faite, le Comparant et les témoins ont signé avec nous.

N°205 - Aujourd'hui 17 mars 1851, à midi, par devant nous Louis François César Arsenne Bourbier, maire de la ville de Saint-Quentin, est comparu Henri Kuntzel, Commis - Négociant, âgé de 40 ans, demeurant en cette ville, rue de la Fosse n°5. Lequel nous a déclaré que Claire Aurore Carlier, sa femme, âgée de 22 ans, est accouchée en son domicile, hier, à 1h00 du matin, d'un enfant qu'il nous a présenté que nous avons reconnu être du sexe masculin. Auquel il a donné pour prénoms ceux de Louis Henri. De laquelle , déclaration acte a été dressé en double en présence de Claude Aimée Carlier, marchand-tailleur, âgé de 48 ans et Sieur Louis Nicolas Constant Keynel, rentier, âgé de 55 ans, tous deux demeurant en cette ville. Et lecture faite, le comparant et les témoins ont signé avec nous.

Aujourd'hui, 10 juillet 1851, 9h00 du matin, par devant nous Louis François César Arsenne Bourbier, Maire de la ville de Saint-Quentin, ont comparu Pierre Meyer, Ebéniste, âgé de 38 ans, demeurant à Saint-Quentin, rue Saint-Jean, sa femme, âgée de 32 ans est accouchée en son domicile ce matin, à 6h00, d'un enfant qu'il nous a présenté et que nous avons reconnu être du sexe féminin, auquel il a donné pour prénom ceux de Julie Amélie. De laquelle déclaration acte a été dressé en présence de Louis Joseph Delaire, manouvrier, âgé de 48 ans, et de Pierre François Grottart, Cordonnier, âgé de 41 ans, tous deux demeurant en cette ville. Et, lecture faite, le comparant a signé avec nous.

Aujourd'hui 23 février 1872, trois heures du soir. Par devant nous, Charles Désiré Mariolle, Maire et officier de l'état civil de la ville de Saint-Quentin. Chevalier de la légion d'honneur ont comparu Lehmann Blum, Commerçant, âgé de 33 ans, Demeurant en cette ville, rue d'Andelot n°7. Lequel nous a déclaré que Adele Metzger, sa femme, âgée de 28 ans est accouchée en son domicile hier à 10h00 du soir d'un enfant qu'il nous a présenté et que nous avons reconnu être du sexe féminin. Auquel il a donné pour prénom celui de Hermance. De laquelle déclaration acte a été dressé en Double en présence de Henri Lecaisne, âgé de 58 ans, et Edouard Lourda, employé, âgé de 23 ans. Tous deux domiciliés en cette ville. Et lecture faite, le comparant et les témoins ont signé avec nous.

Blum Lehmann Henri Lecaisne

Edouard Lourda Mariolle

Hermance Blum décédée le 24 juin 1946 à Nice , Pour mention à Saint-Quentin le 16 octobre 1946. L'Officier de l'Etat Civil.

N°579 – Florence Blum

Aujourd'hui 28 juillet 1870, 3 heures du soir. Par devant nous, Antoine Huet Jacquemin, Maire et officier de l'Etat Civil de la Ville de Saint-Quentin, Chevalier de la légion d'honneur, a comparu Lehmann Blum, Marchand, âgé de 30 ans demeurant en cette ville rue d'Isle n°86 ; Lequel nous a déclaré que Adèle Metzger, sa femme âgée de 27 ans née à Hégersheim, est accouchée en son domicile ce matin à 7 Heures, d'un enfant qu'il nous a présenté et que nous avons reconnu être du sexe féminin, Auquel il a donné pour prénom celui de Florence. De laquelle déclaration acte a été dressé en double en présence de Joseph Dreyfus, marchand, âgé de 33 ans et de Louis Joseph Lefèvre, manouvrier, âgé de 33 ans. Tous deux domiciliés en cette ville. Et lecture faite, le comparant et les témoins ont signé avec nous.

Blum Lehmann Dreyfus

Lefèvre Huet Jacquemin

Florence Blum décédée le 21 juillet 1952, Paris 16^{ème}, Pour mention à Saint-Quentin le 4 août 1952.

N°810 – Naissance d'Anna Kettenmeyer

Aujourd'hui 13 décembre 1851, 8 heures 30 du matin, par devant nous Paul Emile Mennechet, membre du Conseil Municipal de la ville de Saint-Quentin, remplissant les fonctions d'Officier de l'état civil est comparu Pierre Kettenmeyer, tailleur d'habit, âgé de 31 ans, Demeurant en cette ville, rue d'Orléans, n°8. Lequel nous a déclaré que Honorine Cailleux, sa femme, âgée de 35 ans, est accouchée en son domicile ce matin, à 5 Heures d'un enfant qu'il nous a présent et que nous avons reconnu être du sexe féminin. Auquel il a donné pour prénom celui d'Anna.

De laquelle déclaration acte a été dressé en double en présence de Sieur Louis Cailleux, âgé de 41 ans, et de Louis Joseph Poiret, Cordonnier, âgé de 62 ans, tous deux demeurant en cette ville. Et lecture faite, le Comparant et les témoins ont signé avec nous.

Acte de Naissance de Hippolyte Mosès :

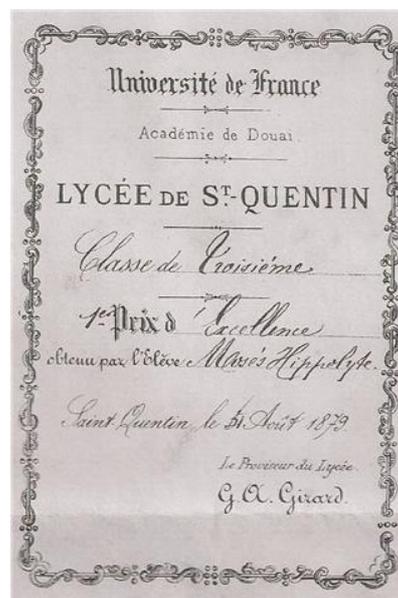
Aujourd'hui 13 octobre 1864, à 9 H 00 du Matin. Pardevant nous Antoine Huet Jacquemin, Maire et Officier de l'Etat Civil de la ville de Saint-Quentin, chevalier de la légion d'honneur, est comparu Aron Mosès, employé de commerce, âgé de 31 ans, Domicilié en cette ville, rue Sainte Pécinne, N°36. Lequel nous a déclaré que Joséphine Bamberger, sa femme, âgée de 30 ans, est accouchée en son domicile, hier, à 2 heures du soir, d'un enfant, qu'il nous a présenté et que nous avons reconnu être du sexe masculin, Auquel il a donné pour prénom celui d'Hippolyte . De laquelle Déclaration Acte a été dressé en double en présence d'Abraham Manuel, Bijoutier, âgé de 41 ans, et de Moïse Landauer, marchand de nouveautés, âgé de 23 ans, tous deux domiciliés à Saint-Quentin. En lecture faite, le Comparant et les témoins ont signé avec nous.

Mosès, Manuel, Landauer, Huet Jacquemin.

Acte de naissance de Louis Mosès :

Aujourd'hui 22 octobre 1866, 9H00 du matin, par devant nous Antoine Jacquemin, Maire et officier de l'Etat Civil de la ville de Saint-Quentin, Chevalier de la légion d'honneur. A comparu Aron Mosès, employé de commerce, Agé de 33 ans demeurant rue Saint Pécinne n°19. Lequel nous a déclaré que Joséphine Bamberger, sa femme, âgée de 28 ans née à Chateau Saluis "Meurthe" est accouchée en son domicile avant hier à deux heures du matin d'en enfant qu'il nous a présenté et que nous avons reconnu être du sexe masculin. Auquel il a donné pour prénom celui de Louis. De laquelle déclaration acte a été dressé en double en présence de Léon Lévy (Artiste Photographe), âgé de 56 ans et Armand Fidèle Constant Dumur, Marchand. Agé de 30 ans. Domiciliés en cette ville. Et lecture faite le comparant et les témoins ont signé avec nous.

Signé Mosès. Levy. Dumur. Huet Jacquemin.



Recensement

Les gouvernements successifs républicains, impériaux, royaux, etc ont toujours la même obsession : la Révolution. Il y a tout un arsenal de lois répressives contre les individus : interdiction de rassemblement, obligation de déclarer son installation ou son départ dans une ville, etc.... L'administration a aussi besoin de connaître la démographie de la population, ce qui oblige à des recensement. Des recherches ont permis de trouver des membres de la Communauté Juive de Saint Quentin dans le Recensement de 1861 :

Rue Croix Belle Porte

N°30 Neumarck Salvador 48 ans Tailleur

Neumarck épouse Wiel Pauline 54 ans

Rue Saint-André

N°08 Salomon Lazare 45 ans Colporteur

Epouse Benjamin Caroline 47 ans

Salomon Moïse 11 ans

Rue de la Sellerie

N°30 Blum Abraham 39 ans Marchand de nouveautés

Epouse Bloc Roseline 36 ans

Bloc Léon 32 ans Associés

Blum Henri 05 ans

Blum Edmond 02 ans

Rue de la Sellerie

N°30 Deutch Nathan 35 ans Tailleur

Epouse Bernard Clément 30 ans

Deutch Paul 09 ans

Deutch Berthe 06 ans

Deutch Claire 03 ans

Rue de Theligny

N°04 Molu Jules 28 ans Cordonnier

Epouse Bèze Adeline 34 ans

Molu Emilie 03 ans

Bèze Adélaïde 72 ans

Bèze, fille naturelle Julie 26 ans

Schiot Isaac 63 ans Colporteur

Rue d'Isle

N°115 Lang Léhman 38 ans Marchand

Epouse Schnerf Agathe 38 ans

Lang Léon 10 ans

Lang Jacob 08 ans

Lang Sanson 06 ans

Lang Elvire 04 ans
Lang Rosalie 02 ans

N°117 rue d'Isle
Kuntz 32 ans Boulanger
Epouse Rimette Philippe 38 ans
Kuntz Marie 2 mois

N°117

Lang Henriette 49 ans Marchande
Lang Meyer 18 ans Fils
Lang Jacques 16 ans
Lang Clément 10 ans
Lang Salomon 07 ans
Lang Serf 06 ans
Lang Eve 11 mois

N°125 rue d'Isle

Mendel Penat 42 ans Casquetier Polonais
Epouse Merulaski Jeannette 40 ans
Mendel Moïse 19 ans
Mendel Sarah 16 ans
Mendel Emmanuel 10 ans
Mendel Marie 06 ans
Mendel Alfred 05 ans
Mendel Abraham 03 ans
Mendel Isaac 02 ans
Mendel Jules 2 mois
Mendel Louise 8 mois Nièce

N° 110 Rue d'Isle

Weyl Samuel 31 ans Commis Voyageur
Epouse Hessel Anna 35 ans
Weyl Alfred 05 ans
Weyl Mathilde 03 ans
Weyl Mélanie 1 mois
Weyl Rébecca 1 mois

N°89 rue d'Isle

Gaisler Nathan 49 ans Marchand
Epouse Bloch Sara 39 ans
Gaisler Lisa 12 ans

Gaisler Serge 11 ans
Gaisler Fanny 09 ans
Gaisler Abraham 05 ans
Gaisler Paul 03 ans
Gaisler Elie 01 ans

Rue Saint-Anne

N°34

May Adolphe 45 ans Tailleur
May Pauline 45 ans

Année : 1866 - Décret du 26 mars 1866

95 rue d'Isle :

Lony Henriette 50 ans
Lang Mayer fils 23 ans
Lang Jacqueline fille 21 ans
Lang Lemman fils 18 ans
Lang Salomon fils 14 ans
Lang Cerf fils 10 ans
Lang Eve fils 06 ans

115 rue d'Isle

Lang Léhman Marchand 38 ans
Schnerf Agathe épouse Lang 38 ans
Lang Léon fils 10 ans
Lang Jacob fils 08 ans
Lang Sanson fils 06 ans
Lang Elvire fils 04 ans
Lang Rosalie fille 02 ans

115 rue d'Isle

Rausz Emmanuel Marchand 36 ans
Schnerf Pauline épouse 36 ans

23 rue du Collège

Kling Marie Rentière 60 ans
Landauer Moïse fils Marchand 24 ans
Landauer Isaac fils 24 ans
Landauer Mathilde fille 21 ans

34 rue de Amer :

Lehman Henri 40 ans
Landoher Rachel épouse Lehman 32 ans
Lehman Sarah fille 06 ans
Lehman Clarice fille 05 ans
Lehman Leon fils 02 ans
Lehman Joseph fils 10 mois

34 rue de Amer :

May Adolphe Tailleur 45 ans
May Pauline épouse 45 ans

20 rue des Capucins :

May Eugène Lithographe 28 ans
Gordig Mélanie épouse May 26 ans
May Louise fille 05 ans
May Eugène fils 04 ans
May Lucien fils 05 mois

41 place de l'Hôtel de Ville :

Brusch Chassek - Suisse - 42 ans

38 rue Croix Belle Porte :

Rosland

33 rue Croix Belle Porte :

Wargny Léon 33 ans
Wargny Noémie 21 ans
Wargny Berthe 01 an

30, rue de la Sellerie :

Blum Abraham 44 ans Marchand Nouveautés
Bloc Aline épouse Blum
Blum Henri fils 10 ans
Blum Armand fils 08 ans
Bloc Léon Frère d'Aline 38 ans.

36 rue de la Sellerie :

Deutsch Nathan 40 ans Marchand d'Habits
Bernard Clémence épouse Deutsch 30 ans
Deutsch Berthe Fille 10 ans.
Deutsch Claire Fille 07 ans.
Rabissoski Olivier Employé 26 ans

04 rue des Glacis :

Schisz Isaac Marek 64 ans
Schisz Julie fille 30 ans
Schisz Paul fils de Julie 01 an.

05 rue de l'Etat Major :

Taillefert Henri Employé des chemins de fer 21 ans

01 rue de la Truie qui file :

Hauser Daniel Photographe 49 ans.
Levy Régine épouse Hauser 47 ans.

04 Rue d'Isle :

Marx Isidore Marchand Nouveautés 26 ans
Leopard Florentine époux Marx 21 ans

20 rue d'Isle :

Manuel Abraham Mercerie 42 ans

Vallez Ernestine épouse Manuel 30 ans.
Manuel Ernest fils 04 ans
Manuel Ferdinand fils 20 mois.

22 rue d'Isle :

Kalinowski Joseph Pharmacien 55 ans
Nurecas Elisabeth épouse Kalinovski 42 ans
Kalinovski Edmond fils 16 ans
Kalinovski Paul fils 14 ans
Kalinovski Amélie fille 09 ans
Kalinovski Jeanne fille 02 ans

54 rue d'Isle :

Neunsark Salomon Tailleur 48 ans
Veile Pauline épouse Neunsark 55 ans

21 rue d'Isle :

Levy Nathan Photographe 61 ans
Levy Léon frère Photographe 55 ans.
Levy Léon frère Photographe 60 ans.

89 rue d'Isle :

Gaissler Nathan Colporteur 54 ans
Block Sarah épouse Gaissler 44 ans
Gaissler Elisa fille 19 ans.
Gaissler Serf fils 16 ans.
Gaissler Mélassy fille 14 ans.
Gaissler Abraham fils 10 ans.
Gaissler Clé fils 06 ans.
Gaissler Henriette fille 03 ans.
Gaissler Berthe Fille 15 mois.

Recensement de 1881

N°3 rue d'Andelot à Saint-Quentin

Dreyfus Jacques 50 ans Propriétaire Chef de ménage
Dreyfus Rachel 41 ans Sans Profession Femme
Dreyfus Samuel 18 ans id fille

N°16 Place Saint-Louis

Dreyfus Joseph 44 ans Maître Epicier
Metzger Sarah 40 ans Maître Epicier
Dreyfus Lazare 11 ans Sans
Dreyfus Valentine 9 ans Sans

Ce couple avait une domestique qui logeait chez eux.

Kalinowski , photographe, domicilié au n°78 rue d'Isle
Kuntz, rentier, domicilié au 32 Boulevard Gambetta

La famille Wormser

Domicile de Camille Wormser :

1908 11 215 rue de la Fère

1913 19 rue des Suzannes

1 8 rue de Vesoul

= Caroline Wolff décédée en 1912

Enfants :

Jean Wormser 10.12.1894

Pierre Wormser 11.9.1897

Madeleine 12.8.1900

Arrivés en 1893 rue Saint-Jean puis en 1899 rue du Gouvernement puis en 1906 rue de la Fère n°156 et 215 154 bis (1934)

Sur *“Le Monde Illustré”* en 1913-1914 : Henri Wormser et André Wormser sont associés.

1921 : Jean et Camille Wormser 28 bis rue du Gouvernement et 132 rue de la Fère.

1934 Broderies 154 bis rue de la Fère

1954 6, rue Saint-André

Wormser et Cie 21, rue de la Fère. Broderies.

La propriété Wormser sera détruite pour donner naissance au Square Winston Churchill

Le Docteur Pauker

“L’Aisne Nouvelle” rend un hommage appuyé au docteur Pauker :

“Une délégation de Montbrehain, emmenée par le maire, M. Limpens, et M. Jean Boudierlique, docteur vétérinaire retraité, s'est rendue au cimetière sur la tombe du Docteur Pauker, pour s'y recueillir et y déposer une gerbe.

Marcel Pauker, médecin à Montbrehain de 1929 à 1948, est né à Bucarest le 21 septembre 1900. Quittant sa Roumanie natale, il est venu dans les années 1920 à Paris pour faire ses études médicales qu'il a terminées à l'âge de 27 ans.

Succédant au docteur Capart, il arrive à Montbrehain au cours de l'année 1929 et le premier grand drame auquel il assiste impuissant est la mort d'Armand Guéry et de Philémon Fleur, tous deux écrasés sous un éboulement dans la sablière où ils travaillaient. Le 4 décembre de la même année naît sa fille unique, Suzanne.

En 1940, après avoir été naturalisé français, il est victime d'un infarctus. A cela vient s'ajouter en 1943 l'interdiction d'exercer son métier, car il est d'ascendance juive. Il doit son salut à l'intervention bénéfique de personnes courageuses et, en particulier celle du maire de la commune, Célestin Hazard. Malgré cette interdiction, nombreux sont ceux qui vont le voir clandestinement et au quel il prodigue ses conseils avec le plus grand désintéressement.

C'est ainsi qu'il soigne jusqu'à sa mort, le 24 septembre 1943, l'abbé Bailly, curé de la paroisse. A la libération, il reprend ses activités. Pour lui, ni répit, ni relâche. De jour comme de nuit, il répond à tout appel. Il doit pratiquement tout faire : accouchements, extractions dentaires, petite chirurgie, délivrance de médicaments...

Marcel Pauker est mort prématurément à l'âge de 48 ans, le 13 juillet 1948

COMMERCE ET INDUSTRIE

En 1866, on constate à travers différents documents les différents métiers et occupations qu'occupaient les Juifs à Saint-Quentin :

Commerce (sic) Edmond Cahen (Sous-Préfet) - Blume (Juge au tribunal de Commerce) - Braun (Président du Conseil de Prudhommes) - J. Weill (Sous-Directeur des contributions indirectes) - Lazarus et Lambert (Com. en Art de Saint-Quentin, 8 rue, de la Caisse d'Epargne) - Bloch (Bazar, 123, rue d'Isle) - Marx (Bazar - 122, rue d'Isle) - Bloch et Créange (Blanc et lingerie - 40, place de l'Hôtel de ville) - Daltroff (Broderies - rue de Guise) - Wormser frères (30, rue Saint-Jean) - Braun (Huiles, drogueries, chiffons, métaux - 8, Bd Gambetta) - Hermann (Représentant de Commerce - 115, rue de la Fère) - Deutsch (Représentant de commerce - 6, place du 8 octobre) - Cahen fils (Commerce en art de Saint-Quentin - 19, rue du Gouvernement) - Mlle Moch (Modes et Mercerie - 12, place de l'Hôtel de Ville) - Hayem ("au bon fermier", tailleur, 19 rue St-Martin) - Meyer et Weill (Tailleurs - 4 Grand Place).

40, rue Saint-Anne, May, Veuve, rentière - 19 Rue de la Sellerie : Pick, Rentier - Fourrures. 22, rue Saint-Jean, Pick Paul, Cotons filés. 3, rue de Baudreuil, Meyer, md Tailleur. (Année 1892).

Dans l'Annuaire de l'Aisne, Année 1880, il y a de nombreux détails sur la profession des Juifs à Saint-Quentin :

13, rue de la Prison : Mr Blum
Epiciers (Détails)
Blum et Metzger, 8 rue des Canonniers
Epiciers (Détails) :
Dreyfus, 1 place Saint-Louis
Corsets :
Cahen frères, 8 rue de la Nef d'Or
Boulangers :
Kuntz - Rinez, 123 rue d'Isle
Lévy-Salomon Union Ouvrière, 5 route de la Fère
Lévy-Salomon lingerie, 20 rue d'Isle.
Deutch, Séligman et Helft, m., 3 rue de l'Etat Major

MANUFACTURES DE TRESSES ET DE TISSUS
27 juillet 1910

“Aux termes d'un acte sous seings privés en date à Paris, du 14 juin 1910, et dont l'un des originaux a été déposé pour minute à Me Charles Campetier de Ribes, notaire à Paris, par acte du lendemain 15 juin, il a été établi les statuts d'une société anonyme, dont il est extrait ce qui suit :

Article premier

Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et les propriétaires des actions créées ci-après et de celles par la suite, une Société Anonyme qui sera régie par les présents statuts et par les lois en vigueur.

Article 2

La Société prend dénomination de : Manufacture de Tresses et de Tissus.

Article 3

La Société a pour objet la fabrication, l'achat et la vente de tous articles concernant la mode, la couture et les nouveautés :

La création, l'acquisition et l'exploitation directe en participation ou sous toute autre forme, de tous fonds de commerce de modes, de couture, de nouveautés, ou de tous autres articles que la Société déciderait dans la suite de créer, acheter et exploiter ;

La création et l'exploitation de tous comptoirs, agences de vente, dépôts de marchandises;

Toutes fabrications et confections utiles à son exploitation soit directement, soit sous telle forme qu'il lui conviendra :

L'acquisition, la construction, la prise à bail de tous immeubles utiles aux opérations sociales, leur revente;

La participation sous toutes ses formes dans toutes affaires similaires ou connexes ;

Et généralement toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles et commerciales se rattachant à l'objet social.

Article 4

Le siège social est à Paris provisoirement, 28, rue St-Lazare (depuis fixé à Paris, rue d'Aboukir, n°17).

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la ville de Paris, par décision du Conseil d'Administration et partout ailleurs, en France et même à l'Etranger, par décision de l'Assemblée Générale extraordinaire.

Le Conseil d'Administration aura la faculté de créer en France ou à l'Etranger, des succursales et des agences partout où il en reconnaîtra l'utilité, sans qu'il puisse en résulter aucune dérogation à l'attribution de juridiction établie par l'article 60.

Article 5

La Société aura une durée de cinquante années qui commenceront à courir le jour de la constitution définitive, sauf les cas de provocation ou dissolution prévus aux présents statuts.

Article 6

La Société "Bernheim Frères", dont le siège social est à Paris, 105, rue Réaumur, et qui comprend comme seuls membres, MM. Camille, Léon et Jules Bernheim, agissant conjointement et solidairement avec elle, apporte à la présente Société, pour en prendre possession dès sa constitution définitive.

Premièrement

Le fonds de commerce industriel qu'elle exploite à Saint-Quentin dans l'usine, rue Wallon-de-Montigny, N°26, 28 et 30, ci-après désignée et aussi dans ses dépendances de Ribemont et de Bohain, dans les immeubles également ci-après désignés, comprenant :

A.- La clientèle attachée audit fonds et le matériel de toute nature se trouvant en lesdits lieux d'exploitation.

B.- Et les matières premières, marchandises fabriquées ou en cours de fabrication se trouvant dans lesdites usines, jusqu'à concurrence d'une somme de six cent mille francs, suivant l'estimation qui en sera faite.

Deuxièmement

Une grande propriété à usage d'usine, sise à Saint-Quentin, rue Wallon-de-Montigny, N°26, 28, et 30, comprenant :

Un bâtiment à usage de magasin et diverses dépendances.

Plusieurs ateliers, ensemble les machines à vapeur, générateurs, métiers, matériel fixe et outillage formant immeuble par destination.

L'immeuble contient environ 6.461 mètres d'après mesurage et 6.443 mètres 75 d'après les titres ; - il tient d'un bout à la rue Vallon-de-Montigny, d'autre part à la rue Vauban ; d'une lisière à la rue Saint-Louis, et d'autre à différents propriétaires, murs mitoyens entre.

Troisièmement

Partie d'une grande propriété sise à Ribemont (Aisne), à usage d'usine et d'agrément, sise rue de l'Abbaye.

Une partie apportée à la présente Société ayant une contenance de 60 ares 65 centiares environ, comporte celle industrielle du côté du bras de l'Oise, se trouvant divisée presque en

deux portions par les propriétés de MM. Sandras et Lebègue, ayant façade sur ladite rue de l'Abbaye.

Elle consiste savoir :

A. - La portion entre M. Sandras et le bras de l'Oise qu'elle traverse pour s'étendre légèrement au-delà, en : Maison de maître, construite en briques, d'un rez-de-chaussée, premier étage et grenier, cuisine attenant, chute d'eau avec roue hydraulique et turbine actionnant une dynamo.

Bâtiment construit en briques, élevé sur terre-plein, renfermant l'installation électrique et trois places d'habitation, grenier sur le tout.

Autres bâtiments à la suite, de même construction, à usage d'écurie, étable et autres usages.

Cour avec lieu d'aisances. Jardin fruitier et potager, petit terrain au-delà de la rivière, sur lequel se trouve un petit bâtiment avec la turbine, relié avec la cour par une passerelle.

Cette portion contenant vingt-deux ares dix centiares environ, tient :

Pardevant à la rue de l'Abbaye, au fond à M. Hénouille et à l'autre portion d'immeuble comprise au présent apport.

D'une lisière au bras de l'Oise et de l'autre côté du bras à un terrain communal et à la rue de Char-y-reste.

Et d'autre lisière à M. Sandras.

B.- L'autre portion contiguë au surplus réservé par la Société "Bernheim frères" de l'ensemble de la propriété, en :

Un grand bâtiment, construit en briques, couvert en ardoises, élevé sur terre-plein, d'un rez-de-chaussée et de trois étages avec grenier au-dessus, petits bâtiments y attenant.

Cour et water-closets.

Grand atelier.

Grand terrain sur la gauche et au fond.

Cette portion contenant environ 38 ares 55 centiares, tient :

Pardevant à la rue de l'Abbaye, au fond à M. Hénouille.

D'un côté à droite à M. Lebègue et à M. Sandras, puis par un retour à droite à M. Sandras et à la première portion ci-dessus désignée qu'elle fait communiquer avec celle-ci ; enfin par un autre retour en profondeur, à M. Hénouille.

Et d'autre côté à gauche au surplus de la propriété de la Société apporteur et réservé par elle ; - la séparation sera formée par le mur de construction du grand bâtiment, dont la mitoyenneté est réservée par la Société apporteur jusqu'à hauteur de clôture seulement, le surplus dudit mur sera la propriété de la manufacture de Tresses et de Tissus.

Après ledit mur de construction, la séparation sera formée par une ligne brisée teintée en rouge au plan...

Cette ligne de séparation comporte une clôture formant le potager de MM. "Bernheim frères" ;

La partie de propriété apportée à la présente Société est figurée en diagonales en un plan que la Société Bernheim frères a fait dresser de l'ensemble de la propriété, plan dont un original demeure joint au présents statuts.

La Société Bernheim

La Société "Bernheim frères", dont le siège social est Paris, 105, rue Réaumur, et qui comprend comme seuls membres, MM. Camille, Léon et Jules Bernheim, agissant conjointement et solidairement avec elle, apporte à la présente société, pour en prendre possession dès sa constitution définitive.

Lesdit bail et promesse de vente ont été consentis, à la Société Bernheim frères par : - 1° Mme Esther-Sophie Cousin, propriétaire, demeurant à Bohain, veuve de M. Turiaf Jean-Baptiste Hormez. - 2° Et M. Marcel Germain Bossuat, industriel et Mme Eugène - Estelle Hornez, son épouse, de lui autorisée, demeurant à Bohain, suivant acte reçu par Me Dezoteux, notaire à Bohain, les 22 et 29 juin 1909, dans lequel acte, pour la perception des droits d'enregistrement, les charges supplémentaires et impôts foncier ont été évalués à 500 francs par an, savoir :

Le bail pour une durée de trois, six ou neuf ans, qui ont commencé à courir le premier novembre 1909, à la volonté de la Société preneuse, mais à la charge de prévenir six mois d'avance, pour faire cesser le 31 octobre 1912 ou le 31 octobre 1915, sous diverses conditions, notamment la faculté de cession et moyennant un loyer annuel de 1.700 francs, payable en quatre termes égaux les 1er février, mai, août et novembre pour commencer le 1er février 1910.

Et la promesse de vente portant sur la durée effective du bail et stipulée cessible moyennant un prix de 33.000 francs, stipulé payable comptant.

Fait partie de l'apport compris sous ce paragraphe tout le matériel industriel et les métiers qui se trouvent dans les lieux loués.

La Société prendra le fonds apporté et ses accessoires dans l'état où le tout se trouvera, sans pouvoir exiger de la Société apporteuse aucune indemnité pour cause de dépréciation se rattachant à la clientèle et aux objets composant le dit fonds.

Elle acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance, les contributions de patente, portes et fenêtres mobilières et personnelle, et satisfera à toutes charges et règlements de ville et de police.

Elle exécutera, à compter de la même époque, tout contrat d'assurances contre l'incendie et contre les accidents souscrit par la Société "Bernheim Frères", en paiera régulièrement les primes, de même tout contrat pour le gaz et l'électricité et généralement pour tous services se rattachant à l'industrie.

Elle continuera pour son compte, toujours à partir de la même époque, toute commande et tout marché ; satisfera exactement à tout contrat, tous engagements pouvant avoir été pris avec des fournisseurs, directeurs et employés et généralement prendra à ses profits et risques tout ce qui aura trait à l'exploitation.

Article 7

Les apports, énumérés dans l'article précédent, sont faits nets de tout passif, la Société apporteur prenant à sa charge, pour en effectuer le paiement aussitôt que l'exigibilité s'en produira, l'acquit de la somme de cent vingt-cinq mille francs et ses intérêts grevant hypothécairement et par privilège de Saint-Quentin et dûs à MM. Lebée chargés du service de la rente Poëtte.

En rémunération et pour prix de ces apports, il est attribué à la Société "Bernheim Frères" douze mille actions de cent francs, entièrement libérées, de la présente Société, à prendre sur les seize mille, qui vont être ci-après créées, sous l'article 8. Et trois mille parts de fondateur, sans valeur nominale, dont les droits seront spécifiés ci-après.

Ces attributions ne seront définitives qu'après les vérifications et approbations prescrites.

En outre, et en conformité de la loi, les actions d'apport ne pourront être détachées de détachées de la souche et ne seront négociables que deux ans après la constitution définitive de la Société.

Pendant ce temps, elles devront, à la diligence des administrateurs, être frappées d'un timbre indiquant leur nature et la date de cette constitution.

La Société "Bernheim frères" s'oblige, pendant tout le temps qu'elle restera débitrice de la somme de cent vingt-cinq mille francs, grevant son apport de la propriété de Saint-Quentin, à laisser dans les Caisses de la nouvelle Société douze cent cinquante actions, les premières à prendre par ordre numérique dans celles d'apport sus-mentionnées, à titre de gage, constitué dans le but de préserver la Société de toute éviction et même de toute poursuite en expropriation, consentant, qu'à défaut par elle de payer le principal ou les intérêts à échéance de ladite somme de cent vingt-cinq mille francs, et huit jours après une simple sommation d'y satisfaire, la présente Société se fasse autoriser en justice à procéder à la vente, par devant notaire, desdites actions gagées ou en bourse, si elles sont cotées, pour en appliquer le prix au paiement de ladite dette grevant l'immeuble, jusqu'à concurrence de son montant, la Société apporteur restant encore passible de la différence en moins.

La Société "Bernheim Frères" s'oblige envers la présente Société à réitérer la présente dation en gage à première réquisition, si elle le juge nécessaire.

*Tresses et Tissus
Journal de Saint-Quentin
27 Juillet 1910*

LES SALTHIEL ET LA SOCIETE "LE BOURGET"

L'entreprise avait été fondée en 1924 par Jean-Pierre Saltiel à Fresnoy-le-Grand pour bénéficier du savoir-faire de l'Aisne en matière de tricotage, rapporte l'Agence de Développement de l'Aisne dans sa Newsletter. En 1927, le dirigeant est très impressionné par la prouesse de Charles Lindbergh, le premier pilote à traverser l'océan atlantique au cours d'un vol sans escale entre New-York et ... Paris-Le-

Bourget. Dans le sillage de cet événement mondial, l'entreprise décide alors de s'appeler... « *Le Bourget* » !

Le Musée Commercial de Saint-Quentin et de l'Aisne sous les auspices de la Chambre de Commerce présentait il y a quelques années une exposition sur les entreprises picardes dont la Société "*La Mondiale, Manufacture de Bonneterie* (bas et chaussettes) à Fresnoy - Le - Grand. "*La Mondiale*" s'appelait ainsi en 1926 mais compte tenu de l'exploit de Lindberg concernant sa traversée de l'Atlantique sur le Spirit of St Louis et son arrivée au Bourget, les propriétaires décidèrent de renommer cette entreprise sous le nom de "*Le Bourget*". C'est en 1924 que Monsieur Jean-Pierre Saltiel fonde la société "*Le Bourget*". Avec douze ouvriers, il choisit de s'implanter à Fresnoy Le Grand afin de bénéficier du savoir faire régional de l'Aisne en matière de tricotage. Mais ce n'est qu'en 1927 que la société choisit le nom Le Bourget. "*Le nom "Le Bourget" séduit cette jeune société qui choisit ce nom médiatisé et fait de la marque "Le Bourget" la plus ancienne marque française de bas et collants. C'est en septembre 1999 que le groupe italien Csp International, deuxième producteur italien de bas et collants derrière "Golden Lady", prend le contrôle de la société "Le Bourget". Aujourd'hui, les équipes françaises et italiennes collaborent étroitement aux développements des collections*".

Le Bourget investit à Fresnoy-le-Grand. Le spécialiste du collant "*Le Bourget*" (37,5 millions d'euros de chiffre d'affaire ; 329 salariés) investit plus de 3 millions d'euros à Fresnoy-le-Grand (Aisne), son site historique (170 salariés). Racheté en 1999 par l'italien CSP, numéro 3 du collant en Europe, Le Bourget a connu en 2006-2007 un premier exercice positif après une série d'années déficitaires. Après avoir « reconfiguré l'organisation industrielle au service de la marque » et « remis la marque au carré » (montée en gamme associée à la mode et segmentation des gammes), Thierry Simon, directeur général, a engagé une modernisation de ses installations de Fresnoy-le-Grand. Sur le plan industriel, le fabricant a décidé de déplacer son atelier de finition afin d'« optimiser la logistique client », et de créer « pôle finition/centre d'expédition », soit un investissement de 600 000 euros. Parallèlement, il a décidé d'investir 2,5 millions d'euros dans la reconstruction de son siège social. Les nouveaux locaux, précise Thierry Simon, seront dotés d'un « show-room » et d'un magasin d'usine.

La maison « *France* » étant désormais en ordre de marche, Thierry Simon et ses équipes s'attaquent désormais aux marchés étrangers, « *pays par pays* » avec pragmatisme. Les pays ciblés sont aujourd'hui la Russie, la Belgique, le Japon et le Canada.

Sources : Bulletin des Sociétés Industrielles pour l'année 1926 - 1927 - Notre histoire

J.P. SALTIEL

La Ville de Fresnoy -le-Grand avait honoré en son temps J.P. Saltiel, fondateur de l'entreprise "*Le Bourget*", "*Le Bulletin Municipal - Fresnoy - Le - Grand*" pour l'année 1997 publie un article sur la rénovation de la rue J.P. Saltiel :

"Rue J.P. Saltiel

*Comme il a été prévu au budget, la rue J.P. Saltiel fait peau neuve.
Des travaux de modernisation vont très prochainement commencer dans cette rue dans la partie allant de la rue Jean Moulin à la Croix St-Claude.*

*La commission d'ouverture des plis s'est réunie le 14 mai dernier afin de retenir l'entreprise qui effectuera ces travaux soumis à "appel d'offres".
C'est l'entreprise Gorez, société la moins-..... que l'on a confié la réalisation de ces travaux pour un montant de 549 492, 80 F T.T.C.*

La rue J.P. Saltiel offrira bientôt ces éventuels utilisateurs un réel confort et ce dans sa totalité.

“La rue J.P. Saltiel s'embellit

*La municipalité a entrepris des travaux de voirie dans la commune durant la période estivale.
Il s'agit en effet de la rénovation de la rue J.P. Saltiel.*

Cette rue très fréquentée avait subi au fil du temps de nombreuses dégradations, et les usagers ne comptaient plus les nids de poule, les piétons n'ayant qu'un trottoir sur la gauche.

Soumis à "appel d'offres", ces travaux ont commencé en juin..... l'entreprise Gorez a mené à bien ce chantier étudié et supervisé par la DDE. Aujourd'hui l'ancienne chaussée qui était défoncée, n'est plus qu'un mauvais souvenir. Les riverains peuvent désormais emprunter une route entièrement refaite avec un magnifique revêtement de macadam flambant neuf, de nouvelles bordures ayant été posées et les trottoirs aménagés.

La Croix Saint-Claude et une partie de la rue Albert Meunier ont elles aussi profité de l'occasion pour retrouver un nouveau look.

La totalité de ces travaux de voirie a été adjugé pour un montant de : 589.500 F

Baptême à Fresnoy-le-Grand du dernier-né des Ets. J.-P. Saliel le bas-miracle "Supp-hose"



Les Ets J.-P. Saliel et ses fils, « Bas Le Bourget », à Fresnoy-le-Grand, avaient invité de nombreuses personnalités, dont M. le Préfet de l'Aisne et M. le Sous-Préfet de Saint-Quentin, à visiter leurs installations, en l'honneur de l'arrivée du dernier-né de la maison, le bas-miracle « Supp-hose ».

Nos lecteurs trouveront en page locale le compte rendu de cette manifestation.

SUR NOTRE PHOTO (de dr. à g.): MM. Fleury, Préfet; Roche, Sous-Préfet; Saliel, directeur; Beuse, président du Tribunal de Commerce se sont arrêtés quelques instants dans un des ateliers.

(Photo et cliché « Aisne Nouvelle »)

Aisne Nouvelle Samedi 28 mars 1955

les bas "Le Bourget"

la prospérité de nos Ets. LE MAIRE.

ETAT CIVIL.

Mariages : Ledoussan Michel et Lagrave Françoise; Wiat Georges et Bégin Yvonne.

Nés : Larue Jacques, 30 ans, 15, rue Proulx-de-Fresnoy; Honoré Victor, 30 ans, 20, rue Proulx-de-Fresnoy.

UNE VISITE OFFICIELLE

A cette visite, extrêmement intéressante, nous avons reconnu MM. Fleury, préfet de l'Aisne; Roche, sous-préfet de Saint-Quentin; A. Beuse, président du Tribunal de Commerce; Saliel, directeur des Ets. J.-P. Saliel; M. Merlet, secrétaire général de l'U.F.A.M.A.; M. Merlet, secrétaire général de l'U.F.A.M.A.; M. Merlet, secrétaire général de l'U.F.A.M.A.; M. Merlet, secrétaire général de l'U.F.A.M.A.

UNE VISITE OFFICIELLE

Chaque jour, les visiteurs ont pu constater la perfection des produits de nos Ets. J.-P. Saliel, qui ont été présentés dans un cadre de prestige.

UNE VISITE OFFICIELLE

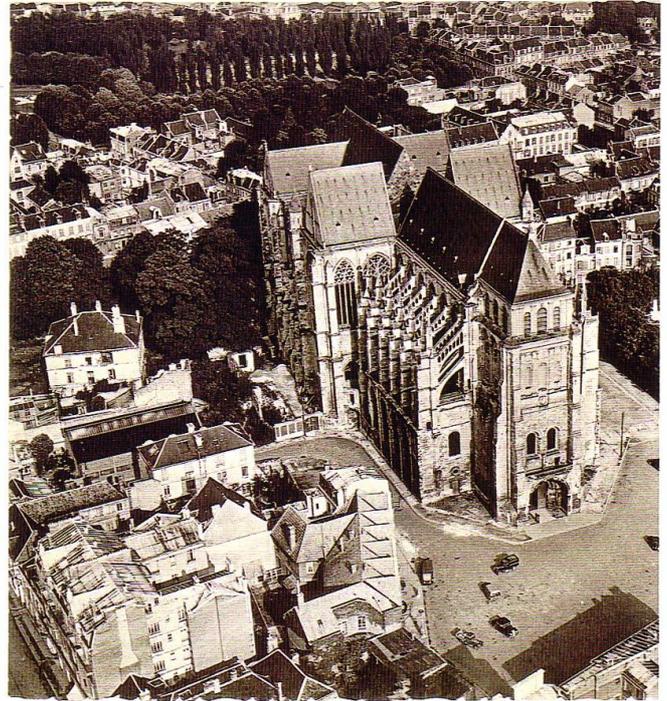
Chaque jour, les visiteurs ont pu constater la perfection des produits de nos Ets. J.-P. Saliel, qui ont été présentés dans un cadre de prestige.

UNE VISITE OFFICIELLE

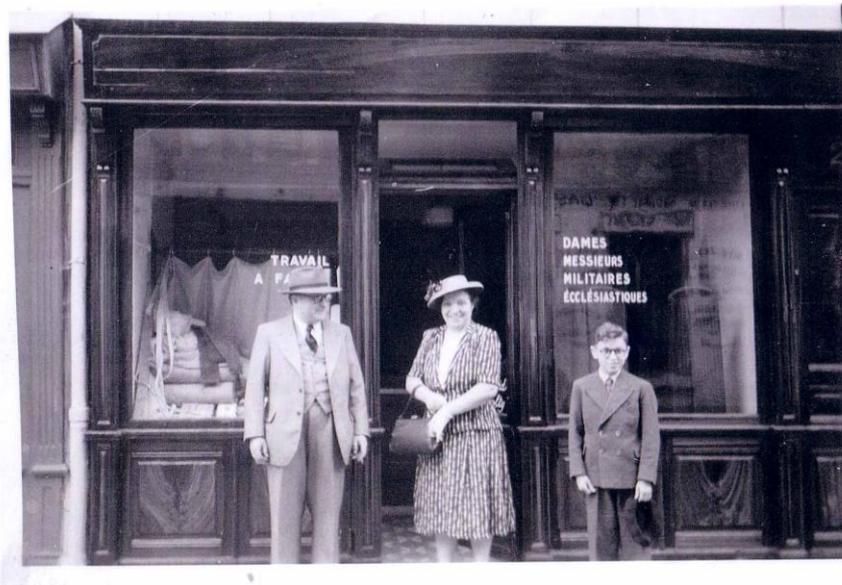
Chaque jour, les visiteurs ont pu constater la perfection des produits de nos Ets. J.-P. Saliel, qui ont été présentés dans un cadre de prestige.

UNE VISITE OFFICIELLE

Chaque jour, les visiteurs ont pu constater la perfection des produits de nos Ets. J.-P. Saliel, qui ont été présentés dans un cadre de prestige.

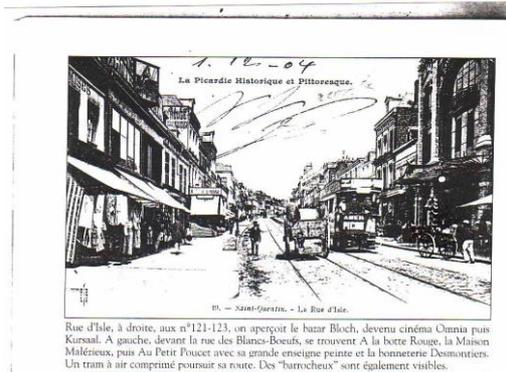


Vues aériennes de Saint-Quentin



Magasin de David Zolty

MAGASINS DE SAINT-QUENTIN



27

Magasins Juifs

Pour l'année 1935, le Président de Reims (Lévy Myrtill) était également Président pour Soissons, Fere en Tardenois, Villiers-Cotterets: Voici le lien qui unit la Marne avec l'Aisne pour la présidence des Communautés.

Reims : Président : Lévy Myrtill - Rabbin : Shulmann - Ministre Officiant : M Schwartz (40, rue Clovis).

En 1935, le Président pour la Communauté d'Amiens était M Louria, le Rabbin : M Apeloïg.

Des Juifs en Picardie à l'époque que l' "Affaire Dreyfus"

Adeptes de Drumont, Philippe Sapin, marchand d'Absinthe à Lyon, publie en 1894 et 1896 deux "Annuaire Israélites". En éditant de tels annuaires, il lance contre les Juifs de France, le boycott économique. Beaucoup de commerçants, officiers ou autres magistrats juifs se sont élevés contre la parution de tel "Indicateur" ; Ph. Sapin leur a répondu avec une verve antisémite qui n'a eu de cours qu'à cette période très troublée de l' "Affaire Dreyfus". Même si ces "bottins" sont de très mauvais goût, pour les chercheurs et les historiens, ils sont une mine de renseignements. En ce qui concerne les Juifs de Picardie en 1897, il est donc possible de se faire une idée précise de leur présence dans cette province :

Pas de Calais

Arras

Issac, lieutenant, 33^{ème} infanterie

Waël, "A la Grande Maison" rue Saint-Aubert

Lévy, "Au Gagne Petit" nouv. Lainage

Wildenstein, "A la Belle Jardinière" rue Braderie

Boulogne-sur-Mer

Synagogue

Ministre-Officiant **Weill J**, rouennier, 213, rue Nationale

Administrateur **Wahl**, "A la Belle Jardinière", 18 Grande Rue

Commerce

Beer A. boucher, rentier 38 rue Prince Albert : **Bernard Alexandre**, boucher, 21, Lampe

Beer Nathan, anc. Conseiller municipal, : et son frère Alexandre, 28, r. de la Lampe,

ancien rédacteur à "La France du Nord" : fournisseur de la troupe.

Beer David, tailleur, 15, r. Victor Hugo : **Dreyfus Abraham**, tailleur, 20, r. du bras d'or

Beer Moïse, oncle du précédent, prêteur à la : **Dreyfus Ernest**, taill. 29, Faidherbe, petite semaine : "Aux Phares de Boulogne",

Beer Eléazar, boucher (fournisseur du : **Dreyfus Jules** et fils, vêtém. confect, 32 Bureau de Bienfaisance, 35, r. Lampe : r. Thiers

Berr (Mlle), rentière, 21, rue Lampe : **Dreyfus-Marx**, tailleur, 18 r. Thiers : **Lang J.**, confiseur, 4 pl. des Capucins.

Lang Martin, 40 r. du Bras d'Or : **Mey**, photog., 67, boul. Daunon

Léhmman, rouennerie draperie, 39, r. Lampe : **Ley**, commis, 8, pl. de Cajecure avec : sa mère et sa fille, prof, de musique

Lévy Henri et Bénédic, 8 pl. de Cajécure : **Wahl**, "A la Belle Jardinière" 18, : Grande rue

Deutsch-Israël, neveu de Léhmman, 8, pl. :

Samuel, Bazar, 17 rue Faidherbe : **Weyl**, chaussures, solde, 2 : Grande Rue

Samuel-Gournay (sa femme est catholique) : **Weillemer**, nouveautés, 46, Faidherbe elle tien un café, O.Q Gambetta : **Weill**, 4, boul. Coleville.

Meyer-Lévy, bazar, 17, r. Faidherbe : **Weill**, pédicure, 126, r. Amiral : Bonnot

: **Weill** "Au Bon Diable", drap et conf. : 37 rue de la Lampe.

Calais

Aberlé-Schwab et C°, usine Val de Lièvre : **Lang Arthur**, 11 rue Maxton

ancienne maison Vve Brunot, 48, 58 : **Emschwiller** (Vve), nouv. 22 rue Robino

rue Chanzy	: Lang Mayer , 8, rue Villa
Alexander et Liebmann , negociant, tulle, r. Darnel	: Lévy David , 1, r. St Pierre
Behrend et fils , commission, 24 bis, r. Soupirants.	: Lévy-Brach et Blum , 5, Cosmorama
Croft Isaac , apprêts, 85-87, rue Vic	: Lévy-Wahl , "A l'Industrie française", 12, r. du Havre
De Capol Bonvoisin , 11, Poissonnerie	: Loeb Richard , négociant. Tulle, 9, Neuve
Deutsch , négociant, tulle, 66, Dignes	: Marx (Melle), 92, rue Fleurs
Ebersbach , négociant, tulle, 46, Chanzy	: Marx-Maher , 100 rue Neuve
Francfort et fils et C° , comm. 20 rue Tannerie	: Simon May et C° , 26 rue Auber
Goldschmidt-Mayer , commiss, 64, Dignes	: Polack E , négociant. 3, rue Cosmorama
Heymann et Alexander , commiss. 58, boul Jacquard	: Poret-Hatzembuler , usine Forest, bur dans l'usine, 16, rue Charost.
Heymann Otto , 20 ter, rue Tannerie, doit être Employé, chez Francfort	: Séligman et Marx , 57, b. Dignes
Hauser , 24 bis, r. Soupirants, doit être Employé chez Behrend	: Séligmund Strauss jeune, 25 rue Soupirants
Kirsh-Kelft , commiss. Tulle, 78 rue Maréchaux	: Wemal-Rothschildt , 23 rue St-Denis
	: Weyl , opticien et modes, 84 boul.
	: N'existe-il pas une maison Lévy-Soudheimer ?
Bloch , acheteur en dentelles, r. Temple	:
Population Juive : 70 familles – 350 âmes.	

Aisne

Laon

Aaron , Conseiller de Préfecture	: Léhmans S. Médecin-Major, 29 ^{ém} art.
Bloch , Sous-lieutenant de 3 ^{ème} classe	: Fraenkel , capitaine, 29 ^{ème} art.
Aron , colonel, 29 ^{ème} art.	: Créange , Moïse, lieutenant, 29 ^{èm} art*
	: Coblentz , lieutenant, 29 ^{èm} art**

Commerce

, 'A la Ville de Reims', Bloch , bazar, 29 r. Châtelaine,	: "Au bon diable" Cahen , tailleur, 16, rue Bourg
Marx D. , bazar, 29 rue Châtelaine	: Salomon , rédacteur, gér.
Simon Nathan , av. De la Gare	: "Le Courrier de l'Aisne" 39, r St Jean

* Moïse Créange est le père du Colonel Jean Créange et du poète Pierre Créange, ami de Maxa Nordau. C'est le gendre de Joseph Wogue, Président de la Communauté Juive de Fontainebleau.

** Il s'agit ici du Capitaine Coblentz qui se bat en duel à Fontainebleau avec Roger Luzarche d'Azay et avec son camarade d'arme, le Capitaine Gillot à cause des chasses Lebaudy. Mme Lebaudy est une descendante de Mme Furtado-Heine.

Commerce

Saint-Quentin

Synagogue

Président du Consistoire Israélite Deutsch
 Ministre-Officiant Weiller

Cahen, Sous-Préfet

Blume, juge du tribunal de Commerce

Braun, présid. Conseil Prudhommes

Weill J. Sous-direct. Des Contrib. Indir.

Lazarus et Lambert, comm. en art de

St Quentin, 8 r. Caisse d'Épargne

Bloch, bazar, 123 r. Isle

Marx, bazar, 122, r. Isle

Bloch et Créange, blanc et lingerie, 40

Daltroff, broderie, r. de Guise

Wormser frères, (Jules et Cam), 30 rue

: **Braun**, huiles , drog. chif, métaux,
 : boul. Gambetta.

: **Hermann**, représ. du com 115 La Fère

: **Deutsch**, représ. Du com, 6 place du
 : 8 octobre

: **Cahen** fils, comm en art de St Quentin
 : 119 r. Gouvernement

: **Moch** (Melle) modes et mercerie, 12,
 : pl. Hôtel de Ville.

: **Hayem** "Au Bon Fermier" tailleur, 19

: **Meyer et Veil**, tailleurs, 4, Gr. Place
 St Jean.

UN DINER EN FAMILLE



— Surtout ! ne parlons pas de l'affaire Dreyfus !



— Ils en ont parlé...

Composition de Garin d'Ache (*Le Figaro*, 14 février 1898).

* Sous la Restauration : *Surtout, n'en parlons pas!* voulait dire qu'il ne soit pas question du Grand homme, de Napoléon.
 — Aujourd'hui... vraiment, les temps ont changé.

Château-Thierry

Salmon Louis, banquier, 9, q. Baigneuses : **Bloch**, nouveautés, tissus, rue Vallée

Soissons

Ebstein, médecin-major, 67^{ème} Ligne : **Judas**, conserv. de la Bibliothèque
Lévy, chevaux, place de la Gare : **Créange**, taill. Confect., r. du Collège
Klotz, parfumeur, 17, r. Bannière : **May**, taill. Conf, r. du Collège.

La Fère

Bloch, Capitaine comm., 17^è artillerie : **Léhmans S.** méd. Aide-major, 29^è art
Hesse, lieutenant, 17^è artillerie : **Créange** Moïse, lieutenant au 29^è art.

Somme

Amiens

Industrie, Commerce et Professions

Abraham, bestiaux, 31 r. de l'Abbaye : **Jacowsky** et Moch, dentistes, r d'Alger
Abraham Ernest, liquoriste, 13 r des : **Klein (A)**, enreg. dom. 23, r. Ste Marie
Chaudronniers : **Klein Victor**, prof. Lycée, 15,r Cozette
Abraham (Melle), lingère, 40 passage : **Klotz (L.L)**, cons. génér de la Somme
Azaïs, repré. de commerce, 41, rue général : Direct. du "Voltaire", 28 rue de
de Boyeldieu. : Madrid, Paris
Baes, rentier, 11, r. Voltaire : **Lévy et C°**, sacs de toile, 1 r Neuville
Bloch-Mayer, toiles, sacs, 2, Passerelle : **Lévy Eugène** "Au Sans Rival"
Caen, confections, 6, r. Pierre l'Hermitte : conf. Nouv. 58, r. Trois-Cailloux.
Cahen Arthur, conf. Velours, 10 pl. : **Lévy Léon**, administration des maga-
St Rémi : sins amiénois, conf. 2, r. St Martin.
Cahin (Melle), cout. 7 Delambre : **Lévy Théoph**, nouv. 35 r. Marché-
Cahin et C°, ameublement, 41 r. Beauvais : **Moch (Vve)**lingerie, 46 Trois Cailloux
Franck Lévy et C° "Crédit pour tous" nouv. : **Rosenfeld** capit. au 72^è, 10 r. Cressent
Meubles, literie, 3 pl. au Fil. : **Salomon-Egloff**, chaussures, 46 r.
S. Wahl, "A la Belle Jardinière", conf. 39 r. : Vergneaux
Vergneaux :
Jacob-Moïse, tailleur, 12 pl. St Denis : **Wildenstein (Gust.)**, nouv. 36
Vergneaux

En 1900, les candidats antisémites sont rares aux élections sénatoriales dans le Pas-de-Calais. M. Parenty, qui se présente comme antisémite, recueille 3 voix sur 1792.

L'Emancipation des Juifs de France en Picardie

Parmi les notables juifs qui, d'une manière ou d'une autre, ont appelé de leurs vœux l'Emancipation des Juifs de France, il faut compter sans aucun doute Liefmann Calmer.

La Séparation des Biens de l'Eglise et de l'Etat en Picardie

En 1906, suite à la Loi concernant la Séparation des biens de l'Eglise et de l'Etat, les Communautés juives sont obligées de s'organiser en association type 1901.

Dans le Pas-de-Calais sont déposés les statuts de l'Association Culturelle Israélite de Boulogne-sur-Mer et dans l'Aisne, les administrateurs adoptent le nom : "Association Culturelle Israélite de Saint-Quentin". L'Association Culturelle d'Amiens verra le jour un peu plus tard.

Pour St-Quentin
"Préfecture de l'Aisne

Laon, le 17 décembre 1906

*Le Préfet de l'Aisne
A Monsieur le Ministre de l'Instruction publique
des Beaux-Arts et des Cultes.*

Conformément aux instructions de votre circulaire du 31 août 1906, j'ai l'honneur de vous transmettre un exemplaire des statuts de l'Association culturelle Israélite de Saint-Quentin" qui vient de se constituer dans cette ville.

Le Préfet de l'Aisne"

La représentation de "Synagoga" en Picardie.

Dans la topo-iconographie française, la "Synagogue déchuë" est une représentation privilégiée dans l'art chrétien. Elle est représentée sous différents supports : la sculpture, le vitrail et l'écriture.

AMIENS

Dans un Missel d'Amiens, une Synagogue occupe un médaillon d'angle alors que ce thème est repris dans un décor sculpté du portail du "Beau Dieu" de la Cathédrale d'Amiens où deux arbres, au pieds des théories des vierges sages et folles, font pendant à une église et une synagogue insérées dans le jugement dernier du tympan. Amiens est la ville natale d'Honoré d'Amiens, l'enlumineur.

A Amiens, une "Synagoga" est représentée sous trois formes :

- A la Cathédrale Notre-Dame, portail ouest, registre inférieur, sous les plateaux de la balance de Saint-Michel, sculpture datant de la première moitié du XIIIème siècle.
- A la Cathédrale Notre-Dame : le mauvais arbre, sculpture, première moitié du XIIIème siècle.
- Missel de Saint-Jean à Amiens, folio 62 v.

LAON

Sous la forme de "*Lettrine*" (Tau), il y a une représentation de "*Synagoga*" dans un livre d'heures de Laon (vers 1400). Un autre "*Tau*" est inséré dans le Missel dit de Winchester adapté pour Laon (première moitié du XIIème siècle). Dans la cathédrale de cette ville, les autorités ecclésiastiques ont fait placer une sculpture ayant une forme de "*Synagoga*" : une femme, les yeux bandés, la couronne de côté, la lance brisée, les tables de la loi à terre.

ARRAS

Dans l'imagerie religieuse, la Synagogue est souvent représentée sous le terme "*Te Igitur*". Une très belle enluminure de ce type orne le Missel de Saint-Vaast d'Arras (milieu XIVème siècle), folio 29.

BERTEAUCOURT-LES-DAMES (Somme)

Eglise Notre-Dame, façade ouest, Grand Portail Archivolte : une sculpture.

CORBIE (Somme)

Missel de Corbie (Début du XIVème siècle), folio 109 v.

SAINT-RIQUIER (Somme)

Abbatiale, façade occidentale, portail central : une sculpture (XIIIème siècle).

SELINCOURT (Somme)

Eglise, cuve baptismale : une sculpture de pierre.

SAINT-ANDRE-AU-BOIS (Pas-de-Calais)

Bible de Saint-André (Seconde moitié du XIIème siècle)

SAINT-OMER (Pas-de-Calais)

Dans le "*Liber Flondus*" de Lambert de Saint-Omer, folio 231 et 253 ainsi que dans l'Évangélaire de Saint-Bertin (vers 1000).

SOISSONS (Aisne)

Ivoire de Soissons (XIV^{ème} siècle)

L'une des plus belles œuvres d'enluminures est le Psautier de Yolande de Soissons.

La Première Guerre Mondiale en Picardie

En 1914, les frontières de la Picardie sont très proches de celles de la Belgique, les armées françaises et allemandes s'enlisent dans un face-à-face meurtrier. La guerre des tranchées commence. Saint-Quentin capitule et l'ennemi campe dans ses murs. Les Juifs allemands participent au Seder Pascal spécialement organisé pour eux. Un groupe de rabbins se réunit également dans cette ville préfecture de l'Aisne. Durant les combats la ville de Saint-Quentin est quasiment détruite et la synagogue est rasée. Après 1917, les troupes américaines participent au conflit et les pertes en vie humaine sont nombreuses. Dans le cimetière d'Epieds, parmi les tombes chrétiennes il y a quelques sépultures juives tout à fait spécifiques.

Les Juifs du Kaiser à Saint-Quentin

Seder à Saint-Quentin en 1915
par les soldats Juifs du Kaiser



Juifs en Terre de France à travers la carte postale
de Gérard Silvain & Ilie Szapiro

En 1915, les Juifs allemands participent à un seder à Saint-Quentin. Il n'y a rien dans la presse juive sur la présence de soldats juifs prussiens dans la synagogue de cette ville comme il y en a eu en 1870.



Le 5 août 1915 se tient une Conférence des Rabbins-Aumôniers prussiens à Saint-Quentin. Ce sont les mêmes personnalités qui assistèrent au Seder communautaire dans cette ville : il s'agissait des : Dr Baerwald, Dr. Italiener, Dr. Cohn, Dr. Lewin, Dr Salzberger, Dr Wilde, Dr. Baeck, Dr. Levy. On remarquera que le Rabbin Lewin avait fait un office de Shabbat à Saint-Quentin en 1870.

Roger Bruhl

Roger Albert Bruhl né le 10.10.1898 à Paris est mort pour la France le 17/10/1918. Il habitait 8 av. Marceau Paris 8^e (Site Mémoire des Hommes). Il était le fils de Paul Bruhl et de Margherite Casewitz. Henri, le frère de Paul, avait épousé Berthe, fille du Grand Rabbin Zadock-Kahn. Les Bruhl sont liés à plusieurs prix Nobel. Les parents de Paul et Henri Bruhl étaient David et Clotilde Hadamard. Cette dernière est liée en effet au capitaine Dreyfus qui avait épousé une Hadamard.



tombe de Roger Bruhl

Soldats juifs morts à la Bataille de Saint-Quentin

Troupes Françaises

Zemmour Maurice
4ème Zouaves

Mohammed Ben
Soldat 9ème Bon 1er Tir
Mort pour la France

Khalla Daniel
Soldat 3ème Zouaves
Mort pour la France 1.11.1918

Sebban Messaoud
9ème R.Z.M.
Mort pour la France le 25.10.1918

Cimetière Militaire Allemand

Tombe de soldats allemands

Leonahard Fabian
Musketier
Gef. 27.3.1918

Robert Jakier
Grenadier
Gef. 22.3.1918

Nathan Meyer
Wehrmann
Gef. 3.10.1914

Leopold Bachrach
Kanonier
Gef. 21.3.1919

Kurt Michel
Unteroffizier
Gef. 24.3.1918

Fritz Bergmann
Landsturmann
Gef. 26.3.1916

Manfred Lebenstein
Fusilier
Gef. 22.7.1916

Jakob Seligmann
Musketier
Gef. 21.3.1918

Emmanuel Weil
Musketier
Gef. 14.8.1916

Sidor Levy
Grenadier
Gef. 14.6.1918

Rudolf Freudenberg
Landsturmann
Gefe. 10.7.1918

Ernst Kaufmann
Schutze
Gef. 23.3.1918

Bruno Berliner
Unterofizier
Gef. 29.9.1918

Leo Lichtenstein
Offz. Ttellv.
Gef. 21.3.1918

Salomon Behr
Wehrmann
GEF. 7.4.1917

Siegfried Feiner
Musketier
Gef. 12.10.1916

Walter Blumenthal

Unteroffizier
Gef. 21.3.1918

Moritz Aschenbrandt
Landsturmann
Gef. 25.9.1918

Hermann Horn
Leutnant
Gef. 3.9.1918

Hermann Emanuel
Musketier
Gef. 24.3.1918

Kurt Katz
Schütze
Gef. 23.3.1918

Herbert Laskow
Grenadier
GEF. 22.4.1918

Hugo Bar
Gefretier
Gef. 3.4.1918

Epich Kempner
Schutze
Gef. 30.10.1916

Joseph Stock
Unteroffizier
Gef. 27.9.1916

Un voyage généalogique dans les Cimetières Militaires
(Source: Revue du cercle de Généalogie Juive – Hiver 2000)

Nous avons fait récemment une visite des cimetières militaires du Nord de la France et du Chemin des Dames avec une cousine israélienne.

Elle voulait découvrir les lieux dont parle son père dans sa correspondance de guerre. Il servait dans l'"escadrille du baron rouge", as des as allemands, avec d'autres jeunes ingénieurs juifs.

Il a alors survolé bien des champs de bataille, que nous n'avons pas tous vu, de la côte aux Vosges, en passant par la Somme, Verdun etc...

Le Cimetière Allemand de Saint-Quentin

C'est celui qu nous avons visité le plus en détail. (Il y a en France 192 cimetières militaires allemands). Créé en 1914 par les troupes allemandes, il été agrandi en 1928 par les services d'inhumation français et leur association. Y reposent 6 294 soldats dans des tombes individuelles et 1 935 dans des tombes communes.

Nous avons reconnu seize tombes juives, soit à peu près 2 pour mille (moi j'en ai reconnu 25 que tu pourras lire !). Le cimetière est remarquable aussi par le monument dressé contre un mur : d'un côté des noms français et marocains sous une croix de fer. Le SESMA (Service pour l'Entretien des Sépultures Militaires Allemandes) , organisme qui gère les listes d'inhumation des soldats allemands pour la France, nous en a donné l'explication. "Lors de la création du tout premier cimetière inauguré en 1916 par l'empereur Guillaume, il y avait 706 Allemands et 191 Français dont beaucoup de Marocains, ainsi que 80 officiers britanniques : les soldats français et britanniques ont été ensuite ré-inhumés dans d'autres cimetières proches. Le monument subsiste".

Il existe également pour les militaires américains tombés en Europe une association américaine, The American Battle Monument Commission (Ses bureaux sont à Garches, 68 rue de 19 janvier F 92380 Tél. : 01.47.01.19.76 , qui s'occupe des tombes de 1917/1918 et 1944/1945.

Au Chemin des Dames, une autre surprise nous attendait près de l'Arboretum qui remplace le village de Craonne totalement détruit. Au bord de la route, une seule tombe avec les tables de la Loi : celle du Lieutenant Adolphe Hirsch, chevalier de la Légion d'honneur.

Toutes les communes du Chemin des Dames et toutes celles le long de ce qui fut la ligne de front, possèdent au moins un cimetière militaire français, du Commonwealth ou allemand.

A Braine (Aisne), il y a un cimetière des "malgré nous" danois. Nous avons également vu au lieu-dit le Plateau de Californie un monument inauguré le 11 novembre 1998 de Haïm Kern sur le thème "Ils n'ont pas choisi leur sépulture". Il fait référence aux massacres de 1917 et aux victimes d'autres barbaries.

En ce qui concerne le culte pendant la révolution en Picardie on lit : "Le prêtre doit être payé par ceux qui le font prier ou qui prient avec lui. La conscience du catholique se révolte à payer le rabbin, prêtre de ceux qu'il croit avoir crucifié son Dieu, et la conscience du rabbin, à payer le prêtre d'un messie, qui pour lui n'est qu'un imposteur."

Les Cimetières Picards

Tombes de Soldats juifs américains

Paul Braverman Pvt. 118 Inf. 30 Div. Ohio oct. 17. 1918

Henry J. Brown 2 Lieut. 118 Inf. 30 Div Michigan oct 11. 1918

Hermann Dotz Pvt. 1.M.G. BN 1 Div New York may 28. 1918

Samuel Entin Pvt. 108 Inf. 27 Div New York sept. 29. 1918

Louis Epstein Pvt. 106 Inf. 27 Div. New York sept 27. 1918
 Benjamin Ferkins Corpl. 131 Inf. 33. Div. Illinois Aug. 9. 1918
 Walter C. Flato 2 Lieut. 16 Inf. 1 Div. New York 4. 1918
 Hyman Freiberg 2 Lieut. 131 Inf. 33 Div. New York Aug 9 1918
 Harry Golden Sergnt. 307 Inf. 77 Div. New York May 29.1918
 Harry D. Goldie Pvt. 108 Inf. 27 Div. New York Sept. 29. 1918
 Jack Horowitz Pvt. 107 Inf. 27 Div. New York Sept. 29. 1918
 Samuel J. Lewin Pvt. 105 Inf. 27 Div. New York Aug. 2. 1918
 Harry J. Louis Pvt. 1 Cl. 106 Inf. 27 Div. New York Sept. 27. 1918
 Edwin H. Milkman Pvt. 1 CL. 105 Inf. 27 Div. New York Sept. 29. 1918
 Abe Rosen Pvt. 18 Inf. 1 Div. California June 19. 1918
 Joseph Roth Pvt. 117 Inf. 30 Div. Ohio Oct. 9. 1918
 Edwards B. Sargent Pvt. 105 Inf 27 Div. New York Aug. 7. 1918
 Maurice Schwach Pvt. 108 Inf. 27 Div. New York. Sept. 30 1918
 Jérôme Schwartz Pvt 108 nf. 27 Div. New York Sept 29 1918
 Harry Sherman Pvt. 106. Inf. 27. Div. New York. Sept 27. 1918
 Herman Selner Pvt. 11 Engrs. New York April 12 1918
 Benjamin Silver Pvt. 106 Inf. 27 Div. New York Sept. 27. 1918
 Arthur Sloman Pvt. 106 Inf. 27 Div. New York Sept. 27. 1918
 Charles Smith Corpl. 106 Inf. 27 Div. New York Oct. 18. 1918
 Morris Sobat Pvt. 106 Inf. 27 Div. New York 27. 1918
 Isaac Solomonoff Corpl. 106 Inf. 27 Div. New York Sept. 27. 1918
 Solomon Springer Pvt. 105 Inf. 27 Div. New York Sept. 29. 1918
 Isidor Tolmach Pvt. 106 Inf. 27 Div. New York Sept. 26. 1918
 Emil Tuckerman Pvt 305 Inf. 77 Div. New York June 3. 1918
 David H. Wall Pvt. 107 Inf. 27 Div. New York Sept. 29. 1918
 Solomon Weintraub Pvt. 1 Cl. 108 Inf. 27 Div. New York Oct. 17. 1918
 Harry Yacker Pvt. 108 Inf. 27 Div. New York Nov. 2. 1918

En réalité, il y a 43 soldats dont 9 inconnus.

Cimetière Américain et Mémoires de la Somme

L'American Battle Monuments Commissions (ABMC), fondée par le Congrès des Etats-Unis en 1923, est une branche autonome du pouvoir exécutif du gouvernement. Elle a pour mission de conserver la mémoire des sacrifices et des exploits des forces militaires américaines là où elles servirent depuis le 6 avril 1917, date de l'entrée des Etats-Unis dans la Première Guerre Mondiale. La commission est responsable de l'étude, de la construction et de l'entretien permanent des cimetières et monuments américains établis en dehors du territoire des Etats-Unis, de même que de la supervision de monuments américains érigés à l'étranger par des citoyens ou associations américaines tant publiques que privées et d'encourager ceux-ci à les maintenir en état.

Ce cimetière américain est officiellement appelé Cimetière de la Somme pour définir la région dans laquelle les 16ème, 27ème, 30ème, 33ème et 80ème Divisions

américaines et les 6ème et 11ème corps du Génie combattirent entre mars 1917 et septembre 1918. Il renferme les sépultures de 1.844 combattants et constitue l'un des huit cimetières militaires américains de la Première Guerre Mondiale et des quatorze de la Seconde qui sont administrés par l'American Battle Monuments Commission.

Parmi les 1.844 corps qui reposent ici, se trouvent ceux de 138 soldats inconnus... Sur les murs intérieurs de la chapelle sont gravés les noms de 333 disparus. L'architecte, dont le talent éclate dans la conception de ce mémorial et des divers ensembles architecturaux, était M. George Howe de Philadelphie, mais c'est le sculpteur français Marcel Loyau qui leur a donné vie pour créer cette oeuvre magnifique qui s'offre aux yeux du visiteur.

La Picardie a été ravagée par la Première Guerre Mondiale. Après le conflit différentes demandes de dommages de guerre ont été attribuées dans les communes et villes sinistrées.

SAINT-QUENTIN

Durant la Première Guerre Mondiale, outre les destructions massives dues aux bombardements, les soldats allemands organisent des pillages dans les différentes villes de Picardie notamment à Saint Quentin. La famille Bloch est spoliée d'un stock de tissu. A la fin du conflit, elle fait une demande de dommages de Guerre .

Des demandes de dommages de Guerre 1914-18

Madame Veuve Blanche Bloch Lévy, mariée le 3 juin 1883 à Monsieur Seligman Bloch, négociant, était marchande de modes au 29, rue de la Sellerie à Saint-Quentin, elle a eu deux enfants :

1°) Monsieur Edmond Salomon Bloch, avocat, est né à Saint-Quentin le 23 avril 1884, marié à Paris le 12 juillet 1912 dans une Communauté légale, résidant au 10, rue Saint-Antoine à Paris.

2°) Monsieur Lucien Sylvain Bloch, représentant de Commerce, est né à Saint-Quentin le 9 novembre 1889, marié à Paris le 2 mars 1922, à la Communauté réduite aux acquêts, résidant au 9, rue Lagarde.

Leur père : Monsieur Seligman Bloch décéda en son domicile le 20 novembre 1915 au 9, rue Lagarde, Paris. Il fut l'époux de Florette Blanche Levy. Son deuxième fils : Edmond Salomon sera mobilisé pendant la Grande Guerre au 116e régiment de chasseurs alpins 314ème brigade, secteur postal 161. Monsieur Seligman Bloch fut le créateur du commerce en août 1883 au 125, rue d'Isle (Saint-Quentin). En août 1908 : Achat du fond de commerce, installation et reprise du bail à Monsieur Quesada, au 23, rue de la Sellerie (Saint-Quentin). Production annuelle : Réparations de Chapeaux/ Chiffres d'Affaires Annuel : 80 000 Frs. Après le décès de Monsieur Bloch, le commerce sera pris par son épouse : Blanche Bloch née Lévy, avant qu'il soit détruit par la Guerre.

Le fils de Madame Bloch, Edmond Salomon Bloch, Avocat à la Cour d'Appel à Paris écrira le 15 décembre 1922 la lettre suivante, au sujet du magasin de sa mère : Monsieur le Président Denza, Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien envoyer

devant l'Agent Administratif et la Commission le dossier de dommages de Guerre et celui de ma mère Madame Vve C. Bloch, 21 rue de la Sellerie (Saint-Quentin).

L'instance est pendant depuis très longtemps déjà. Je crois que le dossier est en état puisqu'il a été examiné par les experts de l'O.R.J. ; jusqu'ici nous n'avons reçu aucune avance et nous aurions le plus grand intérêt à avoir ce dossier réglé.

Je dois me rendre à Saint-Quentin d'un jour à l'autre, il me serait très agréable du pouvoir en même temps m'occuper de cette affaire.

J'espère Monsieur le Président que vous ne verrez pas d'inconvénient à donner satisfaction à ma requête et en vous remerciant je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments, respectueusement dévoués.

Edmond Bloch.

Monsieur Georges Levy, négociant en tissus pour fleurs à Saint-Quentin, résidant au 119 Bd de Sébastopol à Paris déposa sous quinzaine son dossier de Dommages de Guerre à Paris, le 12 octobre 1919. Il s'agit de la réclamation de tissus coton enlevés par les Allemands dans les Usines Bris, Denerly, Marville.

Monsieur Lévy justifia avoir épongé une perte de 63 674 frs 75 par suite de l'enlèvement par les Allemands de tissus à Saint-Quentin.

Attributions de dommages de Guerre 14-18 à Saint-Quentin :

Anc^{tes} M^{mes} Jules & Camille WORMSER
WORMSER & C^{ie}, Succ^{tes}

45, RUE DE CLÉRY

Paris, le 13 Juin 1922

TELEPHONE : LOUVRE 03-83

RECOMMANDEE

Dossier 2578

DOMMAGES DE GUERRE

5^e Commission Cantonale de SAINTE-QUENTIN

*Jules;
Procès verbal
de conciliation
à la Belgique*

Monsieur le Greffier,

Je reçois à l'instant votre honorée 12 courant ainsi que le procès verbal de conciliation 5^e catégorie concernant l'Association Culturelle Israélite de St-Quentin que je vous retourne signé.

Veuillez remarquer que je suis de nationalité Suisse et non Française, veuillez rectifier s.v.p.

Quant au pouvoir que vous m'avez demandé pour représenter l'Association je vais l'envoyer aux 2 autres membres dirigeants et vous le ferai parvenir aussitôt qu'ils me l'aurent retourné signé.

Recevez Monsieur, mes bien sincères salutations.

Camille Wormser

SOUS-PRÉFECTURE de St-QUENTIN (AISE)

St-Quentin, le 10 janvier 1921

*envoyé copie à
M. Wormser
le 11-1-21*

Monsieur ,

En réponse à votre lettre en date du 8 janvier courant, j'ai l'honneur de vous faire connaître que les archives de la sous-Préfecture ayant été détruites pendant l'occupation, il ne m'est pas possible de vous donner copie des statuts de l'Association culturelle Israélite de St-Quentin .

Agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée .

Le Sous-Préfet ,



[Handwritten signature]

Monsieur Wormser Camille, 15 rue de Cléry
- PARIS -

M. Wormser (Alsac) 4 JUIL. 1863

M^{rs} Jules & Camille WORMSER
WORMSER & C^{ie}, Succ^{rs}
TÉLÉPHONE : LOUVRE 03-83

15, RUE DE CLÉRY

Paris, le 23 Décembre 1921

Monsieur le GREFFIER DE LA
5^e Commission des Dommages de Guerre
SAINT-QUENTIN
+-----+

Monsieur,

J'ai reçu il y a quelques jours vos lettres 13 & 16 courant me convoquant pour statuer sur la demande d'indemnité pour dommages de guerre concernant l'Association Culturelle Israélite de Saint-Quentin.

Je vous prie de remettre cette convocation à une date ultérieure vu que je suis à la veille de subir une opération et que le docteur me défend de voyager en ce moment.

Veillez m'excuser pour ce contre-temps et agréer Monsieur, mes sincères salutations.

*Camille Wormser
15 rue de Cléry*

[Handwritten signature]



Délégation de la Commission Administrative de l'Association Culturelle Israélite de SAINT-QUENTIN à Monsieur Camille WORMSER, 15 rue de Cléry à Paris :

A l'effet de représenter devant la 5^e Commission cantonale de Saint-quentin relativement aux dommages de guerre de la-dite Association, Faire toute déclaration, Signer tout procès verbaux de conciliation et généralement faire le nécessaire.

J. Weiller
Nancy
74

Paris le 1^{er} Juin 1922

Les autres Communautés Juives de Picardie depuis l'émancipation des Juifs de France

LENS

Dans le Pas-de-Calais, la Communauté de Lens, entièrement composée de Juifs étrangers (Polonais principalement), est née après la Première Guerre Mondiale, fille des mines célèbres de Lens, Bruay et Liévin. "L'Univers Israélite" publie un article en 1929 autour de la création de la Communauté Juive de Lens :

"Pour la Communauté Israélite

Depuis quelques années, la ville de Lens, au Centre du bassin minier du Pas-de-Calais, est habitée par une population israélite d'origine polonaise : une quarantaine de familles, sans compter les célibataires et les jeunes gens encore plus nombreux.

Une communauté a été constituée, il y a deux ans, elle a engagé un cho'het et un mélamed, et elle a loué un pavillon pour servir de lieu de prières et de réunion.

Dans un local se font aussi des cours de français qui sont subventionnés par "L'Accueil fraternel israélite" de Paris.

C'est un grand besoin, une grande douleur aussi pour ces immigrés de pouvoir se retrouver pour prier les jours de Sabbat et de fêtes, d'instruire leurs enfants dans la religion israélite, de s'initier eux-mêmes à la langue et à la civilisation françaises. Pour la Jeunesse, un tel centre est le meilleur remède contre l'oisiveté et les mauvaises fréquentations dans une cité ouvrière.

Ce sera faire œuvre sociale et patriotique en même temps que religieuse que de venir en aide à cette intéressante communauté car ses membres, pour la plupart petits commerçants, artisans et mêmes ouvriers, ne sont pas en état d'assurer seul l'achat et l'aménagement d'une petite maison.

Ils ont fait appel à l'esprit de fraternité et de générosité de leurs coreligionnaires de France. Nous avons confiance que cet appel soit entendu.

Comité de Patronage de la souscription :

M. Israël Lévi, Grand Rabbin de France

M. Salomon Poliakof, Grand Rabbin de Lille

M. Sylvain Lévi, Professeur au Collège de France, Président de l'Accueil Fraternel Israélite

M. R.A. Olschansky, Vice-président du Foyer Israélite.

M. Alex Heyman, Président de la Communauté Israélite de Lille

M. Maurice Gribinski, administrateur de la Communauté Israélite de Lille.

Les souscriptions pourront être adressées aux membres du Comité de Patronage ou à l'Association Consistoriale de Lille, 110 rue des Postes à Lille''.

Un bain rituel à Lens est inauguré en 1934. En septembre 1934, la Communauté de Lens composée en majeure partie d'Israélites très pratiquants a décidé, pour satisfaire aux besoins religieux de ses membres de construire un bain rituel. La nécessité d'un tel établissement se faisait impérieusement sentir, car aucune institution n'existait dans le Nord de la France et la ville de Lens ne possédait aucun établissement de bains publics.

BERCK-SUR-PLAGE

La Maison de l'œuvre "Pour nos enfants"

C'est sous le Second Empire que la Famille de Rothschild décide de venir en villégiature sur la Côte d'Opale. Après Le Touquet, quelques familles bourgeoises juives parisiennes viennent passer l'été à Berck-Plage. Compte tenu de l'air vivifiant, des œuvres caritatives juives pensent qu'il faut créer dans cette ville une maison pour le repos des enfants. Durant l'été 1930 est inaugurée la Maison de l'œuvre "Pour nos enfants". "L'Univers Israélite" du 25 juillet 1930, toujours bien informé, retrace l'événement pour ses lecteurs :

"Le dimanche 13 juillet, a été inaugurée, à Berck-Plage, 19 rue des Bains, la Maison de l'œuvre "Pour nos enfants" ; œuvre dont la création remonte à quelques mois seulement. La cérémonie d'inauguration s'ouvrit devant une foule nombreuse où l'on remarquait le Dr Malingre, maire de Berck, entouré des membres du Conseil Municipal, de Me Marcel Kahn, Président de l'œuvre, de M. Friedmann, préposé à la surveillance de la "Cacherout", et, plusieurs sociétés juives avaient envoyé des délégations. La musique municipale prêta son concours à la fête. Après qu'un chœur d'enfants eut entonné "La Marseillaise", M. Zoubritzky coupa le ruban qui barrait la porte d'entrée, et à cette occasion fit à l'œuvre un nouveau don de 5000 francs. On visita ensuite la maison où l'installation perfectionnée fut l'objet de l'admiration de tous. Plusieurs discours furent ensuite prononcés, Me Marcel Kahn, M. Malingre, des Conseillers Municipaux, M. Delmann, représentant de "L'Entraide Fraternel" prirent successivement la parole et furent chaleureusement applaudis. Une quête effectuée ensuite parmi l'assistance produisit plus de 12.000 francs, les "Progressistes" pour 500 francs, ainsi que les "Amis Solidaires", "L'Entr'aide Fraternel", "L'Union de la Jeunesse Juive", et "L'Agoudat Israël", "L'Avenir Fraternel", "Salvey" donnèrent 300 francs, les "Originaires de Roumanie" 200 francs, etc.... En outre, plus de vingt lits furent fondés par diverses sociétés ; l'un d'eux fut dédié à la mémoire du regretté Grand Rabbin Raphaël Lévy.

Cent enfants sont déjà installés dans cette maison, où ils passeront un mois, en attendant que d'autres leurs succèdent. La nourriture est strictement cachère, le réfectoire est vaste ainsi que les dortoirs où les règles d'hygiène sont soigneusement observées. En outre, les petits pensionnaires sont tous assurés contre les accidents. Des dons nombreux parviennent chaque jour à cette belle œuvre : signalons, entre autres, celui de M. Bonis, transmis par M. le Grand Rabbin de France, qui s'élève à 500 francs et celui de Mme Lévylier (300 francs), transmis par M. le Grand Rabbin Liber. Le nombre d'adhérents augmente chaque jour et c'est avec une confiance légitime que les dirigeants envisagent l'avenir de l'œuvre''.

Un service religieux à Berck-Plage

En 1928, un service religieux est organisé tous les jours à Berck-Plage pendant le mois d'août. Les fidèles peuvent s'adresser à M. Le Rabbin Kaplan, Villa "Les Marguerites" rue de Tours à Berck-Plage.

AMIENS

1845 : "Construction de la première voie ferrée du Nord financée par la Compagnie Rothschild. Paris-Amiens inaugurée en 1846 prend 4 heures et 40 minutes".

Des Juifs prussiens à Amiens

Lors de l'invasion prussienne de 1870, il y eut un grand nombre de blessés allemands parmi lesquels il y avait des Juifs. C'est à travers les pages de "L'Univers Israélite" que l'on sait que ceux-ci furent soignés à l'hôpital d'Amiens. "L'Univers Israélite" de cette époque parle des tournées rabbiniques entreprises par le Dr Blumenstein "aumônier d'Allemagne" et lorsqu'il passe visiter les blessés juifs, voici ce que cet hebdomadaire écrit : "Le même aumônier écrit d'Amiens, qu'il a visité les blessés juifs, atteints dans le combat du 3 décembre, "dont la joie, en le voyant, était indescriptible, quelques-uns pleuraient de joie. Il n'y a dans cette ville que six familles israélites chez lesquelles il ne pouvait rien manger, il n'a rien pris de chaud depuis huit jours, mais la joie des soldats le dédommageait de ses privations. Au cimetière catholique, il y a un petit emplacement destiné à l'inhumation de nos coreligionnaires".

Il mande d'Amiens, le 26 février, qu'il y a un office divin, ordonné par le prince d'Albrecht avec environ trente soldats de la 3^{ème} division. Le local avait été désigné par le Comte Talleyrand Périgord, adjudant du Commandant de la Place. Deux aumôniers chrétiens, un catholique et un protestant, assistaient à l'office''.

La Communauté juive moderne d'Amiens a du mal à se créer. C'est vers les années 1930 que l'on commence à parler un peu d'elle. En effet, le 12 mai 1934, le Conseil d'Administration de l'Association Culturelle Israélite du Département de la Somme adresse une protestation contre les actes inqualifiables commis par Hitler et ses lieutenants contre les Juifs allemands. Cette protestation est transmise à M. Israël Lévy, Grand Rabbin de France.

Le 20 juillet 1934, la Communauté d'Amiens lance un appel à ses frères de France afin de l'aider à bâtir son lieu de culte. "L'Univers Israélite" relaye cet appel, dont l'idée générale suit :

"Le sympathique Président de la Communauté, M. Louria, en une réunion privée, chez lui, invitait tous ses coreligionnaires à donner leur avis sur la formation d'une communauté à Amiens. A l'unanimité de l'assemblée, un comité fut constitué et celui-ci se trouva devant une tâche très lourde. Sur la demande de ce comité, M. le Rabbin Apeloig fut accepté à Amiens pour y remplir ses fonctions. Les enfants reçurent, grâce à sa compétence, une instruction juive, dont les membres de la Communauté furent très fiers.

Les soixante familles de l'Association Culturelle Israélite de la Somme adressèrent un appel, par la voix de Monsieur Staal, Secrétaire Général de l'Association, à la générosité de tous les Juifs français afin que le Judaïsme dans la capitale de la Picardie occupa la place à laquelle il avait droit".

Inauguration d'une synagogue à Amiens.

Les vœux de cette association vont se réaliser puisque le 8 novembre 1935, "L'Univers Israélite" publie le compte-rendu de l'inauguration du Temple. En voici un extrait : "L'inauguration de la Synagogue d'Amiens a eu lieu dimanche dernier. Ce nouveau sanctuaire, de proportions modestes, a été aménagé avec beaucoup de goût; le tabernacle, inspiré de celui de la rue de la Victoire, et la Téba forment un ensemble qui enchante le visiteur ; les murs sont recouverts de versets bibliques, traduits en français, l'édifice est clair et seyant. M.I. Stall, secrétaire général de la Communauté qui mérite d'être cité en premier lieu, tant est grand son dévouement, n'a pas exagéré en disant que l'architecte, M. Thérasse, "s'était rendu à Paris pour voir les principaux temples et avait rapporté une idée parfaite des choses....".

M. le Grand Rabbin Liber, directeur de l'Ecole Rabbiniqque de France, délégué du Consistoire Central pour la Province, a présidé la cérémonie, entouré de M. le Rabbin Apeloig, chargé du ministère religieux à Amiens, de M. le Grand Rabbin de Lille, Léon Berman, de M. le Rabbin de Rouen, Paul Bauer. Nous avons remarqué la présence de M. Aaron Salzedo, membre du Consistoire de Bayonne, de son fils, Me Mosès Salzedo, membre du Consistoire Central, de M. Maurice Malka, premier ministre-officiant du temple de la rue Buffault ; la maîtrise du temple, sous la direction de son sympathique chef, M. Jean Manuel, s'était chargée de la partie musicale de la cérémonie ; M. Isaac, ministre-officiant de la Victoire, a été fort apprécié. Les autorités civiles et militaires étaient largement représentées ; M. le Préfet de la Somme avait délégué son secrétaire général, M. Moulin ; au premier rang se trouvaient M. le Colonel Delcambre, commandant le 51^e régiment d'infanterie, représentant M. le Général commandant la 2^e région ; M. le Sénateur de Berny ; M. Busch ; Commissaire Central, M. Carmichaël, directeur de la Chambre de Commerce ; M. le Dr Labarrière, directeur de l'Ecole de Médecine ; M. Oswald, Consul d'Angleterre ; MM. Ebener, Pépin, Gontier, Dubrulle, Conseillers Municipaux, etc....

L'Administration du temple était présente au complet: MM. Louria, Président ; Lehr, Trésorier ; Staal, Secrétaire Général ; Aaron, Grindfer, Franco, Weiller, Rozmbaum, membres du Conseil. De nombreux non juifs avaient tenu à se joindre à nos coreligionnaires et le nouveau temple était trop étroit pour contenir tout le monde. Le service d'ordre était assuré d'une manière impeccable par M. Oscar Berg, chef des huissiers du temple de la Victoire, qui a vraiment mérité son titre de "Premier Chamesse de France".

L'entrée du cortège rabbinique eut lieu au chant de "Ma Touvou", celle des Sépharim, aux accents de "Vayehi Binçoa". M. le Grand Rabbin Liber alluma la lampe perpétuelle faisant précéder ce geste d'édifiants et brefs commentaires. L'office de Minha se fit ensuite. Après quoi, M. I. Staal prit la parole

Le distingué secrétaire général de la communauté d'abord remercia délicatement toutes les personnalités présentes, la presse, ses collègues de l'Administration, les communautés et les donateurs qui ont envoyé des subventions et de généreuses offrandes afin qu'Amiens s'enrichisse d'un édifice qui lui fasse honneur, l'architecte, les entrepreneurs MM. Bulian, Parazzone, Margry, Jacob, Dubois, Letendart et la Société Arlésienne de Force et de Lumière qui ont aménagé dans un temps record cette belle synagogue.

L'orateur rappelle les efforts pour réveiller la communauté : 25 chefs de famille étaient seulement connus en 1930 ; M. le grand-rabbin Poliakoff venait de temps à autre de Lille pour les visiter ; il accepta de venir chaque semaine pour dispenser l'instruction religieuse aux enfants, ce qui permit d'aller de l'avant et de connaître quinze nouvelles familles ; ce dévoué pasteur ne pouvant plus se déplacer aussi souvent, M. le rabbin Apeloig accepta de le suppléer, continua heureusement sa tâche et sut gagner l'entière confiance des fidèles. Le 8 février 1933, la Préfecture enregistra la déclaration de l'Association Cultuelle Israélite de la Somme, et le 21 février suivant celle de la Société de Bienfaisance que préside avec dévouement et autorité M. André Daniel. L'idée d'un temple prit corps, le Consistoire Central et son secrétaire général, M. le rabbin Marcel Sachs, ne ménagèrent pas leurs conseils et leur appui ; l'appel financier n'obtint pas tous les résultats souhaitables, car il coïncidait avec l'arrivée des réfugiés allemands en France. Mais, malgré tout, les sommes recueillies ont permis de faire quelque chose ; les nombreuses démarches, l'opiniâtreté et l'ardeur de M. le rabbin Apeloig sont parvenues à la réalisation définitive et on ne saurait trop le féliciter pour ce magnifique succès.

...."

Lucien Lévy-Bruhl (1857-1939) – Professeur à Amiens

Philosophe et sociologue, Lucien Lévy-Bruhl enseigne successivement à Poitiers et à Amiens avant d'obtenir une chaire à la Sorbonne où il est placé à la tête de la Faculté de Philosophie. Il donne également des cours au Séminaire israélite de France à Paris. Ses études des sociétés primitives l'amènent à expliquer par une méthode scientifique qui détermine l'origine dans ces collectivités des croyances aux forces surnaturelles.

LAON

Il y a peu de documents sur la création d'une communauté à Laon. Il n'existe qu'une seule photo concernant cette communauté.



PONTOISE

Dans l'état numérique des Israélites des arrondissements de Corbeil, Etampes, Mantes, Pontoise et Rambouillet en 1840, en ce qui concerne l'arrondissement de Corbeil, il existe 2 Israélites (homme et femme), à Arpagon ; 4 d'une seule famille, à Montgeron, 1 à Corbeil, mais aucun dans le canton de Longjumeau. Il n'y a aucun juif à Etampes, Mantes, Pontoise et Rambouillet.

Selon les Archives du Consistoire de Paris, en 1853 il y a 44 Juifs dans l'Oise et 49 en 1861.

SENLIS

Les Archives Nationales conservent une note du Ministère, à l'attention de Vergennes en date du 23 août 1783 faisant état de la politique du Lieutenant Général de Police Lenoir vis-à-vis des Juifs. Selon cette note, les Juifs portugais sont autorisés à résider où ils le désirent, par l'effet de leurs lettres de naturalisation. Pourtant cette note précise : *"... Mais s'ils étaient d'honnêtes commerçants lors de leur arrivée en France, ils sont maintenant tombés dans la misère. A Paris et à Versailles, ils ont commis des vols ; 50 000 livres de marchandises, dont 15 000 à une veuve ; ils sont complices de vases sacrés à Senlis et bandits de grands chemins sur la route de Paris à Senlis. Ils doivent donc être assujettis comme les autres aux mêmes règles...."*

BEAUVAIS

Moïse Weil, architecte, est le frère de Godchaux Baruch Weil, l'un des premiers huissiers juifs en France. Godchaux Baruch Weil est également l'un des

rédacteurs des "Archives Israélites de France" sous le nom de Ben Lévy. Proche du Consistoire, il milite pour la refondation du Consistoire de Paris avec le Consistoire Central. G.B. Weil est aussi l'auteur d'un livre pour l'éducation juive et l'un des promoteurs de l'Alliance Israélite Universelle. A propos de Moïse Baruch Weil, fils cadet de Baruch Weil, "Les Archives Israélites" datées de 1844 font paraître un article sur la ville de Beauvais et écrivent: "Weil Architecte, frère de Godchaux Baruch Weil.

"On nous écrit de Beauvais

Le Conseil Municipal vient d'adopter un projet de fontaine monumentale de la statue de Jeanne Hachette que lui a présenté M. Weil, architecte des travaux de l'Etat dans le département de l'Oise. Les éloges données à ce projet, qui sera exécuté au moyen d'une souscription locale, ne nous étonnent pas car nous savons que, M. Weil, notre coreligionnaire, est l'auteur de plusieurs remarquables constructions approuvées par le Conseil Royal des Bâtiments Publics de France et l'un des membres les plus distingués de la Société des Antiquaires de Picardie".*

Proche politiquement d'Adolphe Crémieux, Moïse Weil épousa sa nièce Amélie Berncastell, née en 1821. Elle est la soeur d'Adèle, épouse de son frère Nathan Weil. Il aura quatre filles : Jenny en 1846, Hélène en 1847, Claire en 1849 et Adèle en 1850. Il meurt à Beauvais en 1874. Seule Claire fit un mariage endogamique en épousant Léon Neuburger né en 1840 ; ils eurent André Neuburger (1877) et Georges Neuburger (1881-1912).

Moïse Weil est le grand-oncle de Marcel Proust. Son frère Nathan et sa belle-sœur Adèle eurent une fille , Jeanne qui épousa Adrien Proust.



©JewishEncyclopedia.com

Samuel Adam-Salomon.

* La statue de Jeanne Hachette a été réalisée par le sculpteur Samuel Adam-Salomon.

Mlle Suzanne Deutch de la Meurthe

Suzanne Deutch de la Meurthe est née en 1892 dans une famille d'industriels juifs, son père Henry s'occupait dans le début des années 1900 d'affaires de pétrole. Personnage de grande culture, musicien et compositeur à ses heures, il était passionné de véhicules automobiles, puis d'aviation. Il fonda l'Automobile Club de France puis l'aéro-club de France. Henry Deutch créa avant 1914 l'Institut aéronautique de St-Cyr et fonda une chaire d'aéronautique au conservatoire des Arts et Métiers.

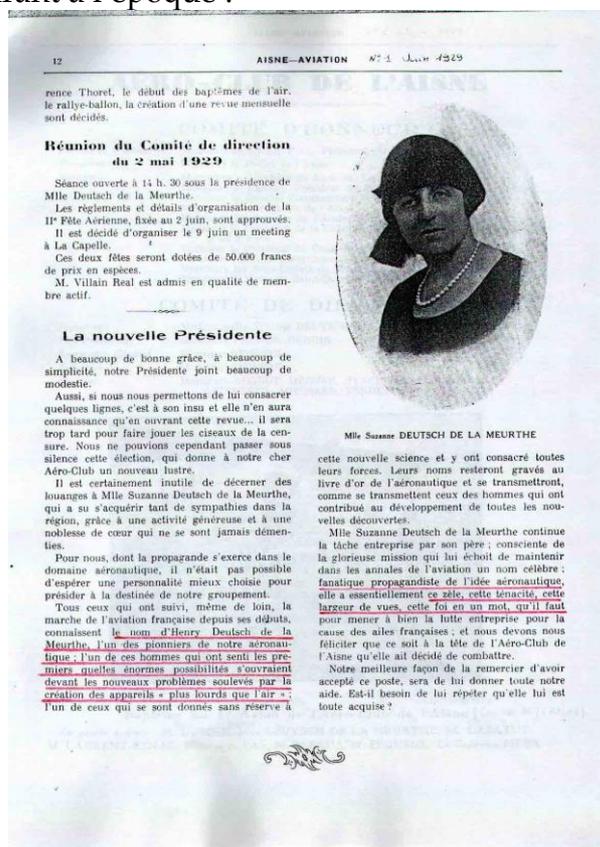
Germain Têtard, originaire de Moy-de-l'Aisne, blessé le 21 septembre 1914, sera le filleul de guerre de Suzanne Deutch. Germain Têtard lui parla de son village détruit, qu'elle ne connaissait pas. Elle y vint en 1920. Par sympathie humaine elle décida de consacrer d'importants moyens pour aider la reconstruction en 1922. Elle aida à reconstruire 20 logements, puis 16. Elle offrit une cloche, un centre d'hygiène, des bains douches.

Mlle Deutch décide de promouvoir l'implantation d'une industrie d'une grande envergure, la SIM (Société Industrielle de Moy) qui voit le jour en 1928 pour la fabrication, le commerce de textiles naturels ou artificiels, le laboratoire fait des recherches sur la fabrication de soie artificielle semi industrielle. L'usine fonctionne en 1931 : 280 ouvriers (260 hommes, 20 femmes) ; en 1939 cette usine aura 590 ouvriers (375 hommes 215 femmes). A chaque Noël, les enfants des ouvriers sont gâtés en cadeaux, ce qui n'était pas courant à l'époque !



Façade du Siège Social de l'Aéro-Club de l'Aisne, à St-Quentin.

PAGE 16



Mlle Deutsth ne pilotait pas, mais encourageait l'aviation; au sud de Versailles, elle créa l'Aéro-Club Roland Garros ; fondatrice de l'Aéro-club de l'Aisne, elle était familiarisée de Roupy où elle atterrissait souvent.

Elle conduisait elle-même sa voiture ; son Hispano-Suiza était admirée ; elle gagna un Paris-Amsterdam sur route.

Ses avions étaient tous baptisés Icare ; ils étaient à ses couleurs, blanc et rouge, comme les murs de son usine, avec le double écusson de l'Aéro-club de l'Aisne et celui de Roland Garros.

L'Année 1937, période néfaste pour l'aviation, verra le décès de Mlle Deutsth (à 45 ans) le 29 novembre 1937 ; inhumée dans un linceul de toile d'avion, dans le caveau familial de Montmartre, en présence de sa mère, ses sœurs et d'importantes délégations aéronautiques, ministérielles et autres et du grand rabbin de France.

L'Aéro-Club de l'Aisne, fondé le 8 décembre 1927, a son siège Social : 4 Place Saint-Quentin.

Comité de Direction :

Présidente : Mlle Suzanne Deutsch de La Meurthe

Vice-Présidents : MM Docteur Fumet, P. Roth, R. Trocme.

Moy-de-l'Aisne va connaître une allée : « *Allée Henry Deutsch de La Meurthe* » qui va loger 20 familles nombreuses du pays. Installation d'un terrain de jeux et de sports. Ensuite, construction d'un Centre d'Hygiène, modèle du genre, que plusieurs groupes de congressistes étrangers, docteurs éminents se déplaçant de Paris, ont jugé bon de venir visiter. Là, des soins gratuits sont donnés aux indigents.

M. Segard (Maire de la Commune de Moy-de-l'Aisne) prononcera un discours élogieux aux obsèques de Mlle Suzanne Deutsch de La Meurthe.

Sources : Revue Aisne Aviation de l'Aéro-club de l'Aisne de Jean Parent (Mai 1996).

Mlle Suzanne Deutsch de La Meurthe remit entre 1934 et 1935 la Coupe Deutsch à l'aviateur St-Quentinois Raymond Delmotte qui mourut d'un refroidissement contracté au couronnement d'Edouard VII à Londres.



Le Baron Alphonse de Rothschild

L'Aviation en Picardie

Grâce à Mlle Suzanne Deutsche, l'aviation s'est développée en Picardie. *"Le Grand Echo de l'Aisne"* du 28 février 1912 annonce les souscriptions faites pour l'aéronautique militaire :

L'honneur de première souscription du genre revient au journal "Le Temps".

Lorsqu'à la fin des grandes manœuvres de septembre 1909 survint la douloureuse catastrophe de la "République" dans les champs qui avoisinent Moulins, le "Temps" répondit aux préoccupations et aux angoisses de la France entière en ouvrant dans ses colonnes une souscription publique pour l'aéronautique militaire.

"Sous le coup de l'émotion qui fait battre tous les cœurs français écrivit-il, un grand nombre de lecteurs nous demande instamment d'ouvrir une souscription en faveur de l'œuvre de l'aéronautique militaire. Nous ne pouvons nous refuser à ces nobles sollicitations.

"La souscription est ouverte.

"La généreuse sympathie de nos amis et de nos lecteurs fera cortège jusqu'au tombeau à ces glorieuses victimes; elle permettra de développer l'œuvre nationale à laquelle elles ont été sacrifiées. Donnez pour la patrie en l'honneur de leur mémoire.

La catastrophe avait eu lieu le 25 septembre. Son appel parut le 27; quelques jours après, il avait recueilli plus de 305 487 francs, qui avec les intérêts dont cette somme devait être productrice, avant d'être versée en paiement entre les mains des constructeurs, forma un total de 313 000 francs.

Ces 313 000 francs furent répartis en deux lots : 41 000 furent distribués en secours aux veuves des adjudants Reaur et Vincenot, morts dans la catastrophe; 272 000 furent consacrées à la construction de quatre avions et de deux dirigeables. Ces avions, furent désignés sous les vocables de : T-1, T-2, T-3, T-4.

Un T-5 devait s'ajouter à la petite escadre aérienne, grâce à la générosité de M. Lazare Weiller.*

Quant aux dirigeables, le comité chargé de répartir les fonds produits par la souscription du « Temps », donnait au plus important le nom de « Lieutenant-Ohauré », au second, le nom du « Temps ». Le lieutenant Ohauré était la troisième victime de l'explosion de la « République » ; la quatrième était le capitaine Marchal. Le nom de ce dernier fut donné à l'unité aérienne que MM. Lebaudy offrirent immédiatement en remplacement du dirigeable détruit.

Depuis et à cause du mouvement d'opinion réclamant sans cesse la construction d'aéroplanes et d'aéronautes pour conserver à la France le premier rang vis-à-vis des autres nations en matière aérienne, de nombreuses manifestations sont venues s'ajouter à celle dont les abonnés et les lecteurs du « Temps » avaient si spontanément fourni l'exemple.

Tout récemment, le 11 février, dernier avait lieu à la Sorbonne, en faveur de l'aviation militaire, une manifestation organisée par l'Association générale aéronautique, le comité Dupleix, l'Aéro-Club de France, le Syndicat de la presse parisienne et départementale, etc.

Le but des organisateurs était de maintenir l'aéronautique française au premier rang et pour y parvenir, de provoquer l'organisation dans les départements et dans tous les grands centres, de comités locaux entièrement autonomes, mais affiliés à un comité central composé de toutes les sommités de l'aviation, des représentants de la presse parisienne et départementale.

La manifestation était présidée par M. Georges Clémenceau, sénateur, ancien Président du Conseil, assisté de MM. Reymond, sénateur ; Millevooye, député ; Gabriel Bonvalot, ancien député ; du capitaine Bellenger, conférencier, etc.

En réponse à cet appel, on voyait bientôt au sein des conseillers municipaux de grandes et petites villes de France, des initiatives se produire, qui amenaient la consécration à l'aéronautique militaire de sommes plus ou moins importantes. Vision magnifique dans laquelle la France apparaissait se recouvrant, comme autrefois, du blanc manteau d'églises ou de monastères que chantèrent ses historiens, d'un blanc manteau d'aéroplanes.

A Saint-Quentin, on nous sollicite de tous côtés de prendre l'initiative d'une souscription.

* Lazare Weiller (1858- 1928), industriel et homme politique français. Passionné d'aviation, avec son épouse Alice Javal, il invite les frères Wright en France afin qu'ils participent au record du plus long vol. Son fils Paul-Louis Weiller était pilote de chasse durant la Première Guerre Mondiale ; il fut blessé 14 fois et reçut la Légion d'Honneur des mains de Philippe Pétain. Directeur de l'usine Gnôme et Rhône, il deviendra le patron de la Snecma et d'Air France. Il fréquenta les grandes stars d'Hollywood et eut comme avocat dans son affaire de divorce un certain Richard Nixon.

D'autres initiatives priées se font jour. Ce matin, nous recevions la lettre d'une de nos lectrices qui veut absolument que ce soit les dames qui réunissent les sommes suffisantes et offrent un aéroplane appelé la « Ville de Saint-Quentin ».

Après la Seconde Guerre Mondiale en Picardie

Aujourd'hui, il n'y a plus de communauté constituée à Lens. Celles de Saint-Quentin et d'Amiens, compte tenu de la crise économique, se maintiennent et organisent les offices pour les grandes fêtes et pour différentes occasions.

En 1950, les Communautés Juives de France pansent leurs blessures et cette année là, le Consistoire Central Israélite publie un *"Annuaire du Judaïsme - 5710"* dans lequel sont décrites les différentes association cultuelles de Picardie :

AMIENS (Somme)

Amiens. - Le deux décembre 1951, le souvenir français a organisé à la synagogue une cérémonie à la mémoire des morts de la Communauté israélite. Le rabbin Paul Bauer, de Paris, a prononcé une allocution, unissant dans une même pensée tous les morts des dernières guerres, sans distinction d'idéologie, politique, philosophique et confessionnelle. L'Office était célébré par M. Henri Kahn, premier ministre - officiant du Temple Victoire, qu'on est toujours heureux d'entendre au cours des offices. Toutes les notabilités amiénoises entouraient MM. Simon Lehr et Aharon, président et président d'honneur de l'association cultuelle.

"L'Annuaire du Judaïsme" de 1950 donne les coordonnées de l'Association Cultuelle Israélite du département de la Somme : 13 rue du Cloître de la Barge. Fondée en 1933 avec la construction d'une Synagogue. Le Comité est présidé par M. Lehr, le Vice-président est M. le professeur M. Dreyfus, le secrétaire : M. R. Lehr et le trésorier : M. J. Louria.

SAINT-QUENTIN (Aisne)

Association Cultuelle Israélite, 11 bld Henri Martin.
Réorganisée en 1934. Culte et instruction religieuse.
Comité : MM. Dugowson, Mangot, Trauman, Dukan, Einheber, Wrobel, Schlamovitz.
U.J.R.E. 8 rue Emile Zola
Président : M. J. Goldring, Vice-Président : M. Viller, Secrétaire : J. Frauman,
Trésorier : M. Rosen.

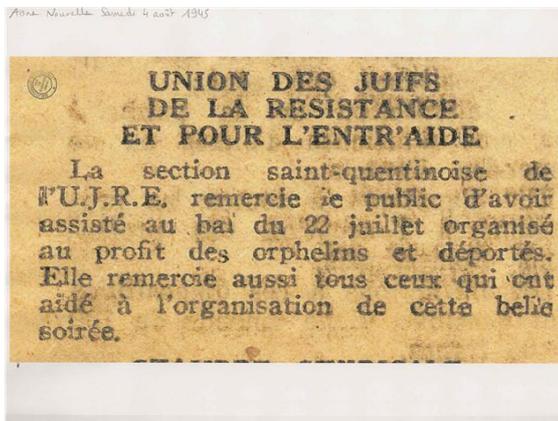
Il y a quelques corrections à apporter à cet article paru dans l'Annuaire du Consistoire Central pour l'année 1950/51.

"Après la Grande Guerre, la Synagogue entièrement détruite (rue Poiret) sera transférée rue Michelet approximativement entre l'année 1925 et l'année 1927. Cette synagogue ayant été

profanée pendant la Seconde Guerre Mondiale, de nouveaux locaux lui seront attribués en 1947 au 11 Ter Boulevard Henri Martin - 02100 Saint-Quentin.

Le Comité comprend MM. Dugowson, Mangot, Trauman, Dukan, Einheber, Wrobel et Schlamovitz.

UJRE se trouve au 8 rue Emile Zola, elle est présidée par M. J. Goldring, Vice-Président ; M. Viller, Secrétaire ; M. J. Frojman, Trésorier : M. Rosen."



L'U.J.R.E.



Bienfaiteurs de St-Quentin

446 — 11 JUIN 1948 —
AFFAIRE N° 4

ADMINISTRATION GENERALE

Cimetière du Nord. Edification d'un monument à la mémoire des Israélites morts en déportation. Demande de la communauté israélite de Saint-Quentin.

Rapporteur : M. Liagre

RAPPORT DE L'ADMINISTRATION

Par lettre en date du 22 avril 1948, M. Willer, demeurant en notre ville, 9, rue Emile-Zola, délégué de la Communauté Israélite de Saint-Quentin, a sollicité de la Municipalité un emplacement à titre gracieux, au cimetière Saint-Jean, pour y édifier un Monument à la mémoire des Israélites de Saint-Quentin morts en déportation, victimes du nazisme.

L'emplacement sollicité est situé en bordure de la 2^{es} section, laquelle a été réservée en 1936, à l'Association culturelle israélite pour l'inhumation de ses coreligionnaires. La surface demandée correspond à celle de deux fosses.

A cette demande était jointe une reproduction du Monument projeté.

Après examen de la demande et du projet, la Commission des Travaux a émis un avis favorable à la prise en considération de la requête présentée, désirant associer par là la Ville de Saint-Quentin à l'hommage ainsi rendu aux Israélites qui ont été odieusement persécutés par les nazis.

L'Administration Municipale propose en conséquence au Conseil de décider l'attribution gratuite à la communauté israélite de Saint-Quentin pour y édifier le Monument dont il s'agit, du terrain situé au cimetière du Nord en bordure de la 2^{es} section, 1^{er} ligne, à l'emplacement des fosses 1 et 2.

CONCLUSIONS DU RAPPORTEUR

Au nom de la Commission des Travaux, M. LIAGRE, rapporteur, propose à l'Assemblée d'approuver les conclusions du rapport de l'Administration.

— 11 JUIN 1948 — 447

a.

M. REMARD. — Au nom de la fraction communiste, je me suis réjoui des conclusions du rapporteur qui accepte de remettre gratuitement un emplacement pour le Monument aux Morts des Israélites. Inutile d'insister sur l'importance des sacrifices qui ont été consentis par les Israélites.

Vous savez qu'à travers le monde, ce sont eux qui ont été pourchassés le plus par les nazis et qui ont eu le plus grand nombre de morts dans les camps de concentration et dans les chambres à gaz.

Je dois saluer l'avènement de la République d'Israël et je veux regretter que le Gouvernement de notre IV^e République n'ait pas cru devoir la reconnaître, alors que de grands peuples comme les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ont déjà reconnu cet état.

C'est aujourd'hui que doit cesser le feu là-bas, par une trêve qui a été acceptée par l'Etat d'Israël. Je souhaite que cette trêve de quatre semaines permette à ce peuple de s'entendre pour vivre en paix et mettre en échec tous les fauteurs de guerre qui vont plus là-bas pour trouver du pétrole que pour apporter le progrès et la civilisation.

M. LE PRÉSIDENT. — Je m'associe à l'esprit de M. Liagre qui, dans son rapport, témoigne l'hommage et la reconnaissance de la Ville aux Juifs qui sont morts victimes du nazisme.

DÉLIBÉRATION

Après cet échange d'observations, le Conseil adopte la proposition du rapporteur.

PREFECTURE DE L'AINSE
2^e Division — 3^e Bureau

VU ET APPROUVÉ :
Laon, le 22 Septembre 1948.

Le Préfet,
Pour le Préfet : Le Secrétaire Général délégué,
Signé : GAY.

Après la Grande Guerre, la Synagogue entièrement détruite (rue Poiret) sera transférée rue Michelet approximativement entre l'année 1925 et l'année 1927. Cette synagogue ayant été profanée pendant la Seconde Guerre Mondiale, de nouveaux locaux lui seront attribués en 1947 au 11 Ter Boulevard Henri Martin - 02100 Saint-Quentin.

Association Culturelle Israélite de Saint-Quentin.

Les Juifs de Picardie

Le selon le Guide Juif de France pour l'année 1968, il est possible d'avoir quelques renseignements sur les Communautés Juives de Picardie :

Saint-Quentin et Laon (02 - Aisne) Population juive : 85

Communauté affiliée au rabbinat de Lille.

Synagogue : 11, boulevard Henri-Martin, Saint-Quentin.

Président de l'A.C.I. : M. Einnheibert - 60, rue Châtelaine, Laon, Tél. 518 à Laon.

Wizo : Présidente : Mme C. Hesse - 9, rue Jean de La Fontaine, Saint-Quentin;
secrétaire : Mlle Roubine - 37, rue du Gouvernement, Saint-Quentin ; trésorière :
Mme Atlani - 9, rue Jean de la Fontaine, Saint-Quentin

Le Monument à la mémoire des Juifs de Saint-Quentin, morts en déportation

Le 16 novembre 1948, *“L'Aisne Nouvelle”* publiait un article sur l'inauguration du mémorial pour les Juifs de Saint-Quentin, mort en déportation :

“Les Juifs de Saint-Quentin n'oublient pas leurs compatriotes morts au champ d'honneur ou victimes de la barbarie nazie.

Dimanche 14 novembre, à 14H30, a eu lieu, au cimetière Saint-Jean, la cérémonie d'inauguration d'un monument érigé à la mémoire des 88 israélites de St-Quentin et de la région, victimes de la barbarie allemande.

Parmi les personnalités, nous avons remarqué les membres du Comité d'érection; M. Renard, député; MM; Bugain, maire, représentant le Parti S.F.I.O.; Arnould, adjoint; Pierret, conseiller municipal; le docteur Feuillette; Mme Cabot, du C.O.S.O.R.; Umerlick, du Comité directeur de l'U.J.R.E.; le rabbin; M. Ambroze, du Consulat polonais de Paris; les familles des disparus; des délégations des Partis socialiste et communiste et de l'A.R.A.C...

Après un chant religieux, la stèle, sur laquelle sont inscrits les noms des héros, est découverte; des gerbes sont déposés et une minute de silence observée. De chaque côté du monument, les drapeaux du Parti socialiste, de l'A.R.A.C., des F.T.P., des A.P.G., forment une haie d'honneur.

Des discours sont ensuite prononcés par un membre du Comité d'érection; le rabbin; MM. Umerlick; Bugain, qui apporte le salut de la ville et du Parti S.F.I.O.; Denimal, de l'A.R.A.C.; Ambroze, du Consulat polonais, et Renard, au nom du Parti communiste. Un chant religieux termine cette émouvante cérémonie dont la colonie juive de St-Quentin gardera un profond souvenir.

La presse picarde parle de 88 israélites déportés mais Franck d'Almeida en a répertorié 127 :

Stèle (Côté face)

Ahitouf Eugénie
Ahitouf Raphaël
Ahitouf Salomon
Apel Simon
Apel Léon
Apel Gisel (normalement orthographié Apel Giselle, née le 27 février 1934 à Saint-Quentin, déportée le 31 juillet 1943 - convoi n°77)
Apel Joseph
Apel Chaja
Apel Jacob
Apel Jules (Jerschmik Apel né le 10 octobre 1926 à Varsovie déporté le 29 juillet 1942 - convoi n°12)
Apel Simon
Aronowicz Eva
Aronowicz Aron
Aorack (Grande erreur : il s'agit d'Avrach Jules qui a toujours été noté sur la stèle ainsi !)
Brauer Jeanne
Benczkowski Malka
Beczkowski Aron
Birenbaum Maurice
Blatt Claire
Blatt Sarah

Morts au Champ d'honneur

Dugowson Léon
Glicenstein Wolf
Jacubowick Maurice (Jackubowicz Maurice, écrit ainsi sur ma liste)

Stèle (Côté Gauche)

Blatt Szalma

Blatt Szakndla
Bick Alter
Bick Maurice
Mr et Mme Cages
Chasanowitz Basia
Chasanowitz Clara
Cher Jacob
Ciesielski Jakob (Jankiel Ciesielski né le 14 décembre 1937 à Lodz - nationalité polonais - domicilié 11 rue des capucins - convoi n°40 en date du 03 novembre 1942)
Cioszniak Charles
Cioszniak Lina
Cioszniak Jacob
Cioszniak Simon
Dugowson Frajga
Epstein Haïm
Feferman Henri
Frydmann Estera
Fuentes Joseph
Fuentes Fortunée
Gass Jacques
Gass Henri
Gass Rosa
Famille Gelduer (4)
Gerbaez Abraham (Gerbacz Abraham)
Glicenstein Maurice (Glicenstein Moszer né le 12 mars 1880 à Lodz
Forain déporté le 03 novembre 1942)
Glicenstein Marie
Goldberg Lina
Goldberg Maurice
Goldberg Adèle
Goldblum Salomon
Goldblum Simon
Golbblum Jeek

Stèle (côté droit)

Grunblatt Annette
Grunblatt Maurice
Grunblatt Max
Grunblatt Pauline
Gutmacher Jean
Ignace Annette
Jackubowicz Félicie
Kane Léon
Kane André
Kane Renée

Kane Abraham

Kane Golda

Kane Hélène

Kane Léonia

Katz Rachel

Kibel Genia

Leczyki Hana

Lezinski Maurice

Mme Lezinski

Levy André

(non écrit sur la stèle : Gaston Klein né le 1er février 1871 à Paris dans le Xe arrt. - Secrétaire - domicilié 7 place Saint-Germain à Ribemont - veuf un enfant - arrêté à Saint-Quentin le 19 janvier 1944).

(non écrit sur la stèle : Saba Lipman arrêté à Saint-Quentin - convoi n°55 en date du 23 juin 1943 - née le 22 décembre 1923 à Lodz - nationalité polonaise - célibataire sans enfants - Sans profession - domiciliée 14, rue Saint-Sauveur 75002 Paris).

Maestro David

Malmed Charles

Malmed Ida

Malmed Madeleine

Malmed Chana

Malmed Joseph

Malmed Sroul (Malmad Srul)

Margules Maurice

Markiewicz Maurice

Markiewicz Leon

Markiewicz M.

(Non écrit sur la stèle : Jeannette Markiewicz née le 21 octobre 1925 à Paris - domiciliée 86, rue Aristide Briand à Tergnier - Convoi N°48 du 13 février 1943 pour Auschwitz).

(Non écrit sur la Stèle : Szalma Markiewicz né le 15 mai 1897 déporté le 05 août 1942 - convoi n°15)

Matuszewick Chana (Maturzewick Hana née Szedlecki domiciliée 22 rue des Arbalétriers à Saint-Quentin - nationalité polonaise).

Matuszewick Herch

Stèle (côté arrière)

Moscinski Binjamin (Moscinski Benjamin né le 22 mai 1907 à Breszsac - Employé chez Sommer - domicilié au n°4 rue des Cordeliers - déporté le 17 juillet 1942 - convoi n°6)

Moskowitz Armand

Ossja Sarah

Ossja Elie

(non écrit sur la Stèle : Isidor Pantofel arrêté à Saint-Quentin le 19 janvier 1944 - domicilié à Laon, un certain nombre de Juifs de Laon fréquentaient la Synagogue de Saint-Quentin...)

Pik Jacques

Pik Pola (Perle Pik née Margules née le 15 juillet 1907 à Sierack (Pologne) - Couturière - domicilié au n°8 rue Michelet - déportée le 03 août 1942 - convoi n°2

Pik Herman

Padarenski Aron (Podaretzki Aron né le 01 mai 1897 à Brest Litovsk déporté le 29 juillet 1942 - convoi n°12)

Padarenski Sarah (Podaretzki Sura née le 18 octobre 1912 à Radomsk déportée le 29 juillet 1942 - convoi n°12).

Rappoport Hélène (Rapoport Hélène âgée de 31 ans - déportée le 20 juillet 1942 - convoi n°12)

Rappoport Marcel (Rapoport Marcel né le 17 août 1903 à Grodzec (Pologne) - déporté le 29 juillet 1942 - convoi n°12)

Rotenberg Herbert (Rautenberg Herbert né le 04 septembre 1900 à Pressich déporté le 07 mars 1944 - convoi n°69)

Rotblat Adela

Rotblat Leon

Rotblat Lina

Saguez Nissim

Saguez Marie

Schlamovitch Regina (Schlamowich Régina née le 28 mai 1911 à Kalish - Pologne - déportée le 30 novembre 1942 - convoi n°40 en date du 03 novembre 1942).

Stechelski Flle

Trauman Gitla

Weille Marcel (Weiller Marcel né le 11 février 1894 à Saint-Quentin - déporté le 20 janvier 1944 - convoi n°66)

Non écrit sur la Stèle (Roger Weill arrêté à Saint-Quentin le 19 janvier 1944 - domicilié à Marles sur Serre).

Trauman Gitla

Malmed Sarah

Malmed Sonia

Teboul Jules (Personne qui a été déporté mais qui ne figure pas sur ma liste).

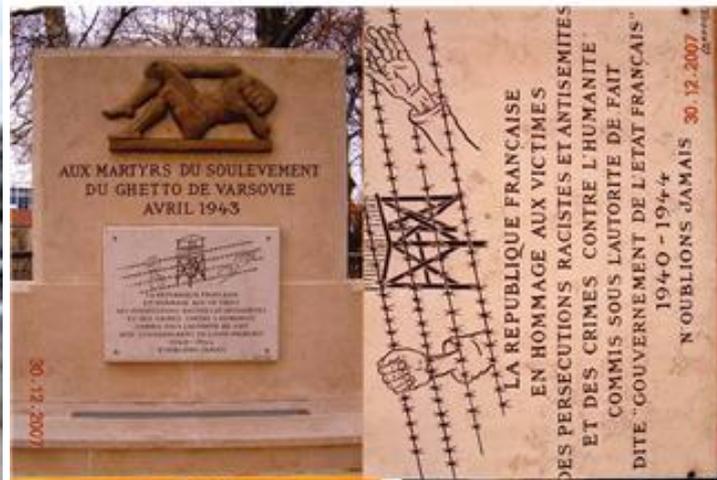
Non écrit sur la Stèle :

Henri Beker arrêté à Saint-Quentin le 8 janvier 1944 - né le 19 juin 1928 à Bruxelles - domicilié 17 rue Pasteur à Verneuil (Oise) - Ecolier

François Beker arrêté à Saint-Quentin le 8 janvier 1944 - né le 29 janvier 1924 à Grodzisk (Pologne) - nationalité polonaise - Maroquinier - domicilié au 17 rue Pasteur à Verneuil (Oise) convoi n°66 en date du 20 janvier 1944.

Isaac Draï arrêté à Saint-Quentin le 19 janvier 1944 - né le 16 mars 1898 à Oran (Algérie) - nationalité Juif Français - Boucher Cuisinier - domicilié au 150 Bd

Ney 75018 Paris. Tout donne lieu à Penser que Mr Henri Beker, François Beker et Isaac Draï étaient venus à Saint-Quentin pour délivrer de faux papiers...

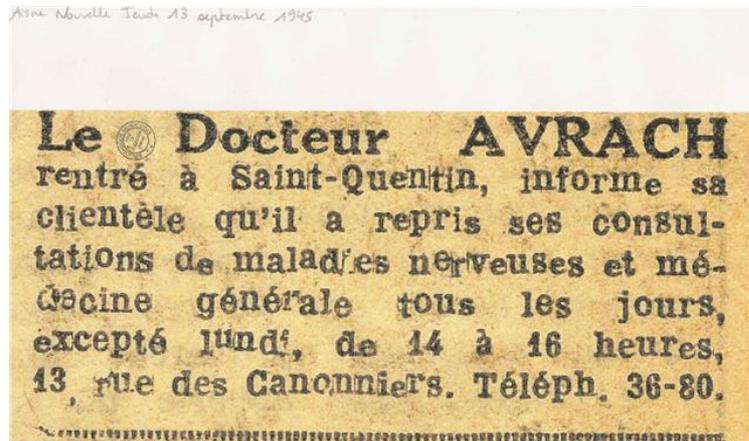


Ce monument a été érigé à l'initiative de l'Association des anciens Combattants Juifs de Saint-Quentin...

Ils ont voulu rappeler le courage de ces juifs du Ghetto de Varsovie qui se sont battus pendant plusieurs semaines, devant un ennemi impitoyable, tout en sachant leur fin prochaine.

D'autres ghettos se sont révoltés, avec autant de bravoure et ont été écrasés avec autant de violence. Varsovie (dont étaient originaires certains membres) et le révolte du Ghetto reste l'exemple de la résistance des Juifs, comme Anne Frank symbolise la souffrance des enfants dans la mémoire collective.

Pour Saint-Quentin, peu ont pu revenir. Le Docteur Avrach est parmi ceux-ci. Dès septembre 1945, il informe la population de St-Quentin de son retour. Il ne précise pourtant pas que son frère est mort en déportation.



BERCK-PLAGE (Pas-de-Calais)

La "Colonie Scolaire" qui a été fondée en 1926 pour la protection de l'enfance juive s'occupe encore en 1950 de colonie de vacances, d'assistance médicale, de patronage, de foyers d'enfants, de service de parrainage et de vestiaire. Pendant la Seconde Guerre Mondiale, la "Colonie Scolaire" a également un service de camouflage d'enfants. Depuis sa création, elle cogère la colonie de vacances du 21 rue des bains à Berck-Plage (Pas-de-Calais) qui est ouverte du 10 juin au 30 septembre. En 1950, M. Alpérine est Président. L'Association "Pour nos enfants" est fondée en 1930. Ces buts sont l'organisation de camps de vacances en été au bord de la mer, camps dans lesquels les enfants sont envoyés gratuitement. Elle possède des foyers pour enfants, fonctionnant pendant l'été à Berck.



LENS (Pas-de-Calais)

Il y a une association similaire à Lens, sous la dénomination de : *“Communauté Israélite de Lens et de ses environs”* ; 19 Avenue Raoul Briquet qui comprend, une association culturelle, une synagogue, un mikvé, un groupement de jeunes et un service de défense des intérêts Juifs. Le Président est M. I. Schwartz, le Secrétaire : M. Taustein et le Trésorier : M. S. Suskind. Il y a une section à Lens de la Fédération des Sociétés Juives de France et dès 1946 sont fondées les sections lensoises de l'Union des Engagés Volontaires Anciens Combattants Juifs 1939-1945 (U.E.V.A.C.J.) et de l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entr'aide (U.J.R.E.).

BOULOGNE-SUR-MER

Le 24 septembre 1988 s'est tenu à Boulogne-sur-Mer une table ronde organisée par Danièle Delmaire sur le thème : *“Les Camps Juifs dans le Boulonnais (1942-1944)”*.

BEAUVAIS

Une Communauté Juive s'est constituée à Beauvais en 1963. Le Centre Communautaire Isidore Atlan qui sert également de Synagogue a été construit en 1973.

CREIL

Une Communauté s'est créée dans les années 1960 grâce à l'arrivée des Juifs d'Afrique du Nord.

COMPIEGNE

La première Ligne de Voie Ferrée correspond à Lille - Paris. Ligne du nord financée par la banque Rothschild. James de Rothschild fut maire de Compiègne : [(Chevalier de la Légion d'honneur - Croix de Guerre - Engagé volontaire (23 août 1914) dans l'Infanterie - Sergent-pilote et Sous-Lieutenant-pilote dans l'Aviation - Citation à l'Ordre de l'Armée - Administrateur de la Compagnie de l'Est)].

CHANTILLY

La maison de Convalescence "*Alphonse de Rothschild*",

GOUVIEUX

Un hôpital à Gouvieux prit son nom : Hôpital James de Rothschild ainsi que le Château de la Baronne Léonine de Rothschild.

AMIENS

Le deux décembre 1951, le Souvenir français a organisé dans la Synagogue une cérémonie des morts de la Communauté Israélite. Le Rabbin Paul Bauer, de Paris, a prononcé une allocution, unissant dans une même pensée tous les morts des dernières guerres, sans distinction d'idéologie politique, philosophique et confessionnelle. L'Office était célébré par M. Henri Kahn, premier ministre-officiant du Temple Victoire, qu'on est toujours heureux d'entendre au cours des offices. Toutes les notabilités amiénoises entouraient MM. Simon Lehr et Aaron, président et président d'honneur de l'association culturelle.

HOMMES POLITIQUES JUIFS PICARDS

Abraham Schrameck, Préfet de l'Aisne

Après l'Affaire Dreyfus et une mince diminution de l'antisémitisme en France, les Juifs retrouvent peu à peu une position sociale convenable. L'Armée et l'Administration sont des moyens de promotions sociales, l'une des plus remarquables carrières a sans doute été celle d'Abraham Schrameck. Né à Saint-Etienne le 26 novembre 1867, il meurt à Marseille le 21 octobre 1948. Il gravit les différents échelons administratifs en passant de chef de cabinet du préfet de police de Paris, à Préfet ; en 1906, il est nommé Préfet de l'Aisne, puis Gouverneur de Madagascar, Ministre et Sénateur.

Longue carrière d'un serviteur de l'Etat, Abraham Schrameck avait été le chef de cabinet de Louis Lépine, préfet de la Loire et par la suite, il fut directeur de l'administration pénitentiaire, préfet des Bouches-du-Rhône de 1911 à 1918, puis gouverneur général de Madagascar et ministre de l'Intérieur du gouvernement Painlevé. Charles Maurras, chef de file de l'"*Action Française*" adressa une lettre ouverte, violemment antisémite contre Abraham Schrameck. Or même si en 1940, il vota les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, Schrameck fut déchu de ses droits civiques par les lois antijuives de 1941. Il est ensuite arrêté et interné en raison de ses origines juives. Heureusement il parvint à gagner la Provence où il resta caché jusqu'à la Libération.

Jean Pierre-Bloch

“L’Argus Soissonais” du 15 janvier 1941 publie la liste des parlementaires juifs qui furent déchu de leur mandat suite aux lois scélérates antijuives de 1941 :

“Les Parlementaires Juifs déchus de leur mandat

La déchéance des députés et sénateurs d’origine juive, annoncée à plusieurs reprises est maintenant un fait accompli.

Cette mesure vise entre autres parlementaires, MM. Léon Blum, Georges Mandel, Pierre Bloch, Edouard Jonas, Jules Moch, Léon Meyer, Jean Zay, Pierre Mendès-France, Jammy Schmidt, Charles Lussy, Lévy-Alphandéry. Etc....”

Nous voyons que parmi les députés invalidés figure Jean Pierre-Bloch, député de l’Aisne. Jean Pierre-Bloch est né à Paris le 14 avril 1905 et meurt au même endroit le 17 mars 1999. Homme politique socialiste, membre de la SFIO, il sera l’une des figures de la Résistance ainsi qu’un militant actif contre l’antisémitisme. Il fut en effet membre du Comité directeur de la Ligue Internationale contre le Racisme et l’Antisémitisme (LICRA) puis Président et Président d’honneur. Il a commencé sa carrière comme journaliste au “Populaire”, l’organe du parti socialiste. Franc-maçon, il entame une carrière politique dans l’Aisne en se faisant élire conseiller général du canton de Marle. Il choisit comme surnom “Pierre-Bloch” parce qu’un homonyme de droite existait dans la circonscription. Dès 1935, il est élu adjoint au Maire de Laon et en 1936, il est élu député de l’Aisne, c’est alors le plus jeune député du “Front Populaire”. Devant la montée de tous les dangers, en 1938, il est l’un des rares parlementaires à s’opposer aux accords de Munich et après la mise en place du pouvoir pétainiste, il est l’un des députés juifs à être exclus de l’identité nationale. Homme de conviction, il s’était engagé en 1939 et fut fait prisonnier le 23 juin 1940. Le 17 octobre il s’évade du camp et rejoint la Zone libre. Il entre alors en Résistance. Après être passé par Londres, on le retrouve à Alger où il devient commissaire adjoint à l’intérieur. Il obtiendra à ce titre le rétablissement du décret Crémieux de 1871, naturalisant les Juifs algériens et que Pétain avait abrogé. Il proposera un texte similaire pour les Algériens musulmans. Après la Seconde Guerre Mondiale, il retrouve son siège de député. Il abandonne sa députation en 1947 pour diriger le SNEP, une société chargée d’administrer les biens des journaux interdits et en 1953, il est juré au procès du Maréchal Pétain. Outre ses activités politiques, il a aussi des activités communautaires, entre 1974 et 1981, il est Président du B’nai B’rith* France. L’un de ses dernières grandes actions fut d’être témoin à charge au procès de Maurice Papon en 1998. Il meurt un an plus tard.

* Le B’nai Brith. L’Ordre indépendant du B’nai B’rith (de l’hébreu): « *Les fils de l’Alliance* ») est la plus vieille organisation juive toujours en activité dans le monde. Calquée sur les organisations maçonniques, elle a été fondée à New York, le 13 octobre 1843, par douze personnes, dont Henry Jones et deux frères, juifs émigrés d’Allemagne, qui avaient appartenu à la Société des Frères (Brüder Bund) qui joua un certain rôle dans l’élaboration de la Première Internationale (Association International des travailleurs). On compte aujourd’hui de nombreuses loges à travers le monde.

CONCLUSION

Voici quelques éléments de l'histoire des Juifs du Nord et de Picardie bien que de grandes études aient été faites autour des Communautés du Nord de la France. Pour ce qui est de la Picardie, les historiens ont un peu délaissé ces communautés qui, il est vrai, rentrent dans les grandes histoires des "*Kehilot Kédoukot*" ashkenazim et sefardim de France. Avec l'ouverture des Archives départementales et le lancement d'études plus spécialisées les chercheurs vont réparer l'injustice qui a été faite à cette région en ce qui concerne la saga des fils d'Israël depuis le Moyen-Âge.

Malheureusement aujourd'hui, la démographie des Juifs de France est en train de diminuer. Nous ne sommes plus comme dans les années 60 où les familles juives arrivant d'Afrique du Nord arrivaient avec 5 ou 6 enfants. En effet, le taux de natalité dans les familles séfarades a baissé à cause du changement des mentalités grâce au boom économique des "*Trente Glorieuses*". L'énorme blessure de la Shoah dans les rangs de la communauté ashkénaze a marqué les esprits et a rebuté un peu les familles à faire des enfants. A la fin du XX^{ème} siècle, le sociologue Erik Cohen a pu faire un recensement des Juifs de France, il s'avère que si la Communauté Juive de France est encore la plus grande en Europe mais le nombre de Juifs dans l'hexagone a fortement baissé. Pour quelle raison ? manque de natalité, migration vers d'autres horizons, alyah en Israël, etc.... Suite à ce dénombrement des Juifs, tel que dans la Bible, on s'aperçoit alors que de nombreuses communautés pour des questions démographiques et économiques ont disparu ou sont en voie de disparition. Dans le Nord et en Picardie, beaucoup de communautés, dont beaucoup étaient nées avec l'arrivée des Juifs d'Europe Orientale et plus particulièrement de Pologne, ont fermé les portes de leur synagogue : Roubaix, Tourcoing, Valenciennes, Arras, Douai, etc... Il en est de même en Picardie ; seules Amiens, St-Quentin et Creil semblent se maintenir, mais difficilement.

C'est avec la plus grande gratitude que j'adresse tous mes plus sincères remerciements à mon ami Franck D'Almeida, descendant de la Communauté St-Quennoise par son grand-père David Zolty, pour m'avoir fourni de nombreux renseignements sur les Juifs de Picardie notamment de la période contemporaine. Cette étude n'aurait certainement pas vu le jour sans l'aide de Jean-Claude Kuperminc et du personnel de la Bibliothèque de l'Alliance Israélite Universelle. Un remerciement très particulier à Mesdames Monique Séverin et Arlette Sart (Présidente de la Société Académique de Saint-Quentin) et à M. Bernard Lyon-Caen ainsi qu'à Mlle Johanne Vanhove et Mme Niey (Bibliothécaire à la Bibliothèque de Saint-Quentin). Mille mercis aussi à Mesdames Karen Taïeb (Responsable du Mémorial de la Shoah), Diane Afoumado (Historienne au Mémorial de la Shoah et à Washington) ainsi que M. Alexandre Doulut pour leurs recherches sur des Juifs de l'Aisne ; morts en déportation. Mes remerciements vont aussi à Mme Danielle Delmaire, à MM. Norman Golb, Gérard Nahon, à mes amis Françoise et Michel Bernadet, à MM. Jean-Claude Komar, Président de la Communauté de Lille et Elie Dahan, Rabbin de la Communauté lilloise. Un respectueux salut à Michèle Laroque (arrière petite fille de Camille Wormser). J'adresse aussi une grande amitié aussi à

Marie-Thérèse Grynbaum pour la relecture de ce manuscrit. Que toutes ces personnes trouvent à cet endroit l'expression de toute ma reconnaissance.

BIBLIOGRAPHIE

- Blumenkranz B. : Art et Archéologie des Juifs en France Médiévale.
Blumenkranz B. : Les Juifs de France, écrits dispersés.
Blumenkranz B. : Documents Modernes sur les Juifs.
Gross Henri : Gallia Judaïca
Loeb Isidore : Un baron Juif français au XVIIIème siècle : Liefmann Calmer. Annuaire des Archives Juives.
Depping ; Les Juifs dans le Moyen Age;
Bouquet Dom, Historiens De France, xxv. 768 ;
Dubois, Historia Ecclesiae Parisiensis, ii. 142 ;
Moréri, Dictionnaire Historique, s.v. Richard ;
R.E.J. ii. 24, ix 63, xv. 234, 250 ;
Gallia Judaica, pp. 442-445. G. S. K.
- Boulogne-sur-Mer UI 6 mai 1898 p. 339
UI n° 52 p. 273
UI n° 79 (2) p. 399-400
UI n° 79 (2) p. 182
UI 1896 La France du Nord
UI n° 29 1873-1874 p. 42-44
AIF 29 août 1873 inauguration du temple.
- Lens UI n° 84 (1) p. 629
REJ VII p. 118 Notes et documents sur les Juifs de Belgique
REJ X p. 191
REJ XV p. 240, 245, 248, 253, 254
REJ XVI p. 222
- St-Quentin
REJ XX p. 26 Les Juifs de Saint-Quentin sous Saint Louis
UI n° 90 p. 27 Inauguration du Temple de St Quentin.
Suzanne Deutsch De La Meurthe « La fée des Ailes »
par Edouard Garyga et Robert Staes
- Les lettres de Georges-Henri Halphen se trouvent aux pages 30 et 31 de : Georges-Henri Halphen, officier d'artillerie : *Lettres écrites pendant la Campagne de 1870-1871* (Paris, Hermieu 1912), volume qui figure aux catalogues de la Bibliothèque nationale, des Archives du SHAT (Service historique de l'Armée de Terre, à Vincennes), etc ...
Les lettres originales sont conservées dans des archives familiales Lyon-Caen.
Pour le rapport à Gambetta, il s'agit de : général de division Faidherbe, ex-général en chef de l'Armée du Nord : *Campagne de l'Armée du Nord en 1870-1871* (Paris, Dentu, 1871 et 1872). Page 65, 66, 91.
Voir aussi : Grenest, *Les armées du Nord et de Normandie en 1870-71* (Garnier, 1897, pages 125 à 127, 268 à 269, 336 et s.)

Georges-Henri Halphen : *“Les Archives Juives”* Volumes 37 - Réf. 20004/2 à la Bibliothèque de l'Alliance Israélite article de M. Philippe Landau :
Konferenz der Feldrabbiner in St Quentin (5. August 1915): Jüdisches Feldgebetbuch Jüdisches Museum (M. Fritz Bachaus - Untermainkai 14-15 - D-60311 Frankfurt-am-Main).

Amiens

Archives Nationales foire d'Amiens
UI n° 88 (2) p. 157 lettre de protestation contre Hitler
UI n° 89 (2) p. 522
UI n° 89 (2) p. 653
UI n° 90 Inauguration d'une synagogue à Amiens

Berck-Plage

UI n° 85 (2) p. 106 La Maison de l'Ouvre *“Pour les Enfants”*

Liefmann Calmer : Annuaire des Archives Israélites

Senlis: R. E. J. v.-245; xv. 234, 240;

Delisle, *Catalogue des Actes de Philippe-Auguste*, Paris, 1856;

Beugnot, *Les Juifs de l'Occident*, i. 90, Paris, 1824;

Gross, *Gallia Judaica*, pp. 440-660;

Disputation of Jehiel, ed. Thorn, p. 16, 1873.S. J. Ka.

Journal de la Communauté. Organe du Consistoire Israélite de Paris

Mémoire en Images Saint-Quentin – Société Académique de Saint-Quentin- Editions Alain Sutton.

Histoire de la Révolution dans le Département d'Aisne : Alfred Desmasures.

Regards sur l'identité picarde (financé par le Conseil Régional de Picardie) Magellan - Novembre 1997,

Georges-Henri Halphen, officier d'artillerie : *Lettres écrites pendant la Campagne de 1870-1871* (Paris, Hermieu 1912), volume qui figure aux catalogues de la Bibliothèque nationale, des Archives du SHAT (Service historique de l'Armée de Terre, à Vincennes), etc ...

Campagne de l'Armée du Nord en 1870-1871 (Paris, Dentu, 1871 et 1872). Page 65, 66, 91.

Les armées du Nord et de Normandie en 1870-71 (Garnier, 1897, pages 125 à 127 , 268 à 269 , 336 et s.)

Frédéric VIEY et Franck D'Almeyda
Juin 2009